



ENTENTE INTERVENUE ENTRE

d'une part

Le Ministère de l'Éducation du Québec et
la Fédération des Cégeps, représentés
par le Comité Patronal de Négociation des
Collèges aux termes de la loi 55.

et d'autre part

Les Syndicats des employés de soutien
des Collèges affiliés et représentés par
la Fédération des Employés des
Services Publics Inc. (C.S.N.)



ENTENTE

ENTRE

Le Ministère de l'Éducation du Québec et la Fédération des
Cégeps, représentés par le Comité Patronal de Négociation des
Collèges aux termes de la loi 55.

D'UNE PART

ET

Les Syndicats des employés de soutien des Collèges affiliés et
représentés par la Fédération des Employés des Services Publics
Inc. (C.S.N.)

D'AUTRE PART

ISBN-2-550-01200-3

Dépôt légal: quatrième trimestre 1980
Bibliothèque nationale du Québec

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1- DEFINITIONS

Article 1-1.00	Définitions	1
Article 1-2.00	But de la convention collective	2

CHAPITRE 2- JURIDICTION

Article 2-1.00	Reconnaissance	7
Article 2-2.00	Champs d'application	9

CHAPITRE 3- PREROGATIVES SYNDICALES

Article 3-1.00	Sécurité syndicale	12
Article 3-2.00	Cotisations syndicales	13
Article 3-3.00	Affaires syndicales	15
Article 3-4.00	Affichage et distribution de documents	21
Article 3-5.00	Droit de réunion et local	22

CHAPITRE 4- PARTICIPATION

Article 4-1.00	Information	23
Article 4-2.00	Comité des Relations du travail	25
Article 4-3.00	Commission pédagogique	29

CHAPITRE 5- MOUVEMENT DE PERSONNEL

Article 5-1.00	Engagement	30
Article 5-2.00	Mouvement de personnel	31
Article 5-3.00	Ancienneté	37
Article 5-4.00	Surplus de personnel	41

Article 5-5.00	Priorité d'emploi	49
Article 5-6.00	Sécurité d'emploi	53
Article 5-7.00	Bureau de placement	60
Article 5-8.00	Mesures disciplinaires	64

CHAPITRE 6- CONDITIONS DE TRAITEMENT

Article 6-1.00	Détermination de la classe d'emploi à l'engagement	68
Article 6-2.00	Détermination du traitement à l'engagement	69
Article 6-3.00	Règles concernant l'avancement d'échelon	71
Article 6-4.00	Règles concernant la promotion et la mutation	72
Article 6-5.00	Modifications de fonctions	73
Article 6-6.00	Pouvoirs et responsabilité de l'arbitre	74
Article 6-7.00	Création de nouvelles classes d'emploi	76
Article 6-8.00	Rétroactivité	78
Article 6-9.00	Détermination du traitement à la signature de la convention collective, rémunération et protection du pouvoir d'achat	80
Article 6-10.00	Versement du salaire	94
Article 6-11.00	Primes	96
Article 6-12.00	Intégration dans les nouvelles classes d'emploi	99

CHAPITRE 7- CONDITIONS DE TRAVAIL ET BENEFICES SOCIAUX

Article 7-1.00	Heures de travail	101
Article 7-2.00	Travail supplémentaire	104
Article 7-3.00	Congés spéciaux	106
Article 7-4.00	Droits parentaux	109
Article 7-5.00	Jours fériés	128
Article 7-6.00	Vacances annuelles	129
Article 7-7.00	Droit de participation aux affaires publiques	134
Article 7-8.00	Hygiène et sécurité	135
Article 7-9.00	Costumes et uniformes	136
Article 7-10.00	Caisse d'économie	137
Article 7-11.00	Responsabilité civile	138
Article 7-12.00	Allocation de dépenses	139
Article 7-13.00	Salarié handicapé	140
Article 7-14.00	Régimes d'assurance-vie, maladie et salaire	141
Article 7-15.00	Congé sans traitement	160

CHAPITRE 8- PERFECTIONNEMENT

Article 8-1.00	Dispositions générales	161
Article 8-2.00	Perfectionnement local	162

CHAPITRE 9- PROCEDURES DE REGLEMENT DES GRIEFS ET D'ARBITRAGE

Article 9-1.00	Procédure de règlement des griefs	164
Article 9-2.00	Procédure d'arbitrage	168

CHAPITRE 10- DISPOSITIONS GENERALES

Article 10-1.00	Travail à forfait	178
Article 10-2.00	Durée de la convention	179
Article 10-3.00	Publication	180
Article 10-4.00	Non-discrimination	181
Article 10-5.00	Argent à récupérer	182
Article 10-6.00	Annexes	183

ANNEXES

"A"	- Frais de déménagement	185
"B"	- Plan de classification	190
"C"	- Personnel de soutien administratif et technique	191
	(Echelles de traitement)	
"D"	- Personnel ouvrier (taux de salaire)	202
"E"	- Personnel de soutien administratif, technique et ouvrier (lignes de correspondance)	206
"F"	- Cegep de Jonquière - Technicien en psychométrie (échelle de traitement)	220
"G"	- Cegep de Chicoutimi - Emplois de l'aéronautique (échelles de traitement)	222
"H"	- Cegep de Rimouski - Institut Maritime (échelle de trai- tement de l'officier de formation)	225
"I"	- Formule d'adhésion syndicale	227
"J"	- Liste de la zone à laquelle est rattaché chaque Collège aux fins de l'application de la priorité d'emploi et de la sécurité d'emploi	228
"K"	- Lettres d'entente	231
"L"	- Relative à l'article 6-9.00	235
"M"	- Relative à l'article 6-9.00	236
"N"	- Relative à l'article 6-9.00	237
"O"	- Relative à l'article 6-9.00	238
"P"	- Relative à l'article 6-9.00	239
"Q"	- Relative à l'article 6-9.00	240

- 1 -

CHAPITRE 1 - DEFINITIONS

Article 1-1.00 - Définitions

1-1.01 Collège

Le Collège d'enseignement général et professionnel créé en vertu de la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel ayant son siège social à _____

Le Collège Régional du Saguenay-Lac St-Jean

Dans le cas du Collège Régional du Saguenay-Lac St-Jean, la définition du 1er alinéa de la présente clause doit se lire comme suit:

Collège

Le Collège d'enseignement général et professionnel institué en vertu du projet de loi 91, sanctionné le 1er juin 1975.

1-1.02 Gouvernement

Le Gouvernement du Québec.

1-1.03 Ministre

Le Ministre de l'Éducation.

1-1.04 Partie patronale négociante

La partie patronale telle que définie à la loi 55.

1-1.05 Partie syndicale négociante

La partie syndicale telle que définie à la loi 55.

1-1.06 Syndicat

L'association représentant le personnel de soutien du Collège telle que définie par le certificat d'accréditation.

1-1.07 Les parties

Le Collège et le Syndicat.

1-1.08 Salarié

Toute personne couverte par le certificat d'accréditation.

1-1.09 Salarié régulier

Salarié à temps complet ou à temps partiel qui a complété sa période de probation.

1-1.10 Salarié à temps complet

Salarié qui travaille le nombre d'heures prévues à sa classification.

1-1.11 Salarié à temps partiel

Salarié qui travaille régulièrement chaque semaine un nombre d'heures égal ou inférieur à 75% du nombre d'heures de la semaine de travail du salarié à temps complet.

Si un tel salarié travaille exceptionnellement le total des heures prévues à sa classification, il conserve quand même son statut de salarié à temps partiel.

1-1.12 Salarié remplaçant

Salarié embauché pour remplacer un salarié temporairement absent de son poste, avec entente préalable de le licencier au terme de la dite période d'absence.

1-1.13 Salarié occasionnel

Salarié embauché pour parer à un surcroît temporaire de travail ou à un événement imprévu, et ce, pour une ou plusieurs périodes ne dépassant pas l'équivalent de quatre-vingt-dix (90) jours travaillés par année (période de douze (12) mois à compter du 1er jour de travail) à moins d'entente à l'effet contraire avec le Syndicat.

A défaut d'entente, tel salarié, dont la période d'embauchage annuelle excède la période définie au paragraphe précédent, obtient le statut de salarié régulier.

1-1.14 Salarié étudiant

Salarié, étudiant à temps complet du Collège, qui exerce une fonction couverte par le plan de classification.

1-1.15 Grief

- a) Toute mésentente relative à l'application ou à l'interprétation de la convention.

- b) Le Collège peut modifier des conditions de travail existantes qui ne sont pas prévues à cette convention. Il est entendu, toutefois, que si un salarié se croit lésé par de telles modifications, il peut faire un grief et, dans ce cas, il appartiendra au Collège de démontrer que les conditions de travail du salarié demeurent normales.

1-1.16 Promotion

Mouvement d'un salarié d'une classe d'emploi à une autre classe d'emploi dont le maximum de l'échelle de traitement ou le taux de traitement unique, est supérieur à celui de la classe d'emploi qu'il quitte.

1-1.17 Mutation

Mouvement d'un salarié à l'intérieur d'une même classe d'emploi ou à une autre classe d'emploi dont le maximum de traitement ou le taux de traitement unique est identique à celui de la classe d'emploi qu'il quitte.

1-1.18 Rétrogradation

Mouvement d'un salarié d'une classe d'emploi à une autre classe d'emploi dont le maximum de l'échelle de traitement ou le taux de traitement unique est inférieur à celui de la classe d'emploi qu'il quitte.

1-1.19 Jours ouvrables

Pour chacun des salariés pris individuellement: les jours de la semaine de travail tels que définis à l'article 7-1.00. Pour fins des délais prévus à la convention: du lundi au vendredi inclusivement à l'exclusion des jours de congés fériés et chômés prévus à la convention collective.

1-1.20 Année contractuelle

Période de douze (12) mois débutant le 1er juillet d'une année pour se terminer le 30 juin de l'année suivante.

1-1.21 Classe d'emploi

L'une ou l'autre des classes d'emploi apparaissant au plan de classification.

1-1.22 Fonction

Les tâches principales et habituelles constituant le travail d'un salarié.

Article 1-2.00 - But de la convention

1-2.01 La convention a pour but:

- a) de maintenir et promouvoir de bonnes relations entre le Collège et les salariés régis par les présentes;
- b) d'établir des conditions qui assurent, dans la plus large mesure possible, la sécurité et le bien-être des salariés;
- c) d'établir les conditions de travail des salariés régis par les présentes;
- d) de faciliter, par des mécanismes appropriés, le règlement des problèmes qui peuvent surgir entre le Collège et les salariés régis par les présentes.

CHAPITRE 2 - JURIDICTION

Article 2-1.00 - Reconnaissance

- 2-1.01 Le Collège reconnaît le Syndicat comme le seul représentant et mandataire des salariés assujettis à l'accréditation syndicale émise en vertu du Code du Travail aux fins de l'application de la convention collective.
- 2-1.02 Le Syndicat reconnaît au Collège le droit à l'exercice de ses fonctions de direction, d'administration et de gestion, sous réserve des dispositions de la convention collective.
- 2-1.03 Les parties reconnaissent les parties négociantes aux fins de traiter de toute question relative à l'application et à l'interprétation de la convention sans limiter le droit des parties reconnu à la présente. Ceci n'a pas pour effet de reconnaître aux parties négociantes le droit de grief et d'arbitrage.
- 2-1.04 En tout temps, les représentants de la partie syndicale négociante peuvent demander, par écrit, de rencontrer les représentants de la partie patronale négociante en vue de traiter de toute question d'intérêt général relative à l'application et à l'interprétation de la convention. Ceux-ci sont tenus de recevoir les représentants syndicaux dans les dix (10) jours ouvrables de la demande.

De la même façon, les représentants de la partie patronale négociante peuvent demander, aux mêmes conditions et aux mêmes fins, à rencontrer les représentants de la partie syndicale négociante.

Pour les fins d'application de la présente clause, le salarié, membre de l'exécutif du Secteur Soutien-CEGEP (F.E.S.P.), est libéré sans perte de traitement, ni remboursement par le Syndicat, et ce, pour la durée de la rencontre provinciale. Le salarié obtient telle libération après en avoir avisé le Collège au moins cinq (5) jours avant la date prévue pour la rencontre.

- 2-1.05 Toute condition particulière de travail modifiant les conditions de travail déjà prévues à la convention, intervenue ou à intervenir, verbalement ou par écrit, entre les salariés et le Collège, et qui lierait un ou des salariés du Collège, est sans effet.

Article 2-2.00 - Champs d'application

2-2.01 La convention s'applique au personnel de soutien du Collège, salariés au sens du code du Travail, couverts par le certificat d'accréditation émis à cette fin.

2-2.02 La convention s'applique également aux salariés réguliers à temps partiel. Toutefois, les droits et avantages que leur accorde la convention sont calculés au pro-rata des heures travaillées, sauf si la convention prévoit des stipulations différentes.

2-2.03 Le salarié en période de probation est couvert par les dispositions de la convention, sauf en ce qui a trait aux articles suivants:

- Procédure de griefs en cas de congédiement durant ladite période de probation (art. 9-1.00 et 9-2.00).

2-2.04 Le salarié occasionnel et le salarié remplaçant sont couverts par les dispositions de la convention, sauf celles prévues aux articles suivants:

- articles: 5-1.03 - Période de probation;
- 5-2.00 - Mouvement de personnel;
- 5-3.00 - Ancienneté;
- 5-4.00 - Surplus de personnel;
- 5-5.00 - Priorité d'emploi;

- Articles: 5-6.00 - Sécurité d'emploi;
- 5-7.00 - Bureau de placement;
- 5-8.00 - Mesures disciplinaires;
- 7-6.00 - Vacances annuelles;
- 7-7.00 - Droit de participation aux affaires publiques;
- 7-10.00 - Caisse d'économie;
- 7-13.00 - Salarié handicapé;
- 7-14.00 - Régime d'assurance-vie, maladie et salaire;
- 7-15.00 - Congé sans traitement;
- 8-1.00 - Dispositions générales;
- 8-2.00 - Perfectionnement local;
- 10-1.00 - Travail à forfait.

Cependant, nonobstant ce qui précède, le salarié remplaçant, dont la période de service continu est de six (6) mois et plus, bénéficie des articles 7-6.00 et 7-14.00 de la convention.

Le salarié occasionnel et le salarié remplaçant qui a moins de six (6) mois de service continu, ont également droit à 8% du salaire brut gagné pour fins de vacances payées.

- 2-2.05 Le salarié étudiant n'est pas couvert par les dispositions de la convention, sauf en ce qui a trait à l'article relatif à la cotisation syndicale (article 3-2.00) et aux dispositions relatives à la protection contre l'érosion du pouvoir d'achat contenues à l'article 6-9.00.

Le taux de rémunération du salarié étudiant est déterminé selon la catégorie d'emploi dans laquelle se situe sa fonction et ce, de la façon suivante:

<u>Catégorie</u>	<u>Remunération</u>			01/07/82 au
	1979/80	1980/81	1981/82	31/12/82
Technique	\$ 6.75	\$ 7.34	\$ 8.05	\$ 8.77
Para-technique	5.78	6.31	6.92	7.57
Administratif	5.76	6.29	6.90	7.55
Ouvrier	5.89	6.43	7.28	7.95

De plus, ce salarié a droit à 8% du salaire brut gagné pour fins de vacances.

CHAPITRE 3 - PREROGATIVES SYNDICALES

Article 3-1.00 - Sécurité syndicale

- 3-1.01 Tout salarié membre du Syndicat au moment de la signature de la convention et celui qui le devient par la suite doivent, comme condition de maintien de leur emploi, maintenir leur adhésion au Syndicat pour toute la durée de la convention collective.
- 3-1.02 Tout nouveau salarié embauché après la date de signature de la convention doit, dès son embauchage, devenir et demeurer membre du Syndicat pour toute la durée de la convention et ce, comme condition d'embauche. Le Collège s'engage à faire remplir à cet effet la formule fournie par le Syndicat apparaissant à l'annexe "I", dont copie doit être retournée au Syndicat. La présente clause ne s'applique pas au salarié visé à la clause 1-1.14.
- 3-1.03 Le Collège n'est pas tenu, indépendamment des paragraphes 3-1.01 et 3-1.02 ci-dessus, de congédier un salarié parce que le Syndicat aura refusé de l'accepter et/ou l'aura éliminé de ses rangs, et ce, pour quelque raison que ce soit.

Article 3-2.00 - Cotisations syndicales

- 3-2.01 Le Collège prélève sur le salaire et, le cas échéant, sur tout montant d'indexation ou de rétroactivité de chaque salarié assujetti à la convention collective, une somme égale à la cotisation régulière fixée par le Syndicat pour ses membres.
- 3-2.02 Pour les fins du présent article, le montant de cette cotisation syndicale est le taux qui est indiqué au Collège par avis écrit du Syndicat. Toute modification à la cotisation syndicale prend effet au début d'une période de paie mais au plus tard trente (30) jours après la réception par le Collège d'un avis écrit du Syndicat.
- 3-2.03 Le Collège s'engage à déduire les montants prévus à 3-2.01 sur chaque versement de salaire. Il fera parvenir au Syndicat entre le premier et le quinzième (15ième) jour du mois suivant le montant mensuel total perçu, accompagné d'un état détaillé de la perception.

Cet état détaillé comprend le nom et prénom du salarié, son statut, son numéro matricule le cas échéant, le salaire régulier, le montant sur lequel la déduction est prélevée s'il est distinct, ainsi que le montant des déductions individuelles. Le montant indiqué à titre de salaire régulier exclut le temps supplémentaire et les primes.

3-2.04 Le Syndicat s'engage à tenir le Collège indemne de toute réclamation qui pourrait être exercée contre lui par suite de la déduction de cotisation syndicale de la paie d'un salarié.

3-2.05 Le Collège cesse d'effectuer la retenue prévue au présent article à compter du début de la période de paie qui suit celle où un salarié cesse d'être régi par cette convention.

Article 3-3.00 - Affaires syndicales

3-3.01 Le Collège reconnaît au président et/ou au secrétaire du Syndicat le droit de s'occuper des affaires syndicales durant les heures de travail, dans les cas prévus à la convention. De ce fait, le président et/ou le secrétaire ne perdent aucun droit quant au traitement, avantages et privilèges prévus par les présentes et ne doivent nullement être importunés ou subir de torts pour leurs activités comme telles. Ces dispositions s'appliquent également aux substituts en cas d'incapacité d'agir du président et/ou du secrétaire. Le supérieur immédiat de chaque représentant ou le bureau du personnel doit être informé à l'avance de l'absence et de l'endroit où le représentant syndical peut être rejoint.

Le président, le secrétaire ainsi que le délégué syndical peuvent s'absenter de leur travail, pour la période de temps requise, sans perte de traitement, mais avec remboursement par le syndicat, pour des activités syndicales autres que celles prévues à 3-3.03. Cependant, le supérieur immédiat doit en être avisé à l'avance, lequel ne peut refuser sans motif valable.

3-3.02 a) Le Syndicat peut nommer un délégué syndical qui a pour fonction de représenter le Syndicat dans l'application et l'interprétation de la convention.

- b) Le Syndicat peut nommer un substitut au délégué syndical. En l'absence du délégué syndical, le substitut a la même fonction.
- c) Le Syndicat peut nommer un tel délégué et son substitut pour chaque campus.
- d) Dans les trente (30) jours de la signature de la convention et au moment de leur remplacement, le Syndicat avise le Collège de la nomination de tout délégué syndical ou substitut.

3-3.03 Les représentants autorisés du Syndicat mentionnés à la présente clause peuvent s'absenter de leur travail pour la période de temps requise, sans perte de traitement et autres bénéfices, à l'occasion des activités ci-après énumérées et selon les modalités qui y sont prévues:

- a) Tout membre de l'Exécutif du Syndicat peut s'absenter de son travail pour participer à une rencontre dûment convoquée par et avec les représentants du Collège. Il en va de même pour toute rencontre convoquée avec le Collège par l'Exécutif du Syndicat.
- b) Un représentant autorisé du Syndicat peut s'absenter de son travail pour accompagner un salarié lors de la présentation ou de la discussion d'un grief, lors d'une enquête en vue de la présentation d'un grief ou lors de l'enquête nécessaire en vue de la présentation du rapport prévu à 9-1.06.b) après en avoir avisé son supérieur immédiat, lequel ne peut refuser sans motif valable; il doit également aviser le

responsable de l'application de la convention collective de l'endroit où il peut être rejoint et de son absence autorisée.

- c) Tout membre d'un comité ou commission prévu à la convention peut s'absenter de son travail, après avoir avisé son supérieur immédiat et le service du personnel, pour participer à toute réunion selon la convention.
- d) Pour toute matière ayant trait à la convention collective, tout salarié peut être accompagné d'un représentant autorisé du Syndicat lors d'une rencontre chez un représentant du Collège.
- e) Tout salarié assigné comme témoin devant un tribunal d'arbitrage peut s'absenter de son travail, après en avoir avisé son supérieur immédiat et le service du personnel. La durée de la disponibilité est alors sujette aux exigences du président du tribunal d'arbitrage.
- f) Tout salarié requérant d'un grief qui est en audition devant un tribunal d'arbitrage et, soit le délégué syndical ou un officier du Syndicat, peuvent s'absenter de leur travail, après avis au Collège, afin de participer aux séances d'arbitrage.

3-3.04 Le Collège autorise le délégué officiel du Syndicat qui en fait la demande au moins dix (10) jours à l'avance, à s'absenter de son travail sans perte de traitement mais avec remboursement par le Syndicat pour assister aux Congrès ou au Conseil de la Confédération des Syndicats Nationaux, au Congrès ou au Conseil de la F.E.S.P., au Congrès du Conseil central (ou régional), aux réunions du secteur soutien Cégep (C.S.N.). La demande écrite doit contenir le nom de la ou des personne(s) pour qui l'absence est demandée ainsi que la nature, la durée et l'endroit de l'activité syndicale justifiant la demande.

3-3.05 Tout salarié nommé pour exercer un travail permanent au sein d'une organisation syndicale a droit, à la suite d'une demande préalable écrite d'au moins vingt et un (21) jours, à une libération à plein temps, sans perte de traitement, mais avec remboursement par le Syndicat.

Tout salarié ainsi libéré peut reprendre son poste après un préavis au Collège d'au moins vingt et un (21) jours.

3-3.06 Tout salarié élu à un poste de membre de l'Exécutif d'une organisation syndicale provinciale a droit, à la suite d'une demande préalable écrite d'au moins vingt et un (21) jours, à une libération à temps plein ou à temps partiel, sans perte de traitement, mais avec remboursement par le Syndicat pour la durée de tel mandat électif.

Cette libération à temps plein ou à temps partiel est renouvelable, automatiquement, d'année en année pour la durée de tout tel mandat.

Tout salarié ainsi libéré peut reprendre son poste après un préavis au Collège d'au moins vingt et un (21) jours.

- 3-3.07 Les parties négociantes s'entendent sur le principe de la libération syndicale de salariés, sans perte de traitement ni remboursement par le Syndicat en période de négociation. Le nombre de salariés libérés et les modalités de cette libération sont alors arrêtés par les parties en cause.

A défaut d'entente, un (1) représentant du Syndicat pourra être libéré, après en avoir avisé le Collège, sans perte de traitement et autres bénéfices, pour la négociation directe et la conciliation d'une convention collective provinciale; un deuxième représentant pourra être libéré aux frais du Syndicat.

- 3-3.08 Au cours de la dernière année de la convention, l'employeur, à la demande du Syndicat, devra libérer, avec maintien de son salaire, un représentant désigné par le Syndicat, et ce, pour une durée maximum de cinq (5) jours ouvrables consécutifs ou non, pour fins de préparation de la prochaine convention collective à être négociée provincialement.

- 3-3.09 Dans le cas où les libérations prévues au présent article sont aux frais du Syndicat, ce dernier s'engage à rembourser au Collège, à l'époque et selon les modalités convenues entre eux, le moindre des montants suivants:

- a) le salaire brut du salarié libéré;
- b) le salaire brut du remplaçant du salarié libéré.

Toutefois, le Syndicat ne fera aucun remboursement si le salarié libéré n'est pas effectivement remplacé.

Article 3-4.00 - Affichage et distribution de documents

- 3-4.01 Le Syndicat a le droit d'afficher des avis, bulletins ou autres documents à l'intention de ses membres aux tableaux verrouillés, fournis par le Collège. L'emplacement des tableaux d'affichage sera déterminé par les parties. Tels tableaux d'affichage peuvent être utilisés par les autres Syndicats.
- 3-4.02 Le Syndicat peut distribuer tout document aux membres de l'unité de négociation en les déposant à leur bureau ou en les faisant distribuer dans leur casier respectif par le personnel du Collège affecté à cette tâche.

Article 3-5.00 - Droit de réunion et local

3-5.01 Le Syndicat a le droit de tenir des réunions de ses membres dans les locaux du Collège moyennant un avis préalable et à la condition qu'un local soit disponible. Cette utilisation est sans frais sauf si elle entraîne des déboursés particuliers supplémentaires.

3-5.02 Le Collège met à la disposition du Syndicat un local adéquat qui peut être utilisé pour fins de secrétariat.

CHAPITRE 4 - PARTICIPATION

Article 4-1.00 - Information

4-1.01 Le Collège transmet au Syndicat:

- a) la liste des salariés une fois l'an à une date à fixer après entente entre les parties. Cette liste doit indiquer:
 - les noms et prénoms;
 - la date de naissance;
 - l'état civil;
 - le sexe;
 - l'adresse;
 - la date d'entrée en service;
 - la classe d'emploi, l'échelon;
 - le traitement;
 - le statut du salarié: régulier, occasionnel, remplaçant, à temps complet, à temps partiel;
 - le service auquel est rattaché le salarié;
 - le numéro de téléphone si le salarié ne s'y oppose pas.
- b) la liste d'ancienneté des salariés le premier jour de l'affichage prévu à 5-3.06;
- c) un avis écrit relativement à un départ pour congé de maternité, à une mise à la retraite ou à toute forme de cessation d'emploi;

- d) la liste des membres des différents comités prévus à la convention, la liste des membres du conseil d'administration, du comité exécutif et de la commission pédagogique;
- e) tout avis ou directive émis par le Collège s'adressant à l'ensemble du personnel de soutien du Collège;
- f) les avis prévus à 5-8.00;
- g) toute modification qui pourrait intervenir aux renseignements énumérés à a) et d);
- h) à l'embauchage de tout nouveau salarié, l'ensemble des renseignements prévus à a), ainsi que copie de la preuve de ses qualifications (scolarité et expérience). Le nouveau salarié reçoit également copie des renseignements énumérés à a).

4-1.02 Le Collège s'engage à fournir au salarié, au plus tard le 1er septembre et le 1er février, un avis écrit contenant l'état de sa banque de congés-maladie au 30 juin et au 31 décembre respectivement, ainsi que l'utilisation détaillée qu'il en a faite. Copie de cet avis est transmise au Syndicat.

Article 4-2.00 - Comité des relations du travail (C.R.T.)

- 4-2.01 Le Comité des Relations du Travail est un comité regroupant les parties. Il est paritaire et permanent, il sert à discuter toute question relative à l'application et à l'interprétation de la convention collective.
- 4-2.02 a) Le Comité des Relations du Travail est composé de six (6) personnes dont trois (3) salariés désignés par le Syndicat et de trois (3) personnes désignées par le Collège.
- b) Lorsque les parties désignent leurs représentants, elles doivent en même temps désigner un ou deux substituts. Ces derniers ne sont habilités à siéger que lorsqu'ils remplacent les délégués absents ou incapable d'agir ou encore s'il y a accord à l'effet contraire entre les parties.
- 4-2.03 Dans les trente (30) jours suivant la signature de la convention collective, chaque partie nomme ses représentants et en informe l'autre par écrit.
- 4-2.04 Sous réserve des dispositions du présent article, le Comité des Relations du Travail est autonome quant à sa procédure de fonctionnement.
- 4-2.05 Le Comité des Relations du Travail se réunit à la demande de l'une ou l'autre des parties.

4-2.06 Le Comité des Relations du Travail doit se réunir dans les cinq (5) jours ouvrables de la réception d'une demande prévue au paragraphe précédent. Un avis écrit et l'ordre du jour comportant tout point que, soit le Collège, soit le Syndicat, veut y inscrire, doivent être transmis au Collège et au Syndicat au moins quarante-huit (48) heures avant cette réunion. Cet ordre du jour doit également être affiché à l'intention de l'ensemble des salariés. Du consentement des parties, l'une ou l'autre des parties peut inscrire un sujet à l'ordre du jour dès l'ouverture de la séance.

4-2.07 A défaut par le Collège d'envoyer au moins deux (2) représentants à la réunion, il ne peut procéder sur les sujets inscrits à l'ordre du jour.

A défaut par le Syndicat d'envoyer au moins deux (2) représentants à la réunion, cette réunion est automatiquement reportée au troisième (3ième) jour ouvrable du moment (date et heure) prévu à l'avis de convocation original. A défaut par le Syndicat d'envoyer au moins deux (2) représentants dans ce dernier cas, le Collège peut procéder sur toute question qui était inscrite à l'ordre du jour.

4-2.08 Dans le cas où les parties n'arrivent pas à une entente sur un sujet inscrit à l'ordre du jour, le Collège procède, à moins que les parties au Comité des Relations du Travail ne s'entendent pour un ajournement à une date dont elles conviennent. Le Collège dispose de dix (10) jours ouvrables après la réunion pour transmettre sa décision au Syndicat et, s'il y a lieu, au salarié concerné. Toutefois,

le Collège ne peut le faire avant le cinquième (5ième) jour ouvrable suivant la réunion. De plus, le Collège ne peut procéder avant d'avoir transmis sa décision.

4-2.09 Pour avoir quorum, le Comité des Relations du Travail doit comprendre au moins deux (2) représentants de chacune des parties.

4-2.10 Le salarié dont le cas est discuté au Comité des Relations du Travail en est préalablement averti par écrit par le Collège sauf dans les cas de réduction de personnel. A sa demande et pour autant qu'il ne s'agit pas d'une mise à pied pour surplus de personnel, le salarié est entendu par le Comité des Relations du Travail.

4-2.11 Le procès-verbal d'une réunion du Comité des Relations du Travail doit être adopté et signé par les parties à la réunion suivante. Si une décision doit être appliquée sans délai, le procès-verbal peut être adopté séance tenante en tout ou en partie. Le procès-verbal ne doit contenir que les attendus, les propositions et, s'il y a lieu, les résolutions.

4-2.12 Dans des circonstances exceptionnelles, telles que des décisions de politique générale, le Collège bénéficie d'un délai plus long pour communiquer sa décision. Le Collège n'a cependant pas à informer individuellement chaque salarié visé par une décision de portée collective; dans un tel cas il avise le Syndicat.

4-2.13. En aucun cas, une entente au Comité des Relations du Travail ne peut avoir pour effet de modifier une disposition de la convention collective.

4-2.14. Une entente conclue au Comité des Relations du Travail lie les parties et le salarié concerné.

4-2.15. Le Collège doit consulter le Comité des Relations du Travail avant de prendre une décision relative aux questions suivantes:

- a) les implications pour le personnel de soutien à l'emploi du Collège, causées par des modifications de structures administratives ou de restructuration de service;
- b) la détermination des horaires de laboratoires;
- c) la répartition des congés fériés et chômés sous réserve de la clause 7-5.01;
- d) l'attribution des congés sans traitement;
- e) la consultation prévue à l'article 5-4.00 relativement au plan d'effectifs.

Article 4-3.00 - Commission pédagogique

4-3.01 Dans les quarante-cinq (45) jours suivant la signature de la convention, le Syndicat peut désigner deux (2) représentants qui sont nommés par le Collège à la Commission pédagogique prévue par la loi 21. (Mandat d'un an).

4-3.02 Le mandat de la Commission pédagogique est celui applicable à l'ensemble du personnel enseignant du Collège.

CHAPITRE 5 - MOUVEMENT DE PERSONNEL

Article 5-1.00 - Engagement

5-1.01' L'engagement de tout salarié est fait selon les dispositions de la convention collective.

5-1.02 A l'engagement, le Collège fournit au salarié une copie de la convention collective. De même un salarié doit fournir la preuve de ses qualifications (scolarité et expérience).

5-1.03 La période de probation du nouveau salarié à temps complet est de soixante (60) jours travaillés ou payés.

La période de probation du nouveau salarié à temps partiel est de quatre-vingt-dix (90) jours travaillés ou payés. Au terme du présent alinéa, les jours travaillés ou payés sont comptés sans égard au nombre d'heures par jour travaillées ou payées du salarié à temps partiel.

Dans le cas du personnel technique, administratif et de secrétariat, les parties peuvent convenir de prolonger cette période pour une durée n'excédant pas trente (30) jours.

Article 5-2.00 - Mouvement de personnel

5-2.01 Dès qu'un poste devient vacant au sein du personnel administratif, technique, de secrétariat ou ouvrier qui doit être rempli, conformément au plan d'effectifs prévu à l'article 5-4.00, ou lorsqu'un poste est nouvellement créé, le Collège doit afficher un avis à cet effet aux tableaux d'affichage durant cinq (5) jours ouvrables. Copie de tel avis est expédiée au Syndicat ainsi que la liste des gens absents à la date du début de l'affichage.

5-2.02 Pendant la période d'affichage et pendant les délais de nomination ainsi que durant toute affectation temporaire, le Collège peut désigner un salarié de son choix qui accepte de combler temporairement le poste; si aucun salarié n'accepte, le Collège peut désigner le salarié qui est capable de remplir le poste et ayant le moins d'ancienneté pour combler temporairement le poste. Une telle affectation ne doit pas avoir pour effet d'occasionner au salarié le cumul simultané de deux (2) postes.

5-2.03 L'avis affiché doit indiquer le titre de la classe d'emploi, la description de la fonction, le lieu de travail, l'horaire de travail, le nombre minimum d'heures de travail dans le cas d'un poste à temps partiel, le nom du supérieur immédiat, le nom du prédécesseur à moins qu'il ne s'agisse d'un poste nouvellement créé, l'échelle de salaire, les qualifications requises de la classe d'emploi et, le cas échéant, les conditions exigées par le Collège telles qu'indiquées à 5-2.05 a), le nom du responsable à qui les candidatures doivent être remises ainsi que la date du début d'affichage et la date limite des mises en candidatures telle que prévue à 5-2.04.

5-2.04 Tout salarié régulier peut, à l'occasion de l'affichage de l'avis, se porter candidat en faisant application par écrit; le salarié intéressé doit poser sa candidature au plus tard le cinquième jour ouvrable après la fin de l'affichage prévu à 5-2.01.

5-2.05 a) Parmi les candidats, le Collège choisit celui qui:

1. possède les qualifications requises pour la classe d'emploi au plan de classification, 2. répond aux conditions exigées par le Collège en regard du poste concerné; ces conditions ne peuvent consister en l'addition d'un nombre d'années d'expérience ou d'un nombre d'années de scolarité à ceux prévus au plan de classification. Le candidat ou le Syndicat peut contester les conditions exigées par le Collège autres que les qualifications requises à la classe d'emploi dans le plan de classification; il appartient alors au Collège de démontrer que telles conditions sont pertinentes et en relation avec le poste concerné.

Cependant, le salarié qui ne possède pas la scolarité requise en regard du poste concerné pourra présenter sa candidature s'il satisfait aux dispositions suivantes, et ce, aux postes de la catégorie du personnel administratif et de secrétariat et de la sous-catégorie para-technique seulement:

1. Posséder les années d'expérience pertinente nécessaires pour combler le manque de scolarité à raison de deux (2) années d'expérience par année de scolarité.
2. Posséder les années d'expérience pertinente requises pour le poste.

- b) Parmi les candidats qui satisfont aux conditions et qualifications exigées en a), le Collège choisit le plus ancien, sous réserve des dispositions prévues à 5-4.00, 5-5.00 et 5-6.00.
- c) Si, suite à l'application du paragraphe précédent, aucun candidat n'est retenu, le poste est offert au salarié le plus ancien, qui a fait une demande conformément à la clause 5-2.13, qui répond aux conditions et qualifications prévues au premier alinéa de la clause 5-2.05 a) et qui est référé par le Bureau de placement.
- d) Si, suite à l'application du paragraphe précédent, aucun candidat n'est retenu, le Collège peut embaucher un candidat de l'extérieur à condition que celui-ci réponde aux conditions et qualifications prévues au premier alinéa de la clause 5-2.05 a).
- e) Si, suite à l'application du paragraphe précédent, aucun candidat n'est retenu, le poste est offert au salarié du Collège ayant posé sa candidature et qui a le plus d'ancienneté à la condition qu'il puisse satisfaire aux exigences normales de la fonction.
- f) Si, suite à l'application du paragraphe précédent, le poste est toujours vacant, le Collège pourra embaucher un candidat de l'extérieur, même s'il ne répond pas aux conditions et aux qualifications prévues au premier alinéa de la clause 5-2.05 a), à la condition qu'il soit plus qualifié que le salarié refusé en vertu du paragraphe e).

- 5-2.06 Si le Collège décide de maintenir les attributions d'un poste dont le titulaire a eu droit à une compensation selon la clause 6-6.01 et de se conformer à la clause 6-6.04, tel titulaire est réputé posséder les qualifications requises et les conditions exigées par le Collège prévues au 1er alinéa de la clause 5-2.05 a) en regard du poste concerné, et ce, sous réserve de la loi.
- 5-2.07 Dans le cas où une candidature a été retenue, la nomination doit être affichée dans les trente (30) jours du début d'affichage et transmise par écrit à chaque candidat, ainsi qu'au Syndicat. Tout salarié dont la candidature n'est pas retenue en est informé par écrit dans le même délai, avec copie au Syndicat.
- 5-2.08 Le candidat qui obtient un poste en vertu de la clause 5-2.05 a droit à une période maximum de vingt (20) jours de travail pour accepter le poste ou décider de réintégrer son ancien poste.
- 5-2.09 Lorsqu'un salarié remplit temporairement, à la demande du Collège, un poste d'une classe d'emploi inférieure, il reçoit, pour la durée de ce travail, son salaire régulier.
- 5-2.10 Lorsqu'un salarié effectue temporairement, à la demande du Collège, des fonctions normalement exécutées par des salariés d'une classe d'emploi supérieure, il sera rémunéré au salaire de cette classe d'emploi à compter du premier jour de son affectation, et ce, comme s'il s'agissait d'une promotion.

5-2.11 Le salarié affecté d'une façon permanente à une fonction reçoit le salaire attaché à ladite fonction dès son affectation, ou au plus tard à l'expiration du délai prévu à 5-2.07.

5-2.12 Lorsque le Collège décide de combler un poste temporairement vacant pour une durée prévue de quatre (4) mois ou plus, le Collège affiche un avis à cet effet durant cinq (5) jours ouvrables. Le salarié intéressé doit présenter sa candidature par écrit au plus tard le cinquième (5ième) jour ouvrable du début de l'affichage.

L'affectation est accordée au salarié ayant le plus d'ancienneté qui a posé sa candidature et qui répond aux conditions prévues à la clause 5-2.05 a).

Les dispositions de la présente clause ne peuvent faire l'objet d'un grief et ne s'appliquent pas au remplacement du salarié affecté temporairement en vertu de la présente clause.

Transfert volontaire d'un salarié d'un Collège à un autre Collège.

5-2.13 Deux (2) fois par année, soit au cours des mois de mai et de novembre, tout salarié régulier qui désire être transféré dans un Collège autre que le sien peut en faire la demande par écrit. Le salarié communique sa demande à son Collège. Cette demande doit préciser le nom de la ou des classe(s) d'emploi et le nom du ou des Collège(s) où il veut être transféré et si le poste

désiré est un poste à temps partiel ou à temps complet. Cette demande doit être répétée à l'une ou l'autre des deux (2) dates prévues si le salarié qui n'a pas obtenu de transfert le désire toujours.

Dans les trente (30) jours de la réception de la demande, le Collège transmet au Syndicat et au Bureau de placement copie de la demande ainsi que l'ancienneté du salarié concerné.

Tel transfert n'est possible que dans la mesure où un poste est vacant.

Le salarié qui obtient un tel transfert transporte chez son nouvel employeur son ancienneté, le solde de sa banque de jours de congés-maladie non-monnayables, son statut de salarié régulier et le temps de service pour fin d'acquisition de la sécurité d'emploi.

Le salarié qui obtient un transfert dans un autre Collège conformément à la présente clause est considéré comme ayant remis sa démission dans son Collège.

Article 5-3.00 - Ancienneté

5-3.01 La liste d'ancienneté établie au 30 juin 1979, conformément à la convention collective en vigueur à cette date, sera affichée dans les quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier suivant la signature de la convention, et ce, pour une durée de soixante (60) jours de calendrier. Copie de la liste d'ancienneté est remise au Syndicat le premier jour de l'affichage. Au cours de la période d'affichage, le Syndicat, ou tout salarié par l'entremise du Syndicat, peut contester le calcul de l'ancienneté d'un salarié en donnant les justifications de ladite contestation.

A l'expiration de la période d'affichage, la liste devient officielle sous réserve des contestations déposées. Les corrections apportées à la liste ne peuvent avoir pour effet que de modifier l'ancienneté d'un salarié, et les conséquences de telles modifications ne peuvent rétroagir au-delà du premier jour de l'affichage de la liste. Par la suite, aucune autre correction ne peut être apportée à la liste d'ancienneté.

5-3.02 Pour fins d'application de la convention, le calcul de l'ancienneté se fait de la manière suivante:

- a) L'ancienneté signifie et comprend la durée totale en années, en semaines et en jours travaillés ou payés pour le Collège comme personnel de soutien, de tout salarié régulier régi par les présentes. L'ancienneté de tout salarié régulier débute à compter de la date du premier jour de travail pour le compte du Collège et des institutions d'enseignement auxquelles le Collège succède ou a succédé.
- b) Pour le salarié régulier à temps partiel, l'ancienneté s'accumule en heures travaillées ou payées et est convertie en années, semaines et jours travaillés ou payés au 30 juin de chaque année, compte tenu des heures normales prévues à sa classification.
- c) Pour fins de conversion prévue en b) ci-dessus, les heures normales annuelles sont de mille huit cent vingt (1,820) heures pour le personnel technique, administratif et de secrétariat et de deux mille quatre-vingt (2,080) heures pour le personnel ouvrier et ceci équivaut à une année d'ancienneté. Cependant, les heures normales annuelles à compter du 1er juillet 1981, pour le personnel ouvrier, sont de deux mille quinze (2,015) heures et ceci équivaut à une année d'ancienneté.

5-3.03 L'ancienneté continue de s'accumuler:

- a) durant une absence due à un accident de travail ou à une maladie industrielle reconnus comme tels par la commission des accidents du travail;

- b) durant les congés d'études avec ou sans traitement;
- c) durant les congés pour activités syndicales prévus à l'article 3-3.00;
- d) durant un congé prévu à l'article 7-4.00;
- e) durant les vingt-quatre (24) premiers mois d'une maladie ou d'un accident du salarié;
- f) durant une suspension du salarié;
- g) durant une période de mise en disponibilité;
- h) durant un congé sans traitement autre que ceux prévus à la présente clause, et ce, d'une durée maximum de trente (30) jours par année contractuelle.

5-3.04 L'ancienneté cesse de s'accumuler mais demeure au crédit du salarié:

- a) durant l'exercice d'une charge publique;
- b) nonobstant la clause 5-3.05 b), durant une période de mise à pied à cause d'un surplus de personnel, et ce, tant qu'il demeure inscrit sur la liste du Bureau de placement;

- c) durant un congé sans traitement d'une durée excédant trente (30) jours par année contractuelle.

5-3.05 L'ancienneté se perd:

- a) lors de la démission du salarié;
- b) lors de la cessation d'emploi du salarié;
- c) lors du congédiement du salarié.

5-3.06 Entre le 1er septembre et au plus tard le 30 septembre de chaque année, le Collège affiche pour une durée de trente (30) jours ouvrables la liste d'ancienneté des salariés couverts par la convention telle qu'établie au 30 juin précédent. Au cours de la période d'affichage, le Syndicat, ou tout salarié par l'entremise de son Syndicat, peut contester le calcul de l'ancienneté d'un salarié en donnant les justifications de la contestation. Toutefois, une contestation ne peut avoir pour effet de contester ou corriger la liste d'ancienneté de l'année précédente.

A l'expiration de la période d'affichage, la nouvelle liste devient officielle sous réserve des contestations déposées. Les corrections apportées à la liste ne peuvent avoir pour effet que de modifier l'ancienneté d'un salarié et les conséquences de telles modifications ne peuvent rétroagir au-delà du premier jour de l'affichage de la liste. Par la suite, aucune autre correction ne peut être apportée à la liste d'ancienneté.

Article 5-4.00 - Surplus de personnel

5-4.01 Au plus tard le 1er juin de chaque année, le Collège présente au Syndicat pour fin de consultation son plan d'effectifs du personnel de soutien pour l'année contractuelle suivante. Cette consultation se tient dans le cadre du C.R.T. et se termine au plus tard le 1er juillet.

5-4.02 Le plan d'effectifs doit comprendre les éléments suivants:

- a) l'état des effectifs au 15 mai;
- b) la liste des postes à temps complet et à temps partiel par classe d'emploi et par service;
- c) la liste des postes à temps complet et à temps partiel que le Collège a l'intention d'abolir, incluant la classe d'emploi, le service ainsi que le nom du titulaire;
- d) l'énoncé du ou des motifs de l'abolition de chacun des postes;
- e) l'organigramme du Collège;
- f) le bilan d'utilisation des occasionnels pour la période du 1er juillet au 15 mai de l'année en cours; par la suite, le Collège transmet au Syndicat le bilan total d'utilisation des occasionnels, et ce, au plus tard le 1er août;

g) la liste des contrats à forfait à caractère continu en vigueur et une copie de ces contrats est transmise au Syndicat.

5-4.03 Les motifs utilisés par le Collège pour fin d'abolition de postes sont des suivants:

1. fusion régionale de services;
2. baisse significative de la clientèle;
3. restructuration de services;
4. modification des services à rendre à la clientèle;
5. changements technologiques.

5-4.04 Tout poste devenu vacant en cours d'année, à l'exception des mois de juin et juillet, est obligatoirement comblé.

5-4.05 Tout poste devenu vacant durant les mois de juin et juillet peut ne pas être comblé; il peut être aboli en l'intégrant au plan d'effectifs soumis le 1er juin, et ce, nonobstant la date d'entrée en vigueur du plan d'effectifs (1er juillet). Cependant, si le Collège décide de ne pas abolir tout tel poste, ce dernier doit être affiché à compter du 1er août.

5-4.06 Le plan d'effectifs entre en vigueur le 1er juillet. La décision du Collège d'abolir un poste en invoquant les motifs prévus à 5-4.03 ainsi que les motifs justifiant telle abolition ne sont pas matière à grief.

5-4.07 Lorsque le plan d'effectifs comprend une abolition de poste, le Collège procède de la façon suivante:

- a) Le 1er septembre, soit trente (30) jours avant l'abolition effective du poste, le salarié concerné et le Syndicat sont informés par écrit de ladite abolition de poste. Par la même occasion, le Collège fournit la liste des postes dont les titulaires ont moins d'ancienneté et dont les classifications constituent soit une mutation ou une rétrogradation pour le salarié.

Par la même occasion, le Collège lui indique parmi les postes concernés le ou les postes où il le considère comme répondant aux conditions prévues au paragraphe b).

- b) A l'intérieur du délai de trente (30) jours prévu au paragraphe a), le salarié concerné peut, s'il le désire, se prévaloir de son ancienneté pour déplacer un autre salarié en autant qu'il puisse satisfaire aux exigences normales du poste qu'il revendique; les exigences doivent être pertinentes et en relation avec le poste concerné.

Cependant, si le poste revendiqué constitue une promotion pour le salarié, celui-ci doit satisfaire aux dispositions prévues à la clause 5-2.05 a).

- c) Dans le cas de mutation et de rétrogradation, si le salarié choisit un poste pour lequel le Collège prétend qu'il ne répond pas aux conditions particulières en relation avec le poste concerné, le salarié obtient le poste et bénéficie d'une période

de trente (30) jours pour fins d'initiation. Si, au terme de cette période le Collège juge qu'il ne répond toujours pas aux conditions particulières du poste, le salarié est alors soit mis à pied soit mis en disponibilité, selon le cas.

- d) Le salarié qui désire se prévaloir du mécanisme prévu au paragraphe b), informe le Collège, par écrit, de son intention; si le Collège refuse d'octroyer au salarié le poste qu'il a choisi, celui-ci peut loger un grief ou une plainte selon la procédure prévue à la clause 5-4.14.
- e) Le salarié ainsi déplacé peut, à son tour se prévaloir de son ancienneté pour déplacer un autre salarié, et ce, aux conditions mentionnées aux paragraphes a), b) et c).
- f) Le salarié qui, en utilisant son droit de déplacement, obtient un poste qui constitue pour lui une promotion ou une mutation, voit son salaire fixé selon les dispositions de l'article 6-4.00 (Règles concernant la promotion et la mutation); si le poste obtenu constitue une rétrogradation, le salarié conserve son salaire tant et aussi longtemps qu'il n'est pas intégré dans l'échelle de sa nouvelle classe d'emploi; de plus, il bénéficie du taux minimum d'augmentation prévu à la clause 6-9.08.
- g) Le salarié qui ne se prévaut pas du mécanisme prévu au paragraphe b), ou qui, suite à l'application du paragraphe c), n'obtient pas de poste, est soit mis à pied, soit mis en disponibilité, selon le cas, sur

avis écrit du Collège, et ce, à l'expiration du délai de trente (30) jours. Copie de cet avis est envoyée simultanément au Syndicat ainsi qu'au Bureau de placement.

Tant que le Collège n'a pas fait parvenir l'avis au Bureau, le salarié demeure à l'emploi du Collège et continue à recevoir son salaire.

De plus, les informations pertinentes demandées par le Bureau lui sont transmises par le Collège.

h) Le déplacement s'effectue de façon distincte pour les deux groupes suivants:

1. personnel administratif, technique et de secrétariat;

2. personnel ouvrier.

5-4.08 Le salarié qui n'a pas droit à la priorité d'emploi est alors mis à pied.

5-4.09 Le salarié qui a droit à la priorité d'emploi est alors mis à pied et bénéficie de la priorité d'emploi prévue à l'article 5-5.00.

5-4.10 Si, suite à l'application des dispositions précédentes, un salarié qui a acquis la sécurité d'emploi doit être mis en disponibilité, ce salarié est soumis aux dispositions prévues à 5-6.00.

5-4.11 Le Collège s'engage à:

- a) Transmettre au Bureau de placement les avis de postes vacants prévus à la clause 5-2.01, et ce, uniquement dans le cas de postes réguliers à temps complet.
- b) Etudier les candidatures transmises par le Bureau de placement et appliquer les stipulations des articles 5-5.00 ou 5-6.00, selon le cas, de la convention.
- c) Informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un salarié mis à pied ou mis en disponibilité par le Collège et indiquer s'il y a acceptation ou refus.
- d) Informer le Bureau de placement d'une offre d'emploi faite à un candidat dont la candidature a été transmise par ce bureau.

5-4.12

Lorsque la procédure prévue à la clause 5-4.01 n'a pas permis d'éviter la mise en disponibilité d'un salarié, le Collège peut offrir un congé de pré-retraite avec maintien du salaire à un salarié qui y est admissible selon les modalités prévues ci-après, à la condition que cette pré-retraite évite cette mise en disponibilité. Ceci peut impliquer la mutation d'un ou de plusieurs salariés. Le salaire lors de la pré-retraite est celui que toucherait le salarié s'il était toujours à l'emploi du Collège, diminué de toute prestation reçue par le salarié en vertu du régime de retraite. Il est loisible au salarié d'accepter ou de refuser cette pré-retraite.

La durée maximum du congé de pré-retraite est d'une année et seul y est admissible le salarié qui aurait droit à la retraite à la fin de tel congé.

- 5-4.13 Au moment de sa mise en disponibilité et en tout temps au cours de sa mise en disponibilité, le salarié peut bénéficier d'une prime de séparation équivalente à un mois de son salaire par année de service complétée jusqu'à concurrence d'un maximum de six (6) mois de traitement. Cette prime est administrée et versée par le Bureau de placement.

L'octroi d'une telle prime ne peut être obtenu par le même salarié qu'une seule fois dans le secteur des Cégeps. De plus le salarié ne peut obtenir un emploi dans un Cégep pendant un (1) an à compter de la date où il a touché la prime de séparation.

- 5-4.14 Les parties conviennent d'instituer un tribunal d'arbitrage spécial habilité à recevoir toute plainte d'un salarié qui estime être lésé dans les droits qui lui sont reconnus aux articles 5-4.00, 5-5.00 et 5-6.00.

Ce tribunal est composé de trois (3) membres dont deux (2) arbitres nommés respectivement par les parties provinciales et le président choisi par les parties provinciales.

Le salarié qui veut loger une plainte doit la soumettre par écrit audit tribunal dans les trente (30) jours ouvrables du fait qui donne naissance à la plainte. La décision du tribunal est exécutoire et lie le salarié, le Syndicat et le ou les Collèges concernés.

5-4.15 Le Collège ne peut effectuer aucune abolition de poste en dehors de celle(s) prévue(s) au plan d'effectifs.

Article 5-5.00 - Priorité d'emploi

5-5.01 Le présent article s'applique au salarié régulier qui est mis à pied en vertu de l'article 5-4.00. Il ne s'applique pas au salarié couvert par l'article 5-6.00.

5-5.02 Le salarié bénéficie des dispositions suivantes:

- a) Il conserve, sans traitement, pendant deux (2) ans, une priorité d'emploi dans son Collège sur toute autre personne qui n'est pas déjà à l'emploi du Collège et il en bénéficie pourvu:
 1. qu'il n'y ait pas, dans un Collège, un salarié mis en disponibilité à qui le poste est offert;
 2. qu'il satisfasse aux dispositions prévues à la clause 5-2.05 a);
 3. que le poste disponible soit inclus dans l'unité de négociation du personnel de soutien;
 4. qu'il réponde affirmativement dans un délai de dix (10) jours ouvrables à une offre d'emploi qui lui a été faite par courrier recommandé, à défaut de quoi son nom est rayé de la liste du Bureau de placement;
 5. qu'il ait plus d'ancienneté qu'un autre salarié mis à pied du Collège et qui est candidat au même poste.

- b) Il conserve, sans traitement, pendant deux (2) ans une priorité d'emploi dans un autre Collège de la même zone, sur toute autre personne qui n'est pas déjà à l'emploi d'un tel Collège et il en bénéficie pourvu:
1. qu'il n'y ait pas, dans un Collège, un salarié mis en disponibilité à qui le poste est offert;
 2. qu'il satisfasse aux dispositions prévues à la clause 5-2.05 a);
 3. que le poste disponible soit inclus dans l'unité de négociation du personnel de soutien;
 4. qu'il réponde affirmativement dans un délai de dix (10) jours ouvrables à une offre d'emploi qui lui a été faite par courrier recommandé, à défaut de quoi son nom est rayé de la liste du Bureau de placement.
- c) Il conserve, sans traitement, pendant deux (2) ans, une priorité d'emploi dans un Collège d'une autre zone, sur toute autre personne qui n'est pas déjà à l'emploi d'un tel Collège, et il en bénéficie pourvu:
1. qu'il se déclare, par écrit, disponible à un tel Collège d'une autre zone, dans les dix (10) jours qui suivent la date où il est avisé par le Bureau de placement que son nom a été transmis audit Collège, à défaut de quoi aucune offre d'emploi ne lui sera faite en dehors de sa zone par le Bureau de placement. Les dix (10) jours sont comptés à partir de la date de l'expédition de l'avis;

2. qu'il satisfasse aux dispositions prévues à la clause 5-2.05 a);
3. qu'il n'y ait pas, dans un Collège, un salarié mis en disponibilité à qui le poste est offert;
4. que le poste disponible soit inclus dans l'unité de négociation du personnel de soutien;
5. qu'il réponde affirmativement dans un délai de dix (10) jours ouvrables à une offre d'emploi qui lui est faite par courrier recommandé, à défaut de quoi aucune autre offre d'emploi ne lui sera faite hors de sa zone par le Bureau de placement.

5-5.03 Il transporte chez son nouvel employeur son statut de salarié régulier, sa banque de congés-maladie non monnayables, ainsi que l'ancienneté accumulée.

5-5.04 Dès que le salarié est relocalisé en vertu des dispositions du présent article, son nom est rayé de la liste du Bureau de placement et il ne pourra exercer son droit à la priorité d'emploi que dans le cas d'une nouvelle mise à pied.

De même son nom est rayé de la liste du Bureau de placement si le salarié renonce à la priorité d'emploi ou si le Bureau de placement ne peut le rejoindre à deux (2) reprises par courrier recommandé à sa dernière adresse au cours d'un (1) mois de calendrier.

5-5.05 Aux fins d'application du présent article, le salarié d'un Collège francophone à qui un poste est offert dans un Collège anglophone ne peut être tenu de l'accepter.

De même, le salarié d'un Collège anglophone à qui un poste est offert dans un Collège francophone ne peut être tenu de l'accepter.

Article 5-6.00 - Sécurité d'emploi

5-6.01 Le présent article s'applique au salarié régulier à temps complet mis en disponibilité et qui remplit les conditions suivantes:

- a) Le salarié régulier à temps complet obtient la sécurité d'emploi après deux ans de service dans un poste à temps complet. Cette période correspond à vingt-quatre (24) mois de service ou à trois mille six cent quarante (3 640) heures pour le personnel administratif, technique et de secrétariat et quatre mille cent soixante (4 160) heures pour le personnel ouvrier, et ce, jusqu'au 30 juin 1981. Toutefois, le salarié ouvrier qui n'a pas obtenu la sécurité d'emploi au 1er juillet 1981, peut compléter sa période d'acquisition de la sécurité d'emploi à raison de cent soixante-huit (168) heures par mois de service et ce, jusqu'à concurrence de vingt-quatre (24) mois. A compter du 1er juillet 1981, la période d'acquisition de la sécurité d'emploi correspond à trois mille six cent quarante (3 640) heures pour le personnel administratif, technique et de secrétariat et quatre mille trente (4 030) heures pour le personnel ouvrier.
- b) Le salarié à temps complet qui n'a pas encore accumulé deux (2) années de service, au sens de l'alinéa précédent, peut utiliser à cette fin les heures travaillées dans un poste à temps partiel.

5-6.02 Les deux (2) ans de service accumulés selon la clause 5-6.01, par le salarié régulier à temps complet, doivent l'être sans interruption du lien d'emploi.

Pour les fins du présent article, les heures cumulées sont celles pour lesquelles le salarié régulier à temps complet a reçu une rémunération effective de l'employeur, suite à une prestation de travail ou à une absence autorisée avec traitement, prévue à la convention.

Cependant il est convenu que les absences au cours desquelles un salarié reçoit des prestations en vertu d'un régime d'assurance-salaire, d'assurance-chômage, sauf dans le cas des congés de maternité, de retraite ou de la Commission des Accidents du Travail, ne sont pas considérées comme des absences autorisées avec traitement aux fins du présent article.

5-6.03 Le salarié mis en disponibilité conserve son lien d'emploi jusqu'à ce qu'il soit relocalisé ou qu'il refuse un emploi offert selon les dispositions du présent chapitre ou qu'il démissionne du Collège.

Pendant la période de mise en disponibilité, le salarié est affecté à toutes fonctions déterminées par le Collège et compatibles avec sa classe d'emploi.

Toutes les dispositions de la convention s'appliquent tant que le salarié est en disponibilité.

5-6.04 Mécanisme de relocalisation

1. Dans son Collège

- a) Si un poste de la même classe d'emploi que celle du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans son Collège, le salarié obtient le poste en autant qu'il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b). Le salarié à qui une offre d'emploi est faite par écrit, bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser ce poste. L'absence de réponse est considérée comme un refus. En cas de refus, ce salarié est considéré comme ayant remis sa démission.
- b) Si un poste d'une autre classe d'emploi que celle du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans son Collège et que ce poste constitue une mutation pour le salarié, ce dernier obtient le poste en autant qu'il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b).

Le salarié à qui le poste est offert par écrit bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser le poste. L'absence de réponse est considérée comme un refus. En cas de refus, ce salarié est considéré comme ayant remis sa démission.

2. Dans un autre Collège de la même zone

- a) Si un poste de la même classe d'emploi que celle du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans un autre Collège de la même zone, le salarié obtient le poste avant toute personne, à l'exclusion du salarié qui bénéficie de la clause 5-6.04 1), qui a posé sa candidature en autant qu'il ait plus d'ancienneté et en autant que, de l'avis du Bureau de placement, il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b).

Le salarié à qui une offre d'emploi est faite par courrier recommandé, bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser ce poste. En cas de refus, ce salarié est considéré comme ayant remis sa démission. L'absence de réponse dans le délai prévu est considérée comme un refus.

- b) Si un poste d'une autre classe d'emploi que celle du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans un autre Collège de la même zone et que ce poste constitue une mutation pour le salarié, ce dernier obtient le poste avant toute personne, à l'exclusion du salarié qui bénéficie de la clause 5-6.04 1), qui a posé sa candidature en autant qu'il ait plus d'ancienneté et en autant que, de l'avis du Bureau de placement, il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b).

Le salarié à qui une offre d'emploi est faite par courrier recommandé, bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser le poste. En cas de refus, ce salarié est considéré comme ayant remis sa démission. L'absence de réponse dans le délai prévu est considérée comme un refus.

- c) Le salarié relocalisé dans un autre Collège de la même zone conserve, aux fins d'une relocalisation ultérieure, la zone du Collège qui l'emploie au moment de sa première mise en disponibilité.

3. Dans un Collège d'une autre zone

- a) Si un poste de la même classe d'emploi que celui du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans un Collège d'une autre zone, tel salarié peut postuler, s'il le désire. Il obtient le poste avant toute personne, à l'exclusion du salarié qui bénéficie de la clause 5-6.04 1) ou 2), qui a posé sa candidature en autant qu'il ait plus d'ancienneté et en autant que, de l'avis du Bureau de placement, il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b).

Le salarié à qui une offre d'emploi est faite par courrier recommandé, bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser le poste. L'absence de réponse dans le délai prévu est considérée comme un refus.

- b) Si un poste d'une autre classe d'emploi que celle du salarié mis en disponibilité s'ouvre dans un Collège d'une autre zone et que ce poste constitue une mutation pour le salarié, ce dernier peut postuler, s'il le désire. Il obtient le poste avant toute personne, à l'exclusion du salarié qui bénéficie de la clause 5-6.04 1) ou 2), qui a posé sa candidature en autant qu'il ait plus d'ancienneté et en autant que, de l'avis du Bureau de placement, il satisfasse aux conditions prévues à 5-4.07 b).

Le salarié à qui une offre d'emploi est faite par courrier recommandé, bénéficie d'un délai de dix (10) jours pour accepter ou refuser le poste. L'absence de réponse est considérée comme un refus.

- c) En application des paragraphes a) et b) qui précèdent, le salarié mis en disponibilité dans une zone qui ne comprend que son Collège et qui accepte un poste dans un autre Collège, reçoit une prime équivalente à quatre (4) mois de salaire.

De même le salarié mis en disponibilité dans une zone qui comprend plus d'un Collège et qui accepte un poste dans un Collège d'une autre zone, reçoit une prime équivalente à deux (2) mois de salaire.

5-6.05 Lorsqu'un salarié est relocalisé selon les dispositions du présent article, il transporte dans son nouveau Collège son statut de salarié régulier ainsi que l'ancienneté accumulée, ainsi que la banque de congés de maladie non-monnayables. De même il est considéré comme ayant remis sa démission à son ancien Collège à compter du moment où il est relocalisé.

5-6.06 La zone de chaque Collège, aux fins de la priorité d'emploi et de la sécurité d'emploi, est celle apparaissant à l'annexe "J".

5-6.07 Aux fins d'application du présent article, le salarié n'est pas tenu d'accepter une relocalisation dans un Collège où le personnel de soutien n'est pas syndiqué.

5-6.08 Aux fins d'application du présent article, le salarié d'un Collège francophone à qui un poste est offert dans un Collège anglophone ne peut être tenu de l'accepter.

De même, le salarié d'un Collège anglophone à qui un poste est offert dans un Collège francophone ne peut être tenu de l'accepter.

5-6.09 Le salarié mis en disponibilité suite à une abolition de poste reliée à des changements technologiques se voit offrir des possibilités de recyclage par le Bureau de placement prévu à l'article 5-7.00.

Article 5-7.00 - Bureau de placement

5-7.01 Lorsque le salarié bénéficiant de la priorité d'emploi ou de la sécurité d'emploi est mis à pied ou mis en disponibilité, selon le cas, il est référé au Bureau de placement.

5-7.02 Le Bureau de placement est un organisme patronal.

5-7.03 Le Bureau de placement remplit les fonctions suivantes:

- a) Etablir les listes des salariés mis à pied, des salariés mis en disponibilité, des salariés qui ont fait une demande de transfert conformément à la clause 5-2.13 et la liste des postes vacants.
- b) Transmettre aux parties impliquées (Collèges, Fédération des Cégeps, Ministère, Syndicats, parties syndicales négociantes) les informations prévues au paragraphe a).
- c) Effectuer les opérations requises à la relocalisation des employés du réseau collégial.
- d) Enregistrer les refus et en informer les Collèges concernés avec copies au Syndicat concerné.

5-7.04 Le salarié bénéficiant de la sécurité d'emploi qui doit déménager à la suite de l'application des règles apparaissant à l'article 5-6.00 de la convention bénéficie des frais de déménagement prévus par les règles du Conseil du Trésor Provincial, apparaissant à l'annexe "A", pour le personnel de soutien dans tous les cas où les allocations prévues par le programme fédéral de la mobilité de la main-d'oeuvre ne s'appliquent pas.

Un tel remboursement n'est possible que si la distance entre le domicile du salarié et le lieu de travail de son nouveau Collège est de plus de cinquante (50) kilomètres.

L'autorisation de ces coûts relève du Bureau de placement.

5-7.05 Comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi

1. Les parties négociantes conviennent de mettre sur pied un comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi.
2. Le comité paritaire est formé de représentants des parties patronales et syndicales négociantes du secteur cégep selon la loi 55.
3. Les parties s'entendent pour confier la présidence du comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi à M. Raynald Fréchette.

En cas de démission ou d'incapacité d'agir du président, les parties s'entendent pour lui trouver un remplaçant. En cas de mésentente quant au choix du président, dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la signature de la convention ou dans les trente (30) jours de la démission ou de l'incapacité d'agir du président choisi, son remplaçant est nommé par le ministre du Travail.

4. Le comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi se réunit sur demande du président ou de toute partie intéressée.
5. Le comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi décide de ses règles de fonctionnement. Il est entendu que le comité paritaire de placement est autorisé à obtenir du Bureau de placement pour le personnel des cégeps, tous les renseignements qui sont en possession dudit bureau et que le comité paritaire juge opportun d'obtenir. Le directeur général du Bureau de placement pour le personnel des cégeps assiste aux réunions du comité paritaire de placement mais ne fait pas partie dudit comité paritaire et il n'a pas droit de vote.
6. Les salaires des représentants au comité paritaire sont payés par leurs employeurs respectifs. Les dépenses encourues sont défrayées par chacune des parties.

7. Le comité paritaire de surveillance de la sécurité d'emploi a comme mandat:

- a) de surveiller les intérêts des parties aux présentes en matière de placement de personnel;
- b) de conseiller le Bureau de placement pour le personnel des cégeps dans l'exécution de son mandat.
- c) d'examiner les problèmes particuliers posés par les zones de cinquante (50) kilomètres en liaison avec les difficultés spéciales d'accessibilité reliées aux modalités et au temps de déplacement; en cas de désaccord sur l'affectation, le président du comité décide. Tant que le comité n'a pas rendu sa décision, le salarié concerné est affecté par son Collège à toutes tâches compatibles avec sa classe d'emploi. De plus, pendant cette période, le salarié n'est pas soustrait de l'application des mécanismes de relocalisation pour un autre poste.

5-7.06 Pour les fins d'application de l'alinéa c) de la clause 5-7.05, le comité paritaire est formé de deux (2) représentants de la partie patronale négociante et de deux (2) représentants de la F.E.S.P. (Cégep C.S.N.).

Article 5-8.00 - Mesures disciplinaires

- 5-8.01 Toute mesure disciplinaire doit faire l'objet d'un avis écrit adressé au salarié concerné et contenant l'exposé des motifs entraînant ladite mesure. Tel avis doit être transmis simultanément au Syndicat. Toutefois, si le salarié s'oppose par écrit à ce que les motifs entraînant une mesure disciplinaire soient divulgués au Syndicat, dans ce cas, le Collège informe par écrit le Syndicat de la mesure disciplinaire.
- 5-8.02 Une réprimande écrite n'est pas considérée comme une mesure disciplinaire; tel écrit doit être transmis au Syndicat à moins que le salarié ne s'y oppose par écrit.
- 5-8.03 Tout salarié qui est l'objet d'une suspension ou d'un congédiement, seules mesures disciplinaires possibles, peut soumettre son cas à la procédure régulière des griefs.
- 5-8.04 Lorsque le Collège impose une suspension, celle-ci doit être limitée dans le temps. Une suspension n'interrompt pas le service continu d'un salarié.
- 5-8.05 En cas d'arbitrage, l'employeur doit établir que la suspension ou le congédiement est pour une cause juste et suffisante.

5-8.06 Dans le cas où le Collège, par son représentant autorisé, décide de convoquer un salarié en vue de lui imposer une mesure disciplinaire, ce salarié doit recevoir un préavis écrit d'au moins vingt-quatre (24) heures spécifiant l'heure et l'endroit où il doit se présenter, la nature de l'accusation portée contre lui et le fait qu'il peut, s'il le désire, être accompagné d'un représentant syndical. Chaque fois que le Collège procède à telle convocation, il doit en aviser le Syndicat immédiatement. Cependant, dans certains cas graves, le Collège peut convoquer un salarié sans respecter le délai de vingt-quatre (24) heures de préavis et, dans un tel cas, le Syndicat doit en être avisé immédiatement.

5-8.07 Les parties négociantes conviennent d'accorder aux cas de suspension et de congédiement priorité dans la préparation des rôles d'arbitrage.

5-8.08 Aucun aveu signé par un salarié ne peut lui être opposé devant un tribunal d'arbitrage à moins qu'il ne s'agisse:

1. d'un aveu signé devant un représentant syndical;

2. d'un aveu signé en l'absence d'un représentant syndical mais non dénoncé par écrit par le salarié dans les trois (3) jours ouvrables qui suivent la signature.

- 5-8.09 a) Dans le cas de congédiement, s'il y a contestation par la procédure de griefs, le Collège ne peut remettre au salarié les bénéfices auxquels il a droit tant et aussi longtemps que le grief n'a pas été réglé.
- b) Dans le cas des assurances collectives contributives et du régime de retraite, en autant que les règlements le permettent et que le salarié congédié continue à verser ses contributions, le Collège doit maintenir également ses contributions au bénéfice du salarié. Si le congédiement du salarié est maintenu par sentence arbitrale, les contributions du Collège et du salarié prennent fin immédiatement.
- 5-8.10 Aucune offense ne peut être opposée à un salarié après un (1) an de sa commission, à condition qu'il n'y ait pas eu d'offense similaire dans l'année (12 mois).

- 5-8.11 Toute mesure disciplinaire imposée après trente (30) jours de l'incident qui y donne lieu, ou de la connaissance que le Collège en a eu, est nulle aux fins de la convention.

Toutefois, la présente disposition ne peut avoir pour effet d'annuler le cumul d'incidents, similaires ou non, qui peuvent donner lieu à la mesure disciplinaire, et ce, sous réserve de la prescription prévue à 5-8.10.

- 5-8.12 Tout salarié a le droit, après avoir pris rendez-vous, de consulter son dossier officiel deux (2) fois par année ou à l'occasion d'un grief, accompagné du représentant syndical s'il le désire.

CHAPITRE 6 - CONDITIONS DE TRAITEMENT

Article 6-1.00 - Détermination de la classe d'emploi à l'engagement

- 6-1.01 - Le salarié, dès son engagement par le Collège, se voit attribuer une classe d'emploi basée sur la nature du travail et sur les attributions caractéristiques dont l'exercice est exigé du salarié de façon principale et habituelle. La classe d'emploi doit correspondre à l'une des classes d'emploi du plan de classification ainsi qu'au poste affiché selon 5-2.03 dont il devient le titulaire.

Article 6-2.00 - Détermination du traitement à l'engagement

- 6-2.01 Tout nouveau salarié, suite à l'application de l'article 6-1.00, est intégré dans l'échelle de salaire correspondant à sa classe d'emploi.
- 6-2.02 Le Collège détermine l'échelon du nouveau salarié, dans ladite échelle de salaire, selon sa scolarité et son expérience suivant les modalités du présent article. Toutefois pour les fins d'engagement seulement, la dernière fraction d'année d'expérience supérieure à neuf (9) mois équivaut à une année d'expérience.
- 6-2.03 L'échelon correspond normalement à une année complète d'expérience reconnue. Il indique le niveau des traitements à l'intérieur d'une échelle prévue pour chacune des classes.
- 6-2.04 Un salarié ne possédant que le minimum des qualifications requises pour accéder à une classe d'emploi est engagé au premier échelon de la classe.
- 6-2.05 Toutefois, un salarié possédant plus d'années d'expérience que le minimum requis pour la classe d'emploi se voit accorder un échelon par année d'expérience additionnelle, pourvu que cette expérience soit jugée valable et directement pertinente aux attributions décrites à la classe d'emploi.
- a) L'expérience requise à chaque classe d'emploi constitue un minimum. Dans tous les cas, il s'agit d'années d'expérience préparant le candidat à accomplir la fonction.

- b) Pour être reconnue aux fins de déterminer l'échelon dans une classe d'emploi, l'expérience doit être pertinente et avoir été acquise dans une classe d'emploi de niveau équivalent ou supérieur à cette classe d'emploi, compte tenu des exigences requises par la classe d'emploi.
- c) L'expérience pertinente acquise dans une classe d'emploi de niveau inférieur à la classe d'emploi du salarié, peut être utilisée uniquement pour répondre aux exigences requises par la classe d'emploi.

6-2.06 De même, un salarié ayant achevé avec succès plus d'années d'études que le minimum requis dans une institution officiellement reconnue se voit accorder deux (2) échelons pour chaque année de scolarité additionnelle au minimum requis.

Article 6-3.00 - Règles concernant l'avancement d'échelon

6-3.01 La durée du séjour dans un échelon est d'une année et chaque échelon correspond à une année d'expérience.

6-3.02 Le premier avancement est consenti au début de la première période de paie de janvier ou de juillet qui suit d'au moins neuf (9) mois la date effective de l'engagement.

Par la suite, à la même date chaque année, le salarié bénéficie d'un avancement d'échelon à condition qu'il n'ait pas obtenu un congé sans traitement (article 7-15.00) d'une durée supérieure à six (6) mois dans les douze (12) derniers mois précédant sa date d'avancement d'échelon.

6-3.03 Un changement de classe d'emploi n'influe pas sur la date d'avancement d'échelon.

6-3.04 Nonobstant les dispositions de la clause 2-2.02, le salarié à temps partiel bénéficie de l'avancement d'échelon annuel selon les clauses .01 et .02 du présent article.

6-3.05 L'avancement accéléré de deux (2) échelons additionnels est accordé à la date d'avancement prévue lorsque le salarié a réussi des études de perfectionnement d'une durée équivalente à une année à temps complet, pourvu que ces études soient jugées directement pertinentes par le Collège et supérieures aux qualifications requises quant à la scolarité pour la classe d'emploi à laquelle le salarié appartient.

Article 6-4.00 - Règles concernant la promotion et la mutation

6-4.01 Le salarié qui bénéficie d'une promotion a droit à la plus avantageuse des formules suivantes:

- a) L'échelon de salaire de sa nouvelle classe d'emploi qui lui assure au moins une augmentation de salaire égale à l'écart entre les deux (2) premiers échelons de la nouvelle classe d'emploi.
- b) L'échelon de salaire de sa nouvelle classe d'emploi correspondant à ses années d'expérience pertinente à sa nouvelle fonction.
- c) Maintien de son salaire.

6-4.02 Le salarié qui bénéficie d'une mutation a droit à la plus avantageuse des formules suivantes:

- a) L'échelon de salaire correspondant à ses années d'expérience pertinente à sa nouvelle fonction.
- b) Maintien de son salaire.

Article 6-5.00 - Modifications de fonctions

6-5.01 Le salarié ou le Syndicat, qui prétend que les fonctions dont l'exercice est exigé de façon principale et habituelle par le Collège se sont modifiées et ne correspondent plus à sa classe d'emploi, peut loger un grief selon la procédure suivante:

- a) Dans les trente (30) jours ouvrables de l'occurrence du fait, le salarié peut loger un grief au responsable du personnel du Collège. La procédure prévue en 9-1.00 s'applique alors.
- b) Si, suite à l'application de l'article 9-1.00, le Syndicat désire soumettre le grief à l'arbitrage, l'article 9-2.00 s'applique. Cependant, le grief est présenté à un arbitre unique choisi par le premier président parmi les personnes suivantes:
 1. Emile Moalli
 2. Raynald Fréchette
- c) Le délai de trente (30) jours prévu au paragraphe a) ne peut avoir pour effet de prescrire un grief, si le fait se poursuit toujours à l'intérieur dudit délai, même si l'occurrence du fait est antérieur au délai de trente (30) jours.

Cependant, il ne saurait y avoir de rétroactivité en vertu du présent paragraphe à plus de trente (30) jours de la date de dépôt du grief.

Article 6-6.00 - Pouvoirs et responsabilité de l'arbitre

- 6-6.01 L'arbitre, qui fait droit à un grief soumis selon 6-5.01, n'a le pouvoir que d'accorder une compensation pécuniaire équivalente à la différence entre le traitement du salarié et le traitement supérieur correspondant aux fonctions dont le salarié a démontré l'exercice en arbitrage.
- 6-6.02 L'attribution d'une telle compensation pécuniaire ne peut porter sur une date postérieure à la date de la décision de l'arbitre et doit être déterminée par l'application de la règle de promotion ou de mutation prévue à 6-4.00.
- 6-6.03 L'arbitre, afin de remplir son mandat, doit se référer aux plans de classification et établir la concordance entre les tâches exercées par le salarié et celles prévues au plan de classification.

Si l'arbitre ne peut établir la concordance ci-haut mentionnée, à savoir qu'aucune classe d'emploi du plan de classification ne correspond auxdites tâches du salarié, les dispositions suivantes s'appliquent:

1. Dans les vingt (20) jours ouvrables de la décision de l'arbitre, les parties négociantes se rencontrent pour déterminer une compensation pécuniaire à l'intérieur des échelles de salaires prévues à la convention et convenir, s'il y a lieu, de la classe d'emploi de ladite compensation pour les fins de l'application de la clause 6-6.04.

2. A défaut d'entente, le Syndicat concerné par la décision arbitrale peut demander à l'arbitre de déterminer la compensation pécuniaire en trouvant dans la présente convention un traitement se rapprochant d'un traitement rattaché à des fonctions analogues à celles du salarié concerné, et ce, dans les secteurs prévus à la loi 55.

6-6.04 Si le Collège décide de maintenir les attributions du poste dont le titulaire a eu droit à une compensation, il doit alors se conformer à la procédure prévue en 5-2.00 concernant l'ouverture d'un poste, et ce, dans les vingt-cinq (25) jours ouvrables suivant la décision de l'arbitre.

Si le Collège décide de se conformer à la présente clause, le salarié qui occuperait temporairement le poste bénéficie de la rémunération rattachée audit poste.

6-6.05 La sentente arbitrale est exécutoire et lie les parties. Elle peut prévoir le remboursement des sommes dues conformément à la clause 9-2.15.

Article 6-7.00 - Création de nouvelles classes d'emploi

6-7.01 Si, pendant la durée de la convention, le Collège constate que le plan de classification ne semble pas correspondre à une ou des fonctions exercées par un ou des salariés, il soumet alors le problème à la partie patronale négociante.

S'il y a création d'une nouvelle classe d'emploi, la partie patronale négociante fixe le salaire de cette nouvelle classe d'emploi et en avise la partie syndicale négociante. La nouvelle classe est intégrée au plan de classification.

6-7.02 Une fois le salaire fixé selon 6-7.01, les parties négociantes se rencontrent dans les plus brefs délais pour discuter et s'entendre sur ledit salaire.

6-7.03 En cas de désaccord sur ledit salaire, le Syndicat concerné par la nouvelle classe d'emploi peut, dans les trente (30) jours ouvrables suivant la rencontre des parties négociantes prévue à 6-7.02, demander à l'un des arbitres nommés à l'article 6-5.00, de se prononcer sur le salaire à être attribué à la nouvelle classe d'emploi en tenant compte de la rémunération attachée à des classes d'emploi similaires dans les secteurs prévus à la loi 55.

6-7.04 Le salaire définitif de la nouvelle classe d'emploi est versé rétroactivement à la plus rapprochée des dates suivantes:

- la date où le Collège demande la création de la nouvelle classe d'emploi

OU

- la date où le salarié exerce effectivement les fonctions correspondantes à la nouvelle classe d'emploi.

Article 6-8.00 - Rétroactivité

6-8.01 Les taux de salaires prévus aux échelles 1979-1980 s'appliquent selon la classification du salarié avec effet rétroactif au 1er juillet 1979.

6-8.02 Pour toutes les heures rémunérées depuis le 1er juillet 1979, le salarié a droit à titre de rétroactivité à la différence entre le montant selon les taux prévus à l'échelle pour sa classification en vertu de la convention et les montants qui lui ont été effectivement payés.

La présente disposition s'applique selon les mêmes modalités aux primes prévues à l'article 6-11.00.

6-8.03 Les montants de rétroactivité résultant de l'application de l'article 6-9.00 pour l'année 1979-1980 sont payables dans les soixante (60) jours de la date de la signature de la convention par les parties. Un montant de rétroactivité inférieur à \$1.00 n'est pas payable.

6-8.04 Le salarié dont l'emploi a pris fin entre le 1er juillet 1979 et le paiement de la rétroactivité doit faire sa demande de paiement dans les quatre (4) mois de l'expédition au Syndicat de la liste de tous les salariés qui ont quitté leur emploi depuis le 1er juillet 1979 ainsi que leur dernière adresse connue. En cas de décès du salarié, la demande peut être faite par ses ayants droit.

La liste prévue à la présente clause doit être transmise au Syndicat dans les quatre-vingt-dix (90) jours de la date de la signature de la convention collective par les parties.

6-8.05 Le salarié ayant bénéficié des prestations d'assurance-salaire depuis le 1er juillet 1979 se voit appliquer, pour la période visée, les dispositions du présent article selon le prorata qui lui a été appliqué en vertu du régime d'assurance-salaire prévu à la convention collective 1975-1979.

Article 6-9.00 - Détermination du traitement à la signature de
la convention collective, rémunération et
protection du pouvoir d'achat

A- Classification et rémunération

- 6-9.01 Tout salarié, à l'emploi du Collège au moment de la signature de la convention, est intégré dans l'échelle de salaire correspondant à la classification (classe d'emploi - échelon) qu'il détient au moment de la signature de la convention, et ce, suivant les modalités du présent article.
- 6-9.02 Le Collège paie au salarié le salaire ci-après prévu pour sa classification. (Voir annexes C et D).
- 6-9.03 L'intégration des salariés dans les échelles de traitement, entrant en vigueur le 1er juillet 1979, doit s'effectuer à partir de la classification (classe d'emploi - échelon) de chacun au 30 juin 1979 ou à la date de son entrée en fonction si elle est postérieure au 30 juin 1979.
- 6-9.04 La classe d'emploi de même que l'échelon qui seront attribués au salarié au 1er juillet 1979, le seront exclusivement suivant les lignes de correspondance établies entre les classes d'emploi et les échelons en vigueur le 30 juin 1979 et les classes d'emploi et les échelons en vigueur le 1er juillet 1979. (Voir annexes C et D)

6-9.05 Le nouveau traitement annuel de base du salarié au 1er juillet 1979 sera celui qui, dans la nouvelle échelle de traitement de sa classe d'emploi, correspondra à l'échelon qui lui aura été attribué à cette même date. Cependant, aucun salarié ne devra subir une diminution de son traitement annuel de base à l'occasion de son intégration dans les nouvelles échelles.

6-9.06 Suite à l'application des paragraphes 6-9.02, .03, .04 et .05, le salarié bénéficiera, s'il y a lieu, de l'avancement d'échelon annuel.

La date d'avancement d'échelon ne peut être modifiée par suite de l'application du présent article.

6-9.07 TAUX DE REDRESSEMENT

A) Période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980

Chaque taux de traitement en vigueur le 30 juin 1979 (1) est majoré, le 1er juillet 1979, après la restauration de 5,4% de toutes les échelles de traitement effectuée le 30 juin en vertu des dernières conventions collectives, d'un pourcentage variable consenti à titre de protection de base contre l'accroissement des prix au cours de la période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980; la valeur de ce pourcentage, calculé selon la formule Y_1 apparaissant à l'annexe "L", varie entre un minimum de 1% et un maximum de 4,53%.

(1) En tenant compte, le cas échéant, des harmonisations d'échelles, des fusions de titres d'emploi et des modifications à la structure de certaines échelles.

B) Période du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981

Chaque taux de traitement en vigueur le 30 juin 1980 (1) est majoré, le 1er juillet 1980, d'un pourcentage dont la valeur est égale à la somme de la différence entre le pourcentage d'accroissement de l'indice des prix à la consommation (2) au cours de la période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980 et 3,5%, avec garantie minimum de 5%, et d'un pourcentage variable consenti à titre de protection de base contre l'accroissement des prix au cours de la période du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981; la valeur de ce dernier pourcentage, calculé selon la formule Y_2 apparaissant à l'annexe "L", varie entre un minimum de 0,67% et un maximum de 4,30%. (3)

C) Période du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982

Chaque taux de traitement en vigueur le 30 juin 1981 est majoré, le 1er juillet 1981, d'un pourcentage

-
- (1) En tenant compte, le cas échéant, des harmonisations d'échelles, des fusions de titres d'emploi et des modifications à la structure de certaines échelles.
- (2) Il s'agit de l'indice des prix à la consommation (IPC) pour le Canada publié par statistique Canada; la méthode de calcul du pourcentage d'accroissement de l'IPC est décrite à l'annexe "M".
- (3) Advenant que l'accroissement de l'IPC pour la période du 01-07-79 au 30-06-80 soit supérieur à 8,5%, les taux de traitement du 01-07-81 et du 01-07-82 seront recalculés en appliquant aux nouveaux taux de traitement en vigueur le 01-07-80 les formules de redressement prévues aux paragraphes C et D de la présente section.

dont la valeur est égale à la somme de la différence entre le pourcentage d'accroissement de l'IPC (1) au cours de la période du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981 et 3,5%, avec garantie minimum de 5%, et de 4,72%, dont 3,5% à titre de protection de base contre l'accroissement des prix au cours de la période du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982. (2)

En outre, comme la semaine de travail de ceux qui, parmi les ouvriers, travaillaient jusqu'alors quarante (40) heures par semaine, est réduite, à compter du 1er juillet 1981, à trente-huit heures et trois-quart (38 3/4) par semaine, sans perte de traitement hebdomadaire de base, les taux de traitement ainsi déterminés pour eux le 1er juillet 1981 sont également majorés à cette même date de 3,226%.

D) Période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982

Chaque taux de traitement en vigueur le 30 juin 1982 est majoré, le 1er juillet 1982, d'un pourcentage dont la valeur est égale à la somme de la différence entre le pourcentage d'accroissement de l'IPC (1) au cours de la période du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982 et 3,5%, avec garantie minimum de 5%, et de 1,75% consenti à titre de protection de base contre l'accroissement des prix au cours de la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982.

(1) La méthode de calcul est décrite à l'annexe "M".

(2) Advenant que l'accroissement de l'IPC pour la période du 01-07-80 au 30-06-81 soit supérieur à 8,5%, les taux de traitement du 01-07-82 seront recalculés en appliquant aux nouveaux taux de traitement en vigueur le 01-07-81 la formule de redressement prévue au paragraphe D) de la présente section.

Chaque taux de traitement est également augmenté, le 1er juillet 1982, de l'un des montants suivants établi selon l'hypothèse applicable d'accroissement de l'IPC (1) exprimé en pourcentage, au cours de la période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1981:

<u>Hypothèses d'accroissement de l'IPC (n) au cours de la période visée</u>	<u>Montants (2) taux horaire</u>
%	\$
si n. $\leq 19,50$ (3)	18
si $19,50 < n. \leq 25,88$	19
si n. $> 25,88$	20

Chaque taux de traitement qui ne permet pas à un salarié à temps complet d'atteindre pour une semaine régulière de travail, à condition qu'elle soit d'au moins trente-cinq (35) heures, un traitement hebdomadaire de 265\$, est en outre majoré du pourcentage nécessaire pour permettre l'atteinte de ce traitement hebdomadaire de 265\$ pour le nombre d'heures que comporte sa semaine régulière de travail.

-
- (1) La méthode de calcul de l'accroissement de l'IPC pour cette période est décrite à l'annexe "N".
 - (2) Ces montants correspondent à une estimation de la valeur de 1,6% du taux de salaire moyen des employés syndiqués et syndicales dans les secteurs public et parapublic au 30 juin 1982.
 - (3) Les taux et échelles de traitement figurant aux annexes ont été établis sur la base de cette hypothèse.

E) Disposition particulière

Les majorations des taux de traitement découlant de l'application des paragraphes B), C) et D) et le versement des montants de rétroactivité découlant de ces majorations sont effectués dans les trois (3) mois suivant la publication de l'indice des prix à la consommation du mois de juin de la période précédente.

6-9.08 TAUX MINIMUM D'AUGMENTATION

- A) Le taux minimum d'augmentation est égal, pour chaque salarié, à la moitié du pourcentage d'augmentation applicable, au 1er juillet de la période en cause par rapport au 30 juin précédent, au taux unique de traitement ou à l'échelon situé au maximum de l'échelle du 30 juin précédent correspondant à sa classe d'emploi.

Si la majoration des taux de traitement pour une période de la convention produit, pour un salarié, une augmentation inférieure au taux minimum tel qu'établi à l'alinéa précédent, le taux de traitement du salarié au 1er juillet de la période en cause devient celui qu'il recevait le 30 juin précédent, majoré de ce taux minimum d'augmentation.

- B) Si l'application du taux minimum d'augmentation déterminé au paragraphe A) a pour effet de situer un salarié qui était hors échelle ou hors taux au 30 juin d'une année à un traitement inférieur à l'échelon maximum de l'échelle ou au taux unique de traitement correspondant à sa classe d'emploi, ce taux minimum d'augmentation est porté au pourcentage nécessaire pour permettre à ce salarié l'atteinte du niveau de cet échelon ou de ce taux unique de traitement.

- C) La différence entre, d'une part, le pourcentage d'augmentation de l'échelon maximum de l'échelle ou du taux unique de traitement correspondant à la classe d'emploi du salarié et, d'autre part, le taux minimum d'augmentation établi pour lui conformément au paragraphe A ou B, lui est versée sous forme d'un montant forfaitaire calculé sur la base de son taux de traitement au 30 juin.

Le versement de ce montant est effectué dans les quarante-cinq (45) jours suivant la fin de la période en cause ou à la date de départ du salarié si celle-ci est antérieure et il est calculé au prorata des heures régulières rémunérées au cours de la période en cause ou à la date de départ du salarié si celle-ci est antérieure.

6-9.09 RESTAURATION DES ECHELLES EN FIN DE CONVENTION

- A) Pour les salariés à temps complet et à temps partiel:

Dans les trois (3) mois suivant la publication de l'IPC de décembre 1982, chaque taux de traitement en vigueur est restauré, avec effet à la fin de la convention collective, de la façon suivante, en fonction du pourcentage d'accroissement de l'IPC au cours de la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982:

Taux de traitement au 82-12-31 X (1+ pourcentage
1,0175 (1) d'accroissement de
l'IPC au cours de
la période du
82-07-01 au
82-12-31) (2)

B) Pour les salariés hors-échelle ou hors-taux:

- 1) A la fin de la convention collective, un salarié dont le taux de traitement est plus élevé que le taux unique ou que le maximum de l'échelle de traitement applicable à sa classe d'emploi verra son taux de traitement restauré d'un taux égal à la moitié du pourcentage applicable à l'échelon maximum de l'échelle ou au taux unique de traitement correspondant à sa classe d'emploi tel qu'établi au paragraphe A.
- 2) Si cette restauration a pour effet de situer le salarié qui était hors-échelle ou hors-taux au cours de la dernière période de la convention collective à un taux de traitement inférieur à l'échelon maximum de l'échelle ou au taux unique de traitement correspondant à sa classe d'emploi,

(1) Le 1,0175 représente 1+ la protection de base au 1er juillet 1982.

(2) La méthode de calcul de l'accroissement de l'IPC pour six (6) mois est décrite à l'annexe "0".

cette restauration est portée au pourcentage nécessaire pour permettre l'atteinte du niveau de cet échelon ou de ce taux unique de traitement.

- 3) La différence entre, d'une part, le pourcentage de restauration de l'échelon maximum de l'échelle ou du taux unique de traitement correspondant à la classe d'emploi du salarié et, d'autre part, le taux de restauration établi pour lui conformément au sous-paragraphe 1 ou 2 lui est versée sous forme d'un montant forfaitaire calculé sur la base de son taux de traitement ayant restauration et accordé pour la première période de la convention subséquente.

Le versement de ce montant est effectué dans les quarante-cinq (45) jours suivant la fin de la première période de la convention collective subséquente ou à la date de signature de la prochaine convention collective si celle-ci est postérieure ou à la date du départ du salarié si celle-ci est antérieure et il est calculé au prorata des heures régulières rémunérées au cours de cette même période.

6-9.10 PROTECTION DU REVENU

A) Pour les salariés à temps complet

Dans les trois (3) mois qui suivent la fin de chaque période de la convention collective, un montant forfaitaire, destiné à compenser l'érosion de son pouvoir d'achat qui pourrait être survenue au cours de cette période, malgré la protection de base intégrée à son taux de traitement, est accordé à tout salarié à temps complet qui répond aux conditions suivantes:

- 1) avoir occupé, au début de la période de référence, un emploi à taux unique de traitement ou encore avoir été, au même moment, au maximum de l'échelle de traitement applicable à sa classe d'emploi, à condition toutefois qu'il n'ait pas atteint ce taux unique ou ce maximum le jour même du début de cette période de référence;
- 2) être toujours à l'emploi à la fin de la période de référence;
- 3) être toujours, à la fin de la même période de référence, au même taux unique qu'au début de la période ou situé au maximum de la même échelle de traitement qu'au début de la période et de ne pas avoir bénéficié d'un congé sans traitement, coïncidant en totalité avec la période de référence.

Le montant forfaitaire à verser est égal au résultat de l'opération suivante:

- 1) pour chaque période de la convention, à l'exception de celle du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982, le traitement de base (TB) (1) de chaque salarié au début de la période de référence est divisé par la somme de un (1) et du pourcentage d'augmentation consenti à titre de protection de base (PB) à cette même date additionné, s'il en est, de tout pourcentage supplémentaire ajouté à la protection de base, puis est ensuite multiplié par la différence entre la moyenne, exprimée en pourcentage, des variations mensuelles (MVM) de l'IPC au cours de la période de référence (2) et le pourcentage d'augmentation consenti à titre de protection de base (PB) au début de la même période additionné, s'il en est, de tout pourcentage supplémentaire ajouté à la protection de base, et ce selon la formule suivante:

$$\frac{\text{TB}}{1 + (\text{PB} + \text{tout pourcentage supplémentaire, s'il en est, consenti en début de période})} \times \left[\text{MVM} - (\text{PB} + \text{tout pourcentage supplémentaire, s'il en est, consenti en début de période}) \right]$$

- (1) Aux fins d'application de la formule qui suit, le traitement de base est exprimé sur une base annuelle, s'il ne l'est déjà, et ce de la manière suivante: le taux horaire du salarié est multiplié par le nombre d'heures de sa semaine régulière de travail et par 52,18 semaines.
- (2) On trouvera à l'annexe "P" la formule de calcul de la moyenne des variations mensuelles pour une période de douze (12) mois.

2) pour la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982, on procède à une opération identique à celle décrite au paragraphe 1, avec les trois (3) modifications suivantes:

a) aux fins de l'application de la formule de calcul, le pourcentage supplémentaire consenti en début de période est égal à la somme, d'une part, du pourcentage obtenu en divisant le montant additionnel d'augmentation découlant de l'application du deuxième alinéa de 6-9.07 D, par le taux de traitement applicable le 30 juin 1982, et d'autre part, du pourcentage découlant de l'application, le cas échéant, du dernier alinéa de 6-9.07 D;

b) la moyenne des variations mensuelles (MVM) de l'IPC est établi sur une base de six (6) mois (1);

c) le produit de l'opération est divisé par deux (2) compte tenu du fait que l'on a utilisé dans l'opération un traitement établi sur une base annuelle et que la période couverte est de six (6) mois.

(1) On trouvera à l'annexe "Q" la formule de calcul de la moyenne, exprimée en pourcentage, des variations mensuelles pour une période de six (6) mois.

B) Pour les salariés à temps partiel

Dans les trois (3) mois qui suivent la fin de chaque période de la convention collective, un montant forfaitaire destiné à compenser l'érosion de son pouvoir d'achat qui pourrait être survenue au cours de cette période malgré la protection de base intégrée à son taux de traitement, est accordé à tout salarié à temps partiel qui répond aux conditions suivantes:

- 1) avoir occupé un emploi à taux unique ou à échelle au début de la période de référence, à la condition toutefois qu'il n'ait pas bénéficié d'un avancement d'échelon le jour même du début de cette période de référence;
- 2) être toujours à l'emploi à la fin de la période de référence;
- 3) être toujours, à la fin de la même période de référence, au même taux unique qu'au début de la période ou situé au même échelon de la même échelle de traitement qu'au début de la période.

Le montant forfaitaire à verser est calculé de la même manière que pour le salarié à temps complet mais doit être ajusté en proportion du temps travaillé par rapport à un salarié à temps complet de la même classe d'emploi.

C) Pour les salariés hors-échelle et hors-taux

Aux fins de la présente clause (6-9.10), un salarié dont le taux de traitement est plus élevé que le taux unique ou que le maximum de l'échelle de traitement applicable à sa classe d'emploi est considéré comme étant rémunéré sur la base de ce taux unique ou du maximum de cette échelle de traitement et le montant forfaitaire à lui être versé pour compenser l'érosion de son pouvoir d'achat est calculé sur cette base.

Article 6-10.00 - Versement du salaire

- 6-10.01 La paie est remise aux salariés selon les modalités existantes à la signature de la convention. Cependant, si le jour de paie coïncide avec un jour férié chômé, la paie est distribuée le jour ouvrable précédent.
- 6-10.02 Toutefois, dans les soixante (60) jours de la signature de la convention, les parties peuvent, si elles le désirent s'entendre sur toute autre modalité de versement du salaire. Par conséquent, à moins d'entente à l'effet contraire, la clause 6-10.01 s'applique.
- 6-10.03 Le bordereau du chèque de paie doit indiquer au moins les informations suivantes:
- le nom et prénom du salarié;
 - le numéro d'assurance sociale du salarié;
 - le salaire brut;
 - le salaire net;
 - la période couverte par le chèque;
 - les heures effectuées en temps supplémentaires et les montants correspondants;
 - les primes;
 - les déductions prévues à la convention ou par les lois;
 - les montants cumulatifs.
- 6-10.04 Tous les montants versés à un salarié, autres que ceux qui sont mentionnés ci-haut, sont payés par chèque distinct.

- 6-10.05 Au moment de son départ pour les vacances, le salarié reçoit le ou les chèques qu'il recevrait normalement durant cette période.
- 6-10.06 Lorsque le salarié quitte le service du Collège, celui-ci lui remet toute somme d'argent due au moment de son départ. Si la chose s'avère impossible, le Collège doit le faire à la période de paie suivant le départ du salarié.
- 6-10.07 Le Collège s'engage à indiquer sur les T-4 et TP-4 le total des cotisations syndicales versées par un salarié au cours d'une année civile.

Article 6-11.00 - Primes

6-11.01 Un salarié, dont la moitié ou plus de son horaire régulier est entre 18:00 hres et 07:00 hres a droit, pour chaque heure effectivement travaillée, à condition que les heures effectuées ne soient pas rémunérées au taux du travail supplémentaire, à une prime de:

- \$ 0.40 l'heure à compter du 79-07-01;
- \$ 0.42 l'heure à compter du 80-07-01;
- \$ 0.45 l'heure à compter du 81-07-01;
- \$ 0.47 l'heure à compter du 82-07-01 au 82-12-31.

6-11.02 Un salarié du groupe personnel ouvrier qui agit en tant que chef d'équipe, après avoir été nommé à cet effet par l'employeur, bénéficie de la prime suivante tant et aussi longtemps qu'il exerce cette responsabilité.

Cette prime s'ajoute au taux prévu à la classification individuelle de l'ouvrier mais ne s'applique pas aux classes de mécaniciens de machines fixes.

- \$ 0.37 l'heure à compter du 79-07-01;
- \$ 0.40 l'heure à compter du 80-07-01;
- \$ 0.44 l'heure à compter du 81-07-01;
- \$ 0.48 l'heure à compter du 82-07-01 au 82-12-31.

6-11.03 Le salarié, mécanicien de machines-fixes, qui surveille de façon principale et habituelle une installation de chaudières et d'appareils frigorifiques combinés dans un même milieu et possède les deux (2) certificats exigés de chauffage-moteurs à vapeur et d'appareils frigorifiques reçoit, en plus du taux de salaire prévu pour sa classification, un supplément de traitement déterminé ci-après:

du 79-07-01 au 80-06-30 / \$ 4.37 par semaine;
du 80-07-01 au 81-06-30 / \$ 4.70 par semaine;
du 81-07-01 au 82-06-30 / \$ 5.16 par semaine;
du 82-07-01 au 82-12-31 / \$ 5.59 par semaine.

Ajustement du niveau des primes prévu aux clauses 6-11.02 et 6-11.03

6-11.04 Le niveau des primes, prévu aux clauses 6-11.02 et 6-11.03, pour la période du 1er juillet 1980 au 30 juin 1981, sera ajusté en fonction de la différence, si celle-ci est positive, entre le pourcentage d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (1) pour la période de douze (12) mois se terminant le 30 juin 1980 et 8,5%. Les niveaux prévus pour les périodes du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982 et du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982 seront recalculés pour tenir compte de cet ajustement.

Le niveau des primes prévu aux clauses 6-11.02 et 6-11.03, pour la période du 1er juillet 1981 au 30 juin 1982, recalculé le cas échéant pour tenir compte de l'ajustement effectué conformément au paragraphe précédent, sera ajusté en fonction de la différence, si celle-ci est positive, entre le pourcentage d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (1) pour la période de douze (12) mois se terminant le 30 juin 1981 et 8,5%. Les niveaux prévus pour la période du 1er juillet au 31 décembre 1982 seront recalculés pour tenir compte de cet ajustement.

(1) Il s'agit de l'IPC pour le Canada publié par Statistique Canada et calculé selon la même formule que celle prévue pour le calcul de la majoration des taux de traitement.

Le niveau des primes prévu aux clauses 6-11.02 et 6-11.03, pour la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982, recalculé le cas échéant pour tenir compte de l'ajustement effectué conformément aux deux (2) paragraphes précédents, sera ajusté en fonction de la différence, si celle-ci est positive, entre le pourcentage d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (1) pour la période de douze mois se terminant le 30 juin 1982 et 8,5%.

A la fin de la convention collective, le niveau des primes prévues aux clauses 6-11.02 et 6-11.03, est restauré de la façon suivante, en fonction de l'accroissement de l'IPC au cours de la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982:

Niveau de la prime au 82-12-31 x (1+ accroissement de
1,0175 l'IPC au cours de la
période du 82-07-01
au 82-12-31) (1)

Prime de rétention

6-11.05 Le salarié bénéficie d'une prime de rétention de 8% du salaire annuel sur base forfaitaire. Cette prime de rétention est applicable dans la localité de Sept-Iles.

(1) Il s'agit de l'IPC pour le Canada publié par Statistique Canada et calculé selon la même formule que celle prévue pour le calcul de la majoration des taux de traitement.

Article 6-12.00 - Intégration dans les nouvelles classes
d'emploi

6-12.01 Dans les soixante (60) jours de la signature de la convention, le Collège procède à l'intégration des salariés dont les fonctions principales et habituelles correspondent aux nouvelles classes d'emploi qui suivent:

- Technicien en électronique;
- Technicien en informatique, classe principale;
- Opérateur de duplicateur offset classe principale;*
- Aide de métiers;
- Cuisinier, classe III;
- Maître-mécanicien en tuyauterie;
- Technicien en chauffage et réfrigération;
- Surveillant-sauveteur.

6-12.02 Dans les trente (30) jours ouvrables de la réception de son avis de classement, dont la copie est expédiée au Syndicat, le salarié visé à la clause 6-12.01 peut, s'il n'est pas satisfait de son classement, poser un grief selon la procédure prévue à l'article 6-5.00.

* Les employés qui normalement devraient être classifiés "opérateur duplicateur offset classe principale" mais qui au moment de la signature de la convention collective appartiennent à une classification différente comportant une échelle de traitement supérieure à celle de "l'opérateur duplicateur offset classe principale", conservent pour la durée de la convention leur classification et l'échelle de traitement afférente.

6-12.03 La détermination du traitement pour le salarié visé par le présent article s'effectue selon les dispositions prévues au chapitre 6.

6-12.04 Les dispositions du présent article s'appliquent rétroactivement à compter du 1er juillet 1979 ou de la date d'entrée en fonction du salarié concerné si celle-ci est postérieure au 1er juillet 1979.

CHAPITRE 7 - CONDITIONS DE TRAVAIL ET BENEFICES SOCIAUX

Article 7-1.00 - Heures de travail

7-1.01 Le nombre régulier d'heures de travail pour le personnel technique, administratif et de secrétariat est de trente-cinq (35) heures par semaine à raison de sept (7) heures par jour.

Le nombre régulier d'heures de travail pour le personnel ouvrier est de quarante (40) heures par semaine à raison de huit (8) heures par jour, et ce, jusqu'au 30 juin 1981.

A compter du 1er juillet 1981, le nombre régulier d'heures de travail pour le personnel ouvrier est de 38,75 heures par semaine à raison de 7,75 heures par jour.

7-1.02 La semaine régulière de travail comprend cinq (5) jours consécutifs de travail, suivis de deux (2) jours consécutifs de congés hebdomadaires.

7-1.03 Le salarié bénéficie d'une période non payée d'une (1) heure au minimum jusqu'à concurrence d'un maximum d'une heure et demie (1½) pour prendre son repas.

7-1.04 Les salariés, dont la tâche exige une disponibilité continue sur les lieux du travail, bénéficient d'une période d'une demi-heure (½) payée à l'intérieur de leurs heures de travail pour prendre leur repas.

7-1.05 Tout salarié a droit à quinze (15) minutes payées de repos par demi-journée de travail.

- 7-1.06 Les parties signataires s'entendent localement pour déterminer ou changer les horaires de travail.

Cependant, nonobstant ce qui précède, dans le cas du personnel affecté au déroulement des laboratoires, (le personnel technique, les appariteurs et les magasiniers fournissant le matériel aux laboratoires) pour la période comprise entre 08:00 hres et 18:00 hres, le Collège, s'il n'y a pas entente, détermine à chaque session, s'il y a lieu, l'horaire de travail. Une fois l'horaire de travail déterminé, il ne peut y avoir modification au cours de la session sans entente préalable avec le (ou les) salarié(s) concerné(s) et le Syndicat. Les dispositions du présent paragraphe ne peuvent avoir pour effet de modifier la semaine de travail prévue à 7-1.02, à moins d'entente au contraire; de plus la période de repas prévue aux clauses 7-1.03 ou 7-1.04, selon le cas, doit se situer entre 11:30 heures et 13:30 heures.

Dans le cadre de l'application du 2ième alinéa de la présente clause, le Collège détermine, dans la mesure du possible, un horaire de travail hebdomadaire uniforme, et ce, sur une base individuelle.

- 7-1.07 Le Collège ne peut fixer un horaire brisé sans entente préalable avec le (ou les) salarié(s) concerné(s) et le Syndicat.
- 7-1.08 Le Collège et le Syndicat peuvent s'entendre localement pour déterminer un horaire flexible en autant que cet horaire, en termes de moyenne d'heures travaillées, respecte le nombre d'heures/semaine prévu à 7-1.01. Cet horaire flexible devient les heures régulières de travail pour les salariés concernés.

7-1.09 Le Collège ne peut obliger un salarié régulier à temps complet à devenir un salarié régulier à temps partiel.

Article 7-2.00 - Travail supplémentaire

- 7-2.01 Tout travail requis par le Collège et exécuté par un salarié à temps complet en dehors de ses heures régulières, de sa journée régulière ou de sa semaine régulière de travail, telles que définies à l'article 7-1.00, est considéré comme travail supplémentaire.

Le salarié à temps partiel bénéficie du présent article à compter du moment où il dépasse le nombre d'heures prévu pour une journée régulière ou une semaine régulière de travail telle que définie à l'article 7-1.00.

- 7-2.02 Le travail supplémentaire est rémunéré à raison d'une fois et demie le taux horaire du salarié concerné, sauf pour les jours fériés et chômés où le taux double s'applique en plus du paiement de la fête, à l'exception des cas prévus à 7-5.02. Le taux double s'applique également pour la deuxième journée de congés hebdomadaires.

Cependant, le salarié peut, après entente avec le Collège, reprendre en temps le travail supplémentaire effectué, à raison de 150% ou de 200% du temps travaillé (selon les cas et conformément aux précédents paragraphes), mais dans un délai n'excédant pas la période des vacances annuelles du salarié.

- 7-2.03 Le travail supplémentaire est offert au salarié qui accomplit normalement le travail pour lequel du travail supplémentaire est requis.

Le travail supplémentaire est facultatif, à moins d'entente entre les parties. Dans le cas où aucun salarié n'accepterait d'effectuer le travail supplémentaire, le Collège peut obliger le salarié en mesure de faire le travail et ayant le moins d'ancienneté à exécuter tel travail.

- 7-2.04 Cependant, si le travail peut être exécuté indifféremment par plusieurs salariés ayant la même fonction, une distribution équitable et par rotation du travail supplémentaire doit être assurée.

Cependant, en cas d'imprévu, le Collège peut l'offrir de préférence aux salariés sur place.

Le Collège et le Syndicat pourront convenir d'un mode de distribution équitable du travail supplémentaire.

- 7-2.05 Le salarié, qui est rappelé pour effectuer du travail supplémentaire après avoir quitté le Collège, recevra une rémunération minimum de deux (2) heures au taux double.

- 7-2.06 Le travail supplémentaire est payé en même temps que la paie suivant celle de la période pendant laquelle le travail a été fait.

- 7-2.07 Tout travail occasionnel dont l'accomplissement est requis par l'employeur en dehors des heures régulières de travail est offert à taux simple au salarié régulier à temps partiel jusqu'à ce qu'il dépasse le nombre d'heures prévu pour une semaine régulière de travail telle que définie à 7-1.00 ou en surtemps au salarié régulier à temps plein.

Article 7-3.00 - Congés spéciaux

7-3.01 Le salarié, sauf s'il reçoit des prestations d'assurance-salaire ou bénéficie déjà d'un congé à un autre titre, a droit à un congé sans perte de traitement dans les cas suivants:

- a) son mariage: cinq (5) jours ouvrables consécutifs y compris le jour du mariage; après entente avec le Collège, le salarié peut prendre deux (2) semaines additionnelles en congé sans solde;
- b) le mariage de ses père, mère, fils, fille, frère et soeur: le jour du mariage.
- c) le décès de son conjoint ou d'un enfant: cinq (5) jours ouvrables consécutifs, dont le jour des funérailles;
- d) le décès de ses père, mère, frère ou soeur: trois (3) jours ouvrables consécutifs, dont le jour des funérailles;
- e) le décès de ses beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-soeur, gendre, bru, grand-père ou grand-mère; lorsque le défunt demeurait au domicile du salarié: trois (3) jours ouvrables consécutifs, dont le jour des funérailles;

- f) le décès de ses beau-père, belle-mère, beau-frère, belle-soeur, gendre, bru, grand-père ou grand-mère, lorsque le défunt ne résidait pas au domicile du salarié: le jour des funérailles;
- g) lorsqu'il change le lieu de son domicile: la journée du déménagement; cependant, un salarié n'a pas droit à plus d'une journée de congé par année contractuelle.
- h) Tout autre événement de force majeure (désastre, feu, inondation, etc...) qui oblige un salarié à s'absenter de son travail: le nombre de jours fixé par le Collège après entente avec le salarié.

7-3.02 Dans les cas visés aux alinéas b), d) et f) de la clause 7-3.01, le salarié bénéficie d'une (1) journée additionnelle si l'événement a lieu à plus de deux cent quarante (240) kilomètres de la résidence du salarié et de deux (2) jours de plus si l'événement a lieu à plus de quatre cent quatre-vingt (480) kilomètres de la résidence du salarié.

7-3.03 Dans tous les cas, le salarié doit prévenir son supérieur immédiat et produire, à sa demande, la preuve, dans la mesure du possible, ou l'attestation de ces faits. Dans le présent article, les mots journées de congés signifient une pleine période de vingt-quatre (24) heures.

- 7-3.04 Le salarié appelé à se présenter comme juré ou à comparaître comme témoin dans une cause, ne doit subir aucune perte de salaire et le Collège maintient son salaire comme s'il avait normalement travaillé pendant la durée de son absence. Cependant il doit remettre au Collège l'indemnité perçue à titre de témoin ou de juré, sauf les sommes qui lui sont allouées par la loi à titre de dépenses en outre de l'indemnité ci-avant. En aucun cas le remboursement exigé ne doit excéder le salaire régulier du salarié.
- 7-3.05 Le salarié, qui en fait la demande au Collège sur la formule prescrite, a droit d'obtenir, pour des raisons sérieuses et d'urgence, un permis d'absence sans perte de traitement. Les raisons invoquées à l'appui de sa demande doivent être énoncées dans la formule remise par le salarié au Collège.
- 7-3.06 Pour toute raison personnelle, le salarié peut s'absenter de son travail, à raison d'au moins une demie (½) journée à la fois, et ce, jusqu'à concurrence de deux (2) jours par année contractuelle. Les journées ainsi utilisées sont déduites de la banque de jours de congés-maladie non-monnayables du salarié. Dans le cas où le solde de la banque de jours de congés-maladie non-monnayables du salarié serait nul, ces absences sont sans solde.

Article 7-4.00 - Droits parentaux

Section I - Dispositions générales

- 7-4.01 Le présent régime prend effet au moment où les stipulations de la convention collective sont agréées à l'échelle nationale.
- 7-4.02 Les indemnités du congé de maternité prévues à la section II sont uniquement versées à titre de suppléments aux prestations d'assurance-chômage ou, dans les cas prévus ci-après, à titre de paiements durant une période de chômage causée par une grossesse pour laquelle le régime d'assurance-chômage ne prévoit rien.
- 7-4.03 Si l'octroi d'un congé est restreint à un seul conjoint, cette restriction opère ses effets dès lors que l'autre conjoint est également salarié du secteur public ou parapublic.
- 7-4.04 Le Collège ne rembourse pas à la salariée les sommes qui pourraient être exigées d'elle par la Commission d'emploi et d'immigration du Canada (C.E.I.C.) en vertu de la Loi sur l'assurance-chômage, lorsque le revenu de la salariée excède une fois et demie le maximum assurable.

Section II - Congé de maternité

- 7-4.05 La salariée enceinte a droit à un congé de maternité d'une durée de vingt (20) semaines qui, sous réserve de 7-4.07, doivent être consécutives.

La salariée qui accouche d'un enfant mort-né après le début de la vingtième semaine précédant la date prévue de l'accouchement a également droit à ce congé de maternité.

- 7-4.06 La répartition du congé de maternité, avant et après l'accouchement, appartient à la salariée et comprend le jour de l'accouchement.
- 7-4.07 La salariée qui accouche prématurément et dont l'enfant est en conséquence hospitalisé a droit à un congé de maternité discontinu. Celle-ci peut revenir au travail avant la fin de son congé de maternité et le compléter lorsque l'état de l'enfant n'exige plus de soins hospitaliers.
- 7-4.08 Pour obtenir le congé de maternité, la salariée doit donner un préavis écrit au Collège au moins deux (2) semaines avant la date de son départ. Ce préavis doit être accompagné d'un certificat médical attestant de la grossesse et de la date prévue pour la naissance.

Le délai de présentation du préavis peut être moindre si un certificat médical atteste que la salariée doit quitter son poste plus tôt que prévu. En cas d'imprévu, la salariée est exemptée de la formalité du préavis, sous réserve de la production au Collège d'un certificat médical attestant qu'elle devait quitter son emploi sans délai.

Cas admissibles à l'assurance chômage

- 7-4.09 La salariée qui a accumulé vingt (20) semaines de service (1) avant le début de son congé de maternité et qui, suite à la présentation d'une demande de prestation en vertu du régime d'assurance-chômage, est déclarée éligible à de telles prestations, a droit de recevoir durant son congé de maternité, sous réserve de 7-4.12:

(1) La salariée absente accumule du service si son absence est autorisée, notamment pour invalidité, et comporte une prestation ou une rémunération.

- a) pour chacune des semaines du délai de carence prévu au régime d'assurance-chômage, une indemnité égale à 93% (1) de son traitement hebdomadaire de base; (2)
- b) pour chacune des semaines où elle reçoit ou pourrait recevoir des prestations d'assurance-chômage, une indemnité complémentaire égale à la différence entre 93% de son traitement hebdomadaire de base et la prestation d'assurance-chômage qu'elle reçoit ou pourrait recevoir; pour les fins du présent paragraphe, l'indemnité complémentaire se calcule à partir des prestations d'assurance-chômage qu'une salariée a droit de recevoir sans tenir compte des montants soustraits de telles prestations en raison des remboursements de prestations, des intérêts, des pénalités et autres montants recouvrables en vertu du régime d'assurance-chômage.
- c) pour chacune des semaines qui suivent la période prévue au paragraphe b), une indemnité égale à 93% de son traitement hebdomadaire de base, et ce jusqu'à la fin de la vingtième semaine du congé de maternité.

(1) 93%: Ce pourcentage a été fixé pour tenir compte du fait que la salariée bénéficie en pareille situation d'une exonération des cotisations aux régimes de retraite et d'assurance-chômage, laquelle équivaut en moyenne à 7% de son traitement.

(2) On entend par "traitement de base", le traitement régulier du salarié incluant les primes de responsabilités à l'exclusion des autres, sans aucune rémunération additionnelle même pour le temps supplémentaire.

Cas non admissibles à l'assurance-chômage

7-4.10 La salariée exclue du bénéfice des prestations d'assurance-chômage ou déclarée inadmissible est également exclue du bénéfice de toute indemnité. Toutefois:

La salariée à temps complet qui a accumulé vingt semaines de service avant le début de son congé de maternité a également droit à une indemnité égale à quatre-vingt-treize pourcent (93%) de son traitement hebdomadaire de base, et ce, durant dix (10) semaines, si elle n'est pas éligible aux prestations d'assurance-chômage pour l'un ou l'autre des deux (2) motifs suivants:

- i) elle n'a pas occupé un emploi assurable pendant au moins dix (10) semaines entre la cinquantième (50ième) et la trentième (30ième) semaine précédant celle prévue de son accouchement; ou
- ii) elle n'a pas occupé un emploi assurable pendant au moins vingt (20) semaines au cours de sa période de référence prévue par le régime d'assurance-chômage.

La salariée à temps partiel qui a accumulé vingt (20) semaines de service avant le début de son congé maternité a droit à une indemnité égale à 95% de son traitement hebdomadaire de base et ce, durant dix (10) semaines, si elle n'est pas éligible aux prestations d'assurance-chômage pour l'un ou l'autre des trois (3) motifs suivants:

- i) elle n'a pas contribué au régime d'assurance-chômage; ou

- ii) elle a contribué mais n'a pas occupé un emploi assurable pendant au moins dix (10) semaines entre la cinquantième (50ième) et la trentième (30ième) semaine précédant celle prévue de son accouchement; ou
- iii) elle a contribué mais n'a pas occupé un emploi assurable pendant au moins vingt (20) semaines au cours de sa période de référence.

Si la salariée à temps partiel est exonérée des cotisations au régime de retraite et d'assurance-chômage, le pourcentage d'indemnité est fixé à 93%.

7-4.11 Dans les cas prévus par les clauses 7-4.09 et 7-4.10:

- a) aucune indemnité ne peut être versée durant la période de vacances au cours de laquelle la salariée est rémunérée;
- b) L'indemnité due pour les deux (2) premières semaines est versée par le Collège dans les deux (2) semaines du début du congé; l'indemnité due après cette date est versée à intervalle de deux (2) semaines, à moins que l'intervalle de versement du salaire soit différent en vertu de l'article 6-10.00, le premier versement n'étant toutefois exigible, dans le cas de la salariée éligible à l'assurance-chômage, que quinze (15) jours après l'obtention par le Collège d'une preuve qu'elle reçoit des prestations d'assurance-chômage. Pour les fins du présent paragraphe, sont considérés comme preuves un état ou relevés des prestations, un talon de mandat ainsi que les renseignements fournis par la C.E.I.C. au Collège au moyen d'un relevé mécanographique;

- c) Le service se calcule auprès de l'ensemble des employeurs des secteurs public et parapublic (Fonction publique, Education, Affaires sociales, Commissions de formation professionnelle et Société des traversiers du Québec).
- d) Le traitement hebdomadaire de base de la salariée à temps partiel est le traitement hebdomadaire de base moyen des cinq (5) derniers mois précédant son congé de maternité. Si, pendant cette période, la salariée a reçu des prestations établies à un certain pourcentage de son traitement régulier, il est entendu que pour les fins du calcul de son traitement de base durant son congé de maternité, on réfère au traitement de base à partir duquel telles prestations ont été établies.

Si la période des cinq (5) derniers mois précédant le congé de maternité de la salariée à temps partiel comprend le 1er juillet, le calcul du traitement hebdomadaire de base est fait à partir du taux de traitement en vigueur à ce premier juillet. Si, par ailleurs, le congé de maternité comprend le 1er juillet, le traitement hebdomadaire de base évolue à cette date selon la formule de redressement de l'échelle de traitement qui lui est applicable.

7-4.12 L'allocation de congé de maternité (1) versée par les centres de main-d'oeuvre du Québec est soustraite des indemnités à verser selon la clause 7-4.09.

(1) Il s'agit de l'allocation actuellement établie à 240.00\$

7-4.13 Durant ce congé de maternité et les extensions prévues à la clause 7-4.14 de la présente section, la salariée bénéficie, en autant qu'elle y ait normalement droit, des avantages suivants:

- assurance-vie;
- assurance-maladie, à condition qu'elle verse sa quote-part;
- accumulation de vacances;
- accumulation de congés de maladie;
- accumulation de l'ancienneté;
- accumulation de l'expérience;
- accumulation du service continu aux fins de la sécurité d'emploi.

La salariée peut reporter au maximum quatre (4) semaines de vacances annuelles si celles-ci se situent à l'intérieur du congé de maternité et si, au plus tard deux (2) semaines avant l'expiration dudit congé, elle avise par écrit son employeur de la date du report.

- 7-4.14 Si la naissance a lieu après la date prévue, la salariée a droit à une extension de son congé de maternité égale à la période de retard, sauf si elle dispose déjà d'une période d'au moins deux (2) semaines de congé de maternité après la naissance.

La salariée peut en outre bénéficier d'une extension du congé de maternité de quatre (4) semaines si l'état de santé de son enfant l'exige.

Durant ces extensions, la salariée ne reçoit ni indemnité, ni traitement.

- 7-4.15 Le congé de maternité peut être d'une durée moindre que vingt (20) semaines. Si la salariée revient au travail dans les deux semaines suivant la naissance, elle produit, sur demande du Collège, un certificat médical attestant de son rétablissement suffisant pour reprendre le travail.

- 7-4.16 Le Collège doit faire parvenir à la salariée, au cours de la quatrième semaine précédant l'expiration du congé de maternité, un avis indiquant la date prévue de l'expiration dudit congé.

La salariée à qui le Collège a fait parvenir l'avis ci-dessus doit se présenter au travail à l'expiration de son congé de maternité, à moins de prolonger celui-ci de la manière prévue à la clause 7-4.27.

La salariée qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent est réputée en congé sans solde pour une période n'excédant pas quatre (4) semaines. Au terme de cette période, la salariée qui ne s'est pas présentée au travail est présumée avoir démissionné.

- 7-4.17 Au retour du congé de maternité, la salariée reprend son poste. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli, la salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail.

Section III - Congés spéciaux à l'occasion de la grossesse

Affectation provisoire et congé spécial

- 7-4.18 Lorsque ses conditions de travail comportent des risques de maladie infectieuse ou des dangers physiques pour elle ou l'enfant à naître, la salariée enceinte peut demander d'être affectée provisoirement à un autre poste, vacant ou temporairement dépourvu de titulaire, de la même classe d'emploi ou, si elle y consent et sous réserve des dispositions de la convention collective, d'une autre classe d'emploi. Elle doit présenter dans les meilleurs délais un certificat médical à cet effet.

La salariée ainsi affectée à un autre poste conserve les droits et privilèges rattachés à son poste régulier.

Si le Collège n'effectue pas l'affectation provisoire, la salariée a droit à un congé spécial qui débute immédiatement; à moins qu'une affectation provisoire ne survienne par après et y mette fin, ce congé se termine au début de la huitième semaine précédant la date prévue de l'accouchement, moment où le congé de maternité entre alors en vigueur.

Durant le congé spécial prévu par la présente clause, la salariée a droit à une indemnité équivalente à celle prévue par l'article 42 de la Loi sur les accidents du travail (L.R.Q., chapitre A-3).

L'indemnité ainsi versée est réduite de toute prestation payée au même effet par un organisme public (1). Nonobstant toute autre disposition de la convention collective, le total des indemnités ou prestations versées pour les fins de l'alinéa précédent ne peut excéder 100% du revenu net de la salariée.

Autres congés spéciaux

7-4.19 La salariée a également droit à un congé spécial dans les cas suivants:

- a) lorsqu'une complication de grossesse ou un danger d'interruption de grossesse exige un arrêt de travail pour une période dont la durée est prescrite par un certificat médical qui peut être vérifié par un médecin choisi par le Collège; ce congé spécial ne peut toutefois se prolonger au-delà du début de la huitième semaine précédant la date prévue d'accouchement, moment où le congé de maternité entre en vigueur;
- b) sur présentation d'un certificat médical qui en prescrit la durée, lorsque survient une interruption de grossesse naturelle ou provoquée légalement avant le début de la vingtième semaine précédant la date prévue d'accouchement;

(1) Ceci est ajouté dans l'éventualité où l'entrée en vigueur de dispositions législatives particulières impliquerait le paiement de telles prestations.

- c) pour les visites reliées à la grossesse effectuées chez un professionnel de la santé et attestées par un certificat médical.

7-4.20 Durant les congés spéciaux octroyés en vertu de la présente section, la salariée bénéficie des avantages prévus à la clause 7-4.13, en autant qu'elle y ait normalement droit, et à la clause 7-4.17 de la section II. La salariée visée à l'un ou l'autre des alinéas a), b) et c) de la clause 7-4.19 peut se prévaloir des bénéfices du régime de congés de maladie ou d'assurance-salaire.

Section IV - Autres congés parentaux

Congé de paternité

7-4.21 Le salarié dont la conjointe accouche a droit à un congé payé d'une durée maximale de cinq (5) jours ouvrables. Ce congé peut être discontinu et doit se situer entre le début du processus d'accouchement et le 7^{ième} jour suivant le retour de la mère ou de l'enfant à la maison.

Congé pour adoption

7-4.22 Le salarié ou la salariée qui adopte légalement un enfant a droit à un congé d'une durée maximale de dix (10) semaines consécutives pourvu que son conjoint n'en bénéficie pas également. Ce congé doit se situer après la date de la prise en charge définitive de l'enfant.

7-4.22 A) Le salarié ou la salariée qui adopte légalement un enfant et qui ne bénéficie pas du congé prévu par la clause 7-4.22 a droit à un congé payé d'une durée maximale de deux (2) jours ouvrables.

7-4.23 Pour chaque semaine du congé prévu à la clause 7-4.22, le salarié ou la salariée reçoit une indemnité égale à son traitement hebdomadaire de base, versée à intervalles de deux (2) semaines, à moins que l'intervalle de versement du salaire soit différent en vertu de l'article 6-10.00.

Congé sans traitement

7-4.24 Un congé sans traitement d'une durée maximale de deux (2) ans est accordé à la salariée en prolongation du congé de maternité ou au salarié en prolongation du congé de paternité.

Un seul des conjoints peut bénéficier du congé sans traitement à moins que ce congé ne soit partagé sur deux (2) périodes immédiatement consécutives.

7-4.25 Un congé sans traitement d'une durée maximale de deux (2) ans est accordé au salarié ou à la salariée, en prolongation du congé pour adoption.

Un seul des conjoints peut bénéficier du congé sans traitement à moins que ce congé ne soit partagé sur deux (2) périodes immédiatement consécutives.

- 7-4.26 Au cours du congé sans traitement, le salarié ou la salariée cumule son ancienneté et conserve son expérience. Il peut continuer à participer aux régimes d'assurances qui lui sont applicables, s'il en fait la demande au début du congé et s'il verse la totalité des primes.

Au retour de son congé sans traitement, la salariée reprend son poste. Dans l'éventualité où le poste aurait été aboli, la salariée a droit aux avantages dont elle aurait bénéficié si elle avait alors été au travail.

Dispositions diverses

- 7-4.27 Les périodes de congés visées aux clauses 7-4.22, 7-4.24 et 7-4.25 de la présente section sont accordées à la suite d'une demande écrite présentée au moins deux (2) semaines à l'avance.

- 7-4.28 Le Collège doit faire parvenir au salarié ou à la salariée, au cours de la quatrième semaine précédant l'expiration du congé pour adoption de dix (10) semaines, un avis indiquant la date prévue de l'expiration dudit congé.

Le salarié ou la salariée à qui le Collège a fait parvenir l'avis ci-dessus doit se présenter au travail à l'expiration de son congé pour adoption, à moins de prolonger celui-ci de la manière prévue à la clause 7-4.27.

Le salarié ou la salariée qui ne se conforme pas à l'alinéa précédent est réputé en congé sans solde pour une période n'excédant pas quatre (4) semaines. Au terme de cette période, le salarié ou la salariée qui ne s'est pas présenté au travail est présumé avoir démissionné.

7-4.29 Le salarié ou la salariée à qui le Collège a fait parvenir quatre (4) semaines à l'avance un avis indiquant la date d'expiration d'un des congés prévus aux clauses 7-4.24 et 7-4.25 doit donner un préavis de son retour au moins deux (2) semaines avant l'expiration dudit congé. A défaut de quoi il est considéré comme ayant démissionné.

Le salarié ou la salariée qui veut mettre fin à son congé sans traitement avant la date prévue doit donner un préavis écrit de son intention au moins trente (30) jours avant son retour.

7-4.30 Le salarié ou la salariée qui prend le congé pour adoption prévu à la clause 7-4.22 de la présente section bénéficie des avantages prévus à la clause 7-4.13 en autant qu'il y ait normalement droit, et à la clause 7-4.17 de la section II.

7-4.31 Les avantages supérieurs prévus dans la dernière convention collective sont reconduits pour la durée de la convention.

7-4.32 La salariée qui bénéficie d'une prime pour disparités régionales en vertu de la convention reçoit cette prime durant son congé de maternité prévu à la section II.

Malgré ce qui précède, le total des montants reçus par la salariée, en prestation d'assurance-chômage, indemnité et primes ne peut excéder 95% de la somme constituée par son traitement de base et la prime pour disparités régionales.

Le bénéficiaire du congé pour adoption prévu à la clause 7-4.22 a droit à 100% de la prime pour disparités régionales durant son congé pour adoption.

7-4.33 Le fait que la salariée ou le salarié bénéficie du présent article ne peut avoir pour effet de lui donner plus de droit que si elle ou il était au travail, notamment en ce qui a trait à la période d'embauche prévue ou à l'acquisition du statut de salarié régulier.

Dispositions transitoires

7-4.34 Malgré la clause 7-4.01:

- a) la salariée dont le congé de maternité a débuté entre le 21 novembre 1979 et la date où les stipulations sont agréées à l'échelle nationale, se voit appliquer le présent article à l'exception des clauses 7-4.01 de la section I, 7-4.06 et 7-4.08 de la section II, du paragraphe b) de la clause 7-4.11 de la section II et de la section III.

Aux fins de ce qui précède:

Le premier versement de l'indemnité, qui comprend le montant dû jusqu'alors, s'effectue à la date de paiement de la rétroactivité sur les salaires et autres obligations de payer. De plus, pour la salariée éligible à l'assurance-chômage, ce versement ne peut être fait avant l'obtention par le Collège d'une preuve de prestations d'assurance-chômage au sens du paragraphe b) de la clause 7-4.11.

Les versements subséquents, sont effectués à intervalle de deux (2) semaines, à moins que l'intervalle de versement du salaire soit différent en vertu de l'article 6-10.00; et

si à la date où les stipulations sont agréées à l'échelle nationale, le salarié s'est déjà prévalu, pour cause de paternité, d'un congé sans solde, son traitement lui est remboursé jusqu'à concurrence du maximum de jours prévus pour ce congé de paternité prévu au présent article; et

le salarié qui n'a pas bénéficié du congé de paternité a droit de prendre ce congé avant le 30 juin 1980, le tout sur préavis de deux (2) jours jusqu'à concurrence du maximum de jours prévu pour ce congé.

- b) Le ou la salariée qui adopte légalement un enfant entre le 21 novembre 1979 et la date où les stipulations sont agréées à l'échelle nationale a droit aux congés pour adoption, le tout aux conditions et avantages prévus pour ces congés au présent article.

- c) La salariée qui à la date où les stipulations sont agréées à l'échelle nationale est en congé sans traitement, à la suite d'un congé de maternité ayant débuté avant le 21 novembre 1979, a droit à une prolongation qui porte la durée de son congé sans traitement à un maximum de deux (2) ans, avec les avantages conférés par les clauses 7-4.24 et 7-4.26 et aux conditions prévues par la clause 7-4.29.

La salariée qui veut se prévaloir de la présente disposition doit en aviser le Collège par écrit avant la fin du congé sans traitement initial dont elle désire prolonger la durée.

LETTRÉ D'ENTENTE RELATIVE AUX DROITS PARENTAUX

Suite à l'entente intervenue à la Table centrale sur les droits parentaux, le gouvernement s'engage:

A) Concernant l'indemnité pour le congé spécial prévu par la clause 7-4.18

- 1- A étudier la possibilité d'apporter les modifications législatives nécessaires aux fins d'exonérer des cotisations aux régimes de retraite la salariée qui s'est prévalu du congé spécial prévu à la clause 7-4.18.

B) Concernant des modifications aux critères d'admissibilité au régime d'assurance-chômage

- 1- à garantir, qu'à compter de la signature de la convention collective, la salariée puisse recevoir durant son congé de maternité les indemnités payables par l'employeur en vertu de la section II indépendamment des modifications aux critères d'admissibilité à l'assurance-chômage qui pourraient survenir postérieurement à cette signature mais sous réserve que le tout soit admissible au régime de P.S.C.

C) Concernant le versement de l'indemnité pour congé de maternité

- 1- A entreprendre, dans les six (6) mois de la signature des conventions collectives, des discussions avec la partie syndicale au sujet des difficultés découlant des modalités et délais de versement de l'indemnité à la salariée à l'occasion du congé de maternité.

Par ailleurs, les parties négociantes conviennent de se rencontrer pour discuter des points qui font problème dans l'un ou l'autre des cas suivants:

- i) si la C.E.I.C. avait des exigences additionnelles à l'occasion de l'autorisation finale et écrite qui permettra d'enregistrer le régime à titre de prestations supplémentaires de chômage;
- ii) si par la suite, la C.E.I.C. modifiait ses exigences en cours de convention collective.

Il est entendu que ces discussions ne constituent pas une réouverture de la convention.

Article 7-5.00 - Jours fériés

- 7-5.01 Tout salarié bénéficie annuellement de treize (13) jours fériés et chômés. Le choix de ces treize (13) congés est fait au début de chaque année contractuelle par le Collège après consultation du C.R.T. et après entente avec le Syndicat. Ce choix tient compte des exigences du calendrier scolaire ainsi que du calendrier d'opérations et des lois.
- 7-5.02 Le salarié, dont les fonctions régulières comportent de travailler à l'occasion de l'un des jours fixés (suivant le paragraphe 7-5.01) reçoit, en remplacement, un jour de congé dont la date est fixée par entente avec le Collège. A défaut d'entente, le salarié est rémunéré à taux double pour le travail qu'il a fait à l'occasion des jours fériés et chômés en plus de voir son traitement régulier maintenu.

Article 7-6.00 - Vacances annuelles

- 7-6.01 Le salarié a droit, au cours de chaque année, à quatre (4) semaines de calendrier, c'est-à-dire, vingt (20) jours ouvrables de vacances payées, pourvu qu'il ait complété une (1) année d'ancienneté au 1er juin.
- 7-6.02 Le salarié a droit à vingt et un (21) jours ouvrables de vacances payées, pourvu qu'il ait complété dix-sept (17) et dix-huit (18) années d'ancienneté au 1er juin.
- 7-6.03 Le salarié a droit à vingt-deux (22) jours ouvrables de vacances payées, pourvu qu'il ait complété dix-neuf (19) et vingt (20) années d'ancienneté au 1er juin.
- 7-6.04 Le salarié a droit à vingt-trois (23) jours ouvrables de vacances payées pourvu qu'il ait complété vingt et un (21) et vingt-deux (22) années d'ancienneté au 1er juin.
- 7-6.05 Le salarié a droit à vingt-quatre (24) jours ouvrables de vacances payées pourvu qu'il ait complété vingt-trois (23) et vingt-quatre (24) années d'ancienneté au 1er juin.
- 7-6.06 Le salarié a droit à vingt-cinq (25) jours ouvrables de vacances payées pourvu qu'il ait complété vingt-cinq (25) années et plus d'ancienneté au 1er juin.

- 7-6.07 Le salarié qui a moins d'un (1) an d'ancienneté au 1er juin, bénéficie d'un (1) jour et 2/3 de vacances payées par mois d'ancienneté.
- 7-6.08 Le salarié qui quitte le service du Collège a droit au paiement des jours de vacances accumulés et non pris à la date du départ, conformément aux paragraphes précédents. En cas de décès du salarié, ces sommes sont remises aux ayants droit.
- 7-6.09 Si un jour férié et chômé coïncide avec un des jours ouvrables d'une période de vacances, le congé est ajouté aux vacances ou reporté à une date ultérieure, et ce, au choix du salarié.
- 7-6.10 La période d'acquisition des vacances est du 1er juin au 31 mai de chaque année.
- 7-6.11 Les vacances doivent se prendre durant l'année qui suit celle de leur acquisition et ne peuvent être remises à une autre année, sauf après autorisation du Collège.
- 7-6.12 A l'intérieur de chaque service, les salariés procèdent au choix des dates de vacances, par ordre d'ancienneté, entre le 1er avril et le 1er mai de chaque année. Ces dates sont soumises à l'approbation du Collège qui ne peut refuser à moins qu'il y ait obligation de remplacer ce salarié et impossibilité de recruter un remplaçant, ou qu'il demeure un nombre insuffisant de salariés dans le service concerné (ceci ne peut empêcher un salarié qui est seul dans son service de prendre ses vacances) ou que ce choix de date occasionne des

coûts supplémentaires autres que le salaire du remplaçant. Les dates de vacances ne peuvent être changées qu'après entente entre le Collège, le Syndicat et le salarié.

Toutefois, dans certaines circonstances exceptionnelles, un salarié peut choisir la date de ses vacances après la date du 1er mai.

Le salarié incapable de prendre ses vacances pour raison de maladie, congé maternité, accident ainsi qu'accident du travail, survenu avant le début des vacances, peut reporter sa période de vacances à une date ultérieure. Le choix de la nouvelle période de vacances se fera selon les modalités prévues au premier alinéa de la présente clause.

7-6.13 Les vacances sont prises, en tout ou en partie, mais dans la mesure du possible par période d'au moins une (1) semaine à la fois. Toutefois, le Syndicat et le Collège pourront convenir de fermer les portes du Collège pour la période de vacances.

7-6.14 Lorsque le salarié n'a pas eu droit à son traitement pendant les douze (12) mois précédant le 1er juin de chaque année ou partie de mois, la durée de ses vacances est diminuée conformément à la table indiquée ci-après. Cependant, la durée de ses vacances n'est pas réduite dans le cas d'une ou plusieurs périodes de maladie n'excédant pas quatre-vingt-dix (90) jours ouvrables par année; de même la durée des vacances n'est pas réduite durant un congé de maternité (vingt (20) semaines), durant un congé pour adoption (dix (10) semaines) ou durant une absence résultant d'un accident du travail.

TABLE DES DEDUCTIONS DE JOURS DE VACANCES

Nombre de jours
ouvrables où le
salarié n'a pas
eu droit au trai-
tement

Nombre de jours de vacances déduits des crédits
de vacances selon l'ancienneté

		10jrs	15jrs	20jrs	21jrs	22jrs	23jrs	24jrs	25 jrs
		ouvrables							
½ à	10	0	0	0	0	0	0	0	0
10½ à	22	½	1	1½	1½	1½	1½	1½	1½
22½ à	32	1	2	2½	2½	2½	2½	2½	3
32½ à	44	1½	2½	3	3	3	3	3	3½
44½ à	54	2	3	4	4	4	4½	4½	5
54½ à	66	2½	4	5	5	5½	5½	5½	6
66½ à	76	3	4½	6	6	6½	6½	7	7½
76½ à	88	3½	5	6½	6½	7	7½	7½	8
88½ à	98	4	5½	7	7	7½	8	8½	9
98½ à	110	4½	6	8	8	8½	9	9½	10
110½ à	120	5	6½	9	9½	10	10½	11	11½
120½ à	132	5½	7	10	10½	11	11½	12	12½
132½ à	142	6	8	11	11½	12	12½	13	14
142½ à	154	6½	8½	11½	12	12½	12½	13	14½
154½ à	164	7	9	12	12½	13	14	14½	15½
164½ à	176	7½	10	13	13½	14½	15	16	16½
176½ à	186	8	11	14	14½	15½	16	17	18
186½ à	198	8½	11	15	15½	16½	17½	18	19
198½ à	208	9	12	16	16½	17½	18½	19½	20½
208½ à	220	9½	12½	16½	17	18	19	20	21
220½ à	230	10	13	17	18	19	20	21	22
230½ à	242	10	14	18	19	20	21	22	23
242½ à	252	10	14½	19	20	21	22	23	24
252½ à	264	10	15	20	21	22	23	24	25

Le salarié qui a moins d'un (1) an de service ne subit pas la déduction prévue au présent paragraphe pour le mois où il est entré en fonction s'il a eu droit à son traitement pour la moitié et plus des jours ouvrables dudit mois.

- 7-6.15 Pour le salarié à temps partiel, la durée de ses vacances est déterminée selon l'ancienneté accumulée au 1er juin de chaque année. La rémunération de ladite durée de vacances est calculée au prorata des heures travaillées pendant l'année se terminant le 1er juin.

Article 7-7.00 - Droit de participation aux affaires publiques

- 7-7.01 Le Collège reconnaît au salarié l'exercice des mêmes droits de participation aux affaires publiques que ceux reconnus à l'ensemble des citoyens.
- 7-7.02 Sur demande écrite faite trente (30) jours avant la date de son départ, le salarié obtient du Collège un congé sans traitement n'excédant pas trois (3) mois afin de se porter candidat à toute élection: fédérale, provinciale, municipale ou scolaire.
- 7-7.03 Le salarié défait peut, s'il le désire, reprendre, à la fin de son congé sans traitement, le poste qu'il occupait avec les droits et privilèges qu'il avait acquis à la date de son départ.
- 7-7.04 Le salarié élu à une élection municipale, scolaire ou au conseil d'administration d'un centre hospitalier ou d'un centre local de services communautaires, bénéficie, après avoir avisé le Collège, de congés sans traitement pour des assemblées ou des activités officielles de sa fonction.
- 7-7.05 Le salarié élu à une élection provinciale ou fédérale peut, à l'expiration de son mandat, reprendre un poste semblable à celui qu'il détenait au moment de son congé sans traitement, dès qu'il s'en présentera un de disponible.

Dans les vingt et un (21) jours après la fin de son mandat, il doit signifier au Collège sa décision de se prévaloir du présent article. A défaut de quoi, il est considéré comme ayant remis sa démission.

Article 7-8.00 - Hygiène et sécurité

7-8.01 a) En vue de prévenir les maladies et les accidents de travail, le Collège maintient à un niveau élevé la sécurité et l'hygiène au travail.

b) Le Syndicat coopère à cette fin.

7-8.02 Le Collège s'engage à fournir les premiers soins aux blessés. A défaut de fournir ses soins sur les lieux, le Collège prendra sans délai les dispositions nécessaires pour transporter, à ses frais, le salarié blessé à l'hôpital.

7-8.03 Un salarié qui découvre une situation dangereuse ou pouvant s'avérer dangereuse, soit pour sa sécurité, celle des autres salariés ou pour celle du public, doit en aviser immédiatement son supérieur immédiat.

Dans ce cas, le Collège doit prendre immédiatement les dispositions nécessaires, s'il y a lieu, pour remédier à la situation.

7-8.04 Le salarié n'est jamais tenu de s'exposer à des risques graves dans l'accomplissement de ses fonctions.

Article 7-9.00 - Costumes et uniformes

7-9.01 Le Collège fournit gratuitement à ses salariés et entretient à ses frais tout uniforme dont il exige le port à cause de la nature du travail et tout vêtement spécial exigé par les règlements et normes promulgués en vertu des lois concernant l'hygiène, la santé et la sécurité, ainsi que tout autre survêtement ou articles nécessaires à l'hygiène et à la sécurité des salariés dans l'exercice de leurs fonctions, comme les vêtements de caoutchouc, les imperméables, les bottes, les verres de sécurité ajustés, etc.

Si en raison de l'hygiène, de la santé ou de la sécurité du salarié, ainsi que de la nature spécifique de son travail, certaines tâches peuvent exiger le port de vêtements ou articles spéciaux autres que ceux prévus ci-dessus, les parties locales verront à les déterminer par entente.

7-9.02 Les uniformes ou vêtements prévus à 7-9.01 qui sont fournis par le Collège demeurent sa propriété et le remplacement ne peut être fait que sur la remise du vieil uniforme ou vêtement, sauf en cas de force majeure. Il appartient au Collège de décider si un uniforme ou vêtement doit être remplacé.

Article 7-10.00 - Caisse d'économie

7-10.01 Le Collège consent sur autorisation écrite reçue du salarié, à déduire à la source, tout versement à être fait à toute caisse d'économie ou à une caisse populaire à la condition que ladite autorisation soit pour une période minimum de six (6) mois.

7-10.02 Les périodes de retenue sont de juillet à décembre inclusivement et de janvier à juin inclusivement.

Un mois avant que la première retenue ne soit effectuée, l'employeur doit avoir en main une formule signée par le salarié et spécifiant toutes informations pertinentes.

7-10.03 Les sommes retenues sont remises à la caisse d'économie ou à la caisse populaire au plus tard le quinzième jour du mois suivant.

Article 7-11.00 - Responsabilité civile

7-11-01 Sauf en cas de faute lourde, le Collège s'engage à prendre fait et cause de tout salarié dont la responsabilité civile est engagée par le fait de l'exercice de ses tâches et convient de n'exercer contre lui aucune réclamation à cet égard.

7-11.02 Dès que la responsabilité du Collège a été établie, le Collège dédommage tout salarié pour la perte totale ou partielle, le vol ou la destruction de biens personnels normalement utilisés ou apportés au Collège, sauf si le salarié a fait preuve de négligence grossière.

Dans le cas où telle perte, vol ou destruction serait déjà couvert par une assurance détenue par le salarié, la compensation versée sera égale à la perte effectivement subie par le salarié.

Article 7-12.00 - Allocation de dépenses

7-12.01 Aucun salarié n'est requis d'utiliser son automobile dans l'exercice de ses fonctions.

7-12.02 Le Collège rembourse au salarié toute dépense approuvée au préalable, encourue dans l'exercice de ses fonctions, selon la politique établie par le Collège et applicable à l'ensemble du personnel. Le remboursement doit être effectué au plus tard dans les trente (30) jours suivant la réclamation.

Article 7-13.00 - Salarié handicapé

7-13.01 Dans le cas d'un salarié devenu incapable de remplir les exigences normales de son emploi actuel à la suite d'un accident ou d'une maladie, le Collège, après discussion avec les représentants syndicaux et le salarié concerné, établit des conditions de travail différentes dans la mesure où le salarié concerné satisfait auxdites conditions ou permet à tel salarié de déplacer un autre salarié, si ce dernier y consent, le tout pouvant être soumis à la procédure des griefs s'il y a lieu.

7-13.02 Dans le cas où la modification aux conditions de travail prévue à 7-13.01 entraîne une classification comportant une réduction du taux de traitement, le salarié concerné conserve son taux de traitement jusqu'au moment où il est intégré dans l'échelle de salaire correspondant à sa nouvelle classe d'emploi.

Article 7-14.00 - Régimes d'assurance-vie, maladie et salaire

I - DISPOSITIONS GENERALES

7-14.01

Est admissible aux régimes d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance-salaire, à compter de la date d'entrée en vigueur des différents régimes jusqu'à sa mise en retraite:

- a) le salarié à temps complet ou à 75% et plus du temps complet: le Collège verse sa pleine contribution dans ce cas;
- b) le salarié à temps partiel, qui travaille moins de 75% du temps complet: le Collège verse, en ce cas, la moitié de la contribution payable pour le salarié concerné, le salarié payant le solde de la contribution du Collège en plus de sa propre contribution.

La participation d'un salarié admissible court à compter de l'entrée en vigueur du régime s'il est en service au Collège à cette date, sinon à compter de son entrée en service au Collège, sous réserve, en ce qui concerne l'assurance-maladie, des dispositions de la police d'assurance.

- c) le salarié remplaçant ayant moins de six (6) mois de service continu et le salarié occasionnel n'ont droit à aucune prestation en cas de décès, maladie ou invalidité.

7-14.02

Aux fins des présentes, on entend par personne à charge, le conjoint ou l'enfant à charge d'un salarié, tel que défini ci-après:

- a) conjoint: celui ou celle qui l'est devenu par suite d'un mariage légalement contracté au Québec ou ailleurs et reconnu comme valable par les lois du Québec ou par le

fait pour une personne non mariée de résider en permanence, depuis plus d'un (1) an avec une personne non mariée de sexe différent, qu'elle présente ouvertement comme son conjoint étant précisé que la dissolution du mariage par divorce ou annulation fait perdre ce statut de conjoint de même que la séparation de fait, depuis plus de trois (3) mois, dans le cas d'un mariage non légalement contracté.

- b) enfant à charge: un enfant du salarié, de son conjoint ou des deux (2), y compris un enfant pour lequel des procédures d'adoption sont entreprises, non marié et résidant ou domicilié au Canada, qui dépend du salarié pour son soutien et est âgé de moins de dix-huit (18) ans; ou, s'il fréquente à temps complet à titre d'étudiant dûment inscrit, une maison d'enseignement reconnue, est âgé de moins de vingt-cinq (25) ans, ou quel que soit son âge, un enfant qui a été frappé d'invalidité totale avant son dix-huitième (18e) anniversaire de naissance ou son vingt-cinquième (25e) anniversaire de naissance s'il fréquentait une maison d'enseignement reconnue et demeure continuellement invalide depuis cette date.

7-14.03

Par invalidité, on entend un état d'incapacité résultant d'une maladie ou d'un accident ou résultant directement d'une complication d'une grossesse ou d'une interruption de grossesse avant la vingtième (20e) semaine précédant la date prévue pour la naissance, nécessitant des soins médicaux et qui rend le salarié totalement incapable d'accomplir les tâches habituelles de son emploi ou de tout autre emploi analogue et comportant une rémunération similaire qui lui est offert par le Collège. L'invalidité couvre également une incapacité résultant d'une hospitalisation pour intervention chirurgicale ou d'une intervention médicale au cabinet du médecin, liée au planning familial.

7-14.04

Une période d'invalidité est toute période continue d'invalidité ou une suite de périodes successives séparées par moins de cinq (5)* jours de travail effectif à temps complet ou de disponibilité pour un travail à temps complet à moins que le salarié n'établisse à la satisfaction du Collège ou de son représentant qu'une période subséquente est attribuable à une maladie ou à un accident complètement étranger à la cause de l'invalidité précédente.

7-14.05

Une période d'invalidité résultant de maladie ou de blessure qui a volontairement été causée par le salarié lui-même, d'alcoolisme ou de toxicomanie, de participation active à une émeute, à une insurrection, ou à des actes criminels ou de service dans les forces armées n'est pas reconnue comme une période d'invalidité aux fins des présentes.

Nonobstant ce qui précède, dans le cas d'alcoolisme ou de toxicomanie, est reconnue comme période d'invalidité aux fins des présentes, la période d'invalidité pendant laquelle le salarié reçoit des traitements ou soins médicaux en vue de sa réhabilitation.

7-14.06

Les dispositions du régime d'assurance-vie prévues à la convention collective 1975-79 continuent de s'appliquer jusqu'à la date de la signature de la convention.

Les dispositions du régime d'assurance-maladie prévues à la convention collective 1975-1979 continuent de s'appliquer jusqu'à la date prévue par le comité paritaire.

Les dispositions du régime d'assurance-salaire prévues à la convention collective 1975-1979 continuent de s'appliquer jusqu'à la date de la signature de la convention collective.

*Lire "quinze (15) jours" au lieu de "cinq (5) jours" si la période continue d'invalidité qui précède le retour au travail est supérieure à trois (3) mois de travail.

7-14.07 Les régimes d'assurance-vie et d'assurance-salaire prévus au présent article entrent en vigueur à la date de signature de la convention collective sous réserve de la clause 7-14.06 qui précède.

7-14.08 En contrepartie de la contribution du Collège aux régimes d'assurance prévus ci-après, la totalité du rabais consenti par la Commission d'assurance-chômage dans le cas d'un régime enregistré est acquise au Collège.

II - COMITE PARITAIRE

7-14.09 La partie patronale négociante d'une part, et la partie syndicale négociante d'autre part, conviennent de former un comité paritaire unique de six (6) personnes responsables de l'établissement et de l'application du régime d'assurance-maladie.

7-14.10 Le comité choisit hors de ses membres un président au plus tard dans les vingt (20) jours de la signature de la présente entente provinciale; à défaut, ce président est choisi dans les vingt (20) jours suivants par le Juge en chef du Tribunal du travail. Ce président est de préférence un actuaire, domicilié et résidant au Québec depuis au moins trois (3) ans ou, à défaut, une personne ayant des qualifications équivalentes.

7-14.11 La partie patronale négociante d'une part, et la partie syndicale négociante d'autre part, disposent chacune d'un vote. Le président dispose d'un vote qu'il doit exprimer uniquement en cas d'égalité des voix. Sous réserve des autres recours de chacune des parties provinciales, celles-ci renoncent expressément à contester toute décision du comité ou de son président devant un tribunal d'arbitrage.

- 7-14.12 Si la partie syndicale maintient ou établit un ou plusieurs régimes complémentaires, le coût de ces régimes est entièrement à la charge des participants. Le Collège facilite toutefois la mise en place et l'application de ces régimes, notamment en effectuant la retenue des cotisations requises.
- 7-14.13 Le comité paritaire peut choisir de se regrouper avec d'autres comités paritaires prévus dans d'autres conventions collectives et d'opérer comme un seul comité paritaire. En ce cas, les groupes couverts par ces comités constituent un seul groupe pour fins d'assurance. Un comité paritaire qui a choisi de se regrouper, ne peut se retirer du groupe, qu'à un anniversaire du contrat d'assurance, subordonnément à un préavis écrit de quatre-vingt-dix (90) jours aux autres comités paritaires, membres du comité regroupé.
- En cas de désaccord entre les parties négociantes sur le fait pour le comité de se regrouper, le président doit s'abstenir de voter et le statu quo est maintenu.
- 7-14.14 Advenant qu'un assureur choisi par le comité modifie en tout temps les bases de calcul de sa rétention, le comité peut décider de procéder à un nouveau choix; si l'assureur cesse de se conformer au cahier des charges ou encore modifie substantiellement son tarif ou les bases de calcul de sa rétention, le comité est tenu de procéder à un nouveau choix. Une modification est substantielle si elle modifie la position relative de l'assureur choisi par rapport aux soumissions fournies par les autres assureurs.
- 7-14.15 Aux fins de l'application de la clause 7-14.14, le comité doit déterminer les dispositions du régime d'assurance-maladie et, selon que les circonstances l'exigent ou non, préparer un cahier des charges.

Le cahier des charges doit stipuler que le comité peut obtenir de l'assureur un état détaillé des opérations effectuées en vertu du contrat, diverses compilations statistiques et tous les renseignements nécessaires à la vérification du calcul de la rétention.

Le comité doit aussi pouvoir obtenir de l'assureur, moyennant des frais raisonnables qui s'ajoutent à ceux prévus par la formule de rétention, tout état ou compilations statistiques additionnels utiles et pertinents que peut lui demander la Fédération des Cégeps, le Ministère ou la partie syndicale négociante. Le comité fournit à la Fédération des Cégeps, au Ministère et à la partie syndicale négociante une copie des renseignements ainsi obtenus.

7-14.16

Afin d'obtenir un ou des contrats d'assurance-groupe couvrant l'ensemble des participants aux régimes, le comité peut procéder par appel d'offres ou selon toute autre méthode qu'il détermine, à toutes les compagnies d'assurance ayant leur siège social au Québec. Le contrat doit comporter une disposition spécifique quant à la réduction de prime qui est effectuée si les médicaments prescrits par un médecin cessent d'être considérés comme des dépenses admissibles donnant droit à un remboursement à cause d'une modification au régime d'assurance-maladie couvrant ces médicaments.

7-14.17

Le comité doit procéder à une analyse comparative des soumissions reçues, le cas échéant, et après avoir arrêté son choix, transmettre à chacune des parties provinciales au comité paritaire, tant le rapport de l'analyse que l'exposé des motifs qui militent en faveur de son choix. L'assureur choisi peut être un assureur seul ou un groupe d'assureurs agissant comme un assureur seul.

7-14.18.

Tout contrat doit être émis conjointement au nom des parties provinciales constituant le comité et comporter entre autres les stipulations suivantes:

- a) une garantie que ni les facteurs de la formule de rétention, ni le tarif selon lequel les primes sont calculées, ne peuvent être majorés avant le 1er janvier qui suit la fin de la première année complète d'assurance, ni plus fréquemment qu'à tous les douze (12) mois par la suite;
- b) l'excédent des primes sur les indemnités ou remboursements payés aux assurés doit être remboursé annuellement par l'assureur à titre de dividendes ou de ristournes, après déduction des montants convenus suivant la formule de rétention pré-établie pour contingence, administration, réserves, taxes et profit;
- c) la prime pour une période est établie selon le tarif qui est applicable au participant au premier jour de la période;
- d) aucune prime n'est payable pour une période au premier jour de laquelle le salarié n'est pas un participant; de même la pleine prime est payable pour une période au cours de laquelle le salarié cesse d'être un participant.

7-14.19

Le comité paritaire confie à la Fédération des Cégeps et au Ministère de l'Éducation l'exécution des travaux requis pour la mise en marche et l'application du régime d'assurance-maladie; ces travaux sont effectués selon les directives du comité. La Fédération des Cégeps et le Ministère de l'Éducation ont droit au remboursement des coûts encourus tel que prévu ci-après.

7-14.20

Les dividendes ou ristournés payables résultant de l'expérience favorable des régimes constituent des fonds confiés à la gestion du comité. Les honoraires, y compris les honoraires du président du comité, frais ou déboursés encourus pour la mise en marche et l'application du

régime constituent une première charge sur ces fonds étant précisé que les frais remboursables ne comprennent pas les frais normaux d'opération du Collège. Le solde des fonds d'un régime est utilisé par le comité paritaire soit pour accorder un congé de prime pour une période, soit pour faire face à des augmentations de taux de primes, soit pour améliorer les régimes déjà existants.

7-14.21

Les membres du comité paritaire peuvent s'absenter de leur travail sans perte de salaire ni de droits pour exécuter le mandat prévu au présent article. Ils n'ont cependant droit à aucun remboursement de dépenses ni à aucune rémunération pour leurs services à ce titre mais leur employeur leur verse néanmoins leur salaire régulier.

III - REGIME UNIFORME D'ASSURANCE-VIE

7-14.22

Le salarié à temps complet, visé à l'alinéa a) de la clause 7-14.01, bénéficie, sans contribution de sa part, d'une prestation de décès d'un montant de 6 400 \$. Ce montant est réduit à 3 200 \$ pour le salarié visé à l'alinéa b) de la clause 7-14.01 de la convention.

7-14.23

Le salarié qui, à la date de signature de la convention, bénéficie, dans le cadre d'un régime collectif auquel le Collège contribue, d'assurance-vie d'un montant plus élevé que celui prévu aux présentes demeure assuré selon les dispositions du régime collectif en cause pour l'excédent de ce montant sur celui prévu aux présentes.

Pour bénéficier de la présente clause, les retraités concernés doivent en faire la demande au Collège sur la formule prescrite à cette fin au plus tard le 1er mai 1980. De plus, ces retraités défraient, sur base mensuelle, le coût de cette assurance.

IV - REGIME D'ASSURANCE-MALADIE

7-14.24

Le régime de base couvre, au moins, suivant les modalités arrêtées par le comité paritaire, les médicaments vendus par un pharmacien licencié ou un médecin dûment autorisé, sur ordonnance d'un médecin ou d'un dentiste, la chambre semi-privée d'hôpital, le transport en ambulance, les frais hospitaliers et médicaux non autrement remboursables alors que le salarié assuré est temporairement à l'extérieur du Canada et que sa condition nécessite son hospitalisation, les frais d'achat d'un membre artificiel pour une perte survenue en cours d'assurance ou autres fournitures et services prescrits par le médecin traitant et nécessaires au traitement de la maladie et les services d'un chiropraticien nécessaires au traitement du salarié.

7-14.25

La contribution du Collège au régime d'assurance-maladie quant à tout salarié ne peut excéder le moindre des montants suivants:

- a) dans le cas d'un participant assuré pour lui-même et ses personnes à charge: 45 \$ par année;
- b) dans le cas d'un participant assuré seul: 18 \$ par année;
- c) le double de la cotisation versée par le participant lui-même pour les prestations prévues par le régime d'assurance-maladie.

Nonobstant la clause 7-14.06, telle contribution du Collège s'applique à compter du 1er juillet 1979.

7-14.26

Advenant l'extension aux médicaments de la couverture du régime d'assurance-maladie au Québec, les montants de 45 \$ et de 18 \$ seront diminués des deux-tiers (2/3) du coût annuel des prestations d'assurance-médicaments incluses dans le présent régime. Le solde non-utilisé, s'il en est, servira pour fins de protection supplémentaire à l'assurance-maladie. Le comité paritaire détermine cette protection supplémentaire.

7-14.27

Le régime d'assurance-maladie entre en vigueur à la signature de la convention ou ultérieurement à la date prévue par le comité paritaire, si ce dernier n'a pu compléter les opérations avant la date de la signature de la convention.

7-14.28

Les prestations d'assurance-maladie sont réductibles des prestations payables, en vertu de tout autre régime public ou privé, individuel ou collectif.

7-14.29

La participation au régime de base d'assurance-maladie est obligatoire mais un salarié peut, moyennant un préavis écrit au Collège, refuser ou cesser de participer au régime d'assurance-maladie, à condition qu'il établisse que lui-même et ses personnes à charge sont assurés en vertu d'un régime d'assurance-groupe comportant des prestations similaires.

7-14.30

Un salarié qui a refusé ou cessé de participer au régime peut y devenir admissible aux conditions suivantes:

- a) il doit établir à la satisfaction de l'assureur:
 - qu'antérieurement, il était assuré en vertu du présent régime d'assurance-maladie ou de tout autre régime accordant une protection similaire;
 - qu'il est devenu impossible qu'il continue à être assuré;
 - qu'il présente sa demande dans les trente (30) jours suivant la cessation de son assurance;
- b) subordonnément à l'alinéa a) précédent, l'assurance prend effet le premier jour de la période au cours de laquelle la demande parvient à l'assureur;
- c) dans le cas d'une personne qui, antérieurement à sa demande, n'était pas assurée en vertu du présent régime d'assurance-maladie l'assureur n'est pas responsable du paiement de prestations qui pourraient être payables par l'assureur précédent en vertu d'une clause de prolongation ou de conversion ou autrement.

7-14.31

Il est loisible au comité de convenir du maintien, d'année en année, avec les modifications appropriées, de la couverture du régime sur la tête des retraités sans contribution du Collège et pourvu que:

- la cotisation des salariés pour le régime et la cotisation correspondante du Collège soient établies en excluant tout coût résultant de l'extension aux retraités;
- les déboursés, cotisations et ristournes pour les retraités soient comptabilisés séparément et que toute cotisation additionnelle payable par les salariés, eu égard à l'extension du régime aux retraités, soit clairement identifiée comme telle.

V - ASSURANCE-SALAIRE

7-14.32

Subordonnement aux dispositions des présentes, un salarié a droit pour toute période d'invalidité, durant laquelle il est absent du travail:

- a) jusqu'à concurrence du moindre du nombre de jours de congés-maladie accumulés à son crédit ou de cinq (5) jours ouvrables: au paiement d'une prestation équivalente au salaire qu'il recevrait s'il était au travail;
- b) à compter de l'arrêt du paiement de la prestation prévue à l'alinéa a), le cas échéant, mais jamais avant l'expiration d'un délai de carence de cinq (5) jours ouvrables depuis le début de la période d'invalidité et jusqu'à concurrence de cinquante-deux (52) semaines à compter du début de la période d'invalidité: au paiement d'une prestation d'un montant égal à 85% de son salaire;

- c) à compter de l'expiration de la période précitée de cinquante-deux (52) semaines jusqu'à concurrence d'une période additionnelle de cinquante-deux (52) semaines: au paiement d'une prestation d'un montant égal à 66 2/3% de son salaire;
- d) à compter de l'expiration de la période précitée de cent quatre (104) semaines: utilisation des jours accumulés de congés de maladie à moins que le salarié ne soit couvert par un régime complémentaire et collectif d'assurance invalidité de longue durée.

7-14.33

Le salaire du salarié, aux fins du calcul de la prestation prévue à la clause 7-14.32, est le salaire qu'il recevrait s'il était au travail, sous réserve d'un changement d'échelon à intervenir au cours de sa période d'invalidité, ce changement d'échelon n'intervenant que dans le cas où le salarié a travaillé pendant au moins six (6) mois durant les douze (12) mois précédant sa date d'avancement d'échelon. Pour les salariés autres que les temps plein, le montant est réduit au prorata sur la base du temps travaillé au cours du mois précédent par rapport au montant de la prestation payable sur la base du temps plein.

7-14.34

Tant que des prestations demeurent payables y compris le délai de carence, le cas échéant, le salarié invalide continue de participer au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), ou au régime de retraite des enseignants (RRE) ou au régime de retraite des fonctionnaires (RRF), selon le régime le régissant et de bénéficier des régimes d'assurances. Toutefois, il doit verser les cotisations requises aux régimes de retraite (RREGOP, RRE ou RRF) sauf qu'à compter de l'arrêt du paiement de la prestation prévue à la clause 7-14.32 a), il bénéficie de l'exonération de ces cotisations aux régimes de retraite sans perte de ses droits. Les dispositions relatives à l'exonération de ces cotisations font partie intégrante des dispositions du régime de retraite et le coût en résultant est partagé comme celui de toute autre prestation. Sous réserve des dispositions

de la convention collective, le paiement des prestations ne doit pas être interprété comme conférant au prestataire le statut de salarié régulier ni comme ajoutant à ses droits en tant que tel, en ce qui a trait notamment à l'accumulation des jours de congés-maladie.

7-14.35

Les prestations sont réduites du montant initial d'invalidité de base payable en vertu du Régime de rentes du Québec, de la Loi des accidents du travail, du Régime d'assurance-automobile du Québec et du Régime de retraite, sans égard aux augmentations ultérieures des prestations de base résultant de l'indexation.

7-14.36

Dans le cas particulier où l'invalidité donne droit à des indemnités versées en vertu de la Loi des accidents du travail, les dispositions suivantes s'appliquent:

- a) le salarié reçoit du Collège une prestation égale à cent pour cent (100%) du salaire net qu'il recevait à la date de l'accident. Le salarié est admissible à cette prestation jusqu'à la date à compter de laquelle la Commission des Accidents du Travail décrète l'incapacité permanente;
- b) nonobstant le paragraphe précédent, si la décision de la Commission des Accidents du Travail est rendue avant la fin des périodes prévues au paragraphe b) et c) de la clause 7-14.32, la prestation versée par le Collège pour le reste des cent quatre (104) semaines qui restent à couvrir depuis le début de l'invalidité est conforme aux stipulations de la clause 7-14.32 b) ou c) le cas échéant;
- c) tout salarié de retour au travail suite à un accident de travail pour lequel la C.A.T. exige des examens supplémentaires ou périodiques et qui l'obligent à s'absenter de son travail, obtient un congé sans perte de traitement pour toute la durée de l'absence, y incluant le temps de déplacement.

- d) pendant la période où les prestations sont versées conformément au paragraphe a) ci-dessus, les prestations versées par la Commission des Accidents du Travail, pour la même période, sont acquises au Collège;
- e) pendant la période où les prestations sont versées conformément au paragraphe b) ci-dessus, ces prestations sont réduites du montant initial de toutes prestations d'invalidité de base payables en vertu du Régime de rentes du Québec, de la Loi des accidents du travail, du Régime d'assurance-automobile du Québec et du Régime de retraite, sans égard aux augmentations ultérieures des prestations de base résultant de l'indexation;
- f) la caisse de congés-maladie du salarié n'est pas affectée par une telle absence et le salarié sera considéré comme recevant des prestations d'assurance-salaire.

Aux fins de l'application de la présente clause, le salaire net s'entend du salaire brut réduit des impôts fédéral et provincial et des cotisations au R.R.Q. et au Régime d'assurance-chômage.

7-14.37

Le paiement de la prestation cesse au plus tard avec celui prévu pour la dernière semaine du mois au cours duquel le salarié atteint l'âge de soixante-cinq (65) ans. Le montant de la prestation se fractionne, le cas échéant, à raison de 1/5 du montant prévu pour une semaine complète par jour ouvrable d'invalidité au cours de la semaine normale de travail.

7-14.38

La prestation d'assurance-salaire est payable durant une grève ou un lock-out si la période d'invalidité a commencé avant le début de la grève ou du lock-out et pour laquelle le salarié fournit un certificat médical au Collège. De même, toute période d'invalidité commençant pendant la grève ou le lock-out n'ouvre droit à une prestation qu'à compter de la fin de la grève ou du lock-out.

7-14.39

Le versement des prestations payables, tant à titre de jours de maladie qu'à titre d'assurance-salaire, est effectué directement par le Collège, mais subordonné à la présentation par le salarié des pièces justificatives exigibles en vertu de la clause 7-14.40.

7-14.40

En tout temps, le Collège peut exiger de la part du salarié absent pour cause d'invalidité et ce, par demande individuelle, un certificat médical attestant de la nature et de la durée de l'invalidité. Cependant, ce certificat est aux frais du Collège si le salarié est absent durant moins de quatre (4) jours. Le Collège peut également faire examiner le salarié relativement à toute absence ou à son retour au travail, suite à une absence. Le coût de l'examen, de même que les frais de transport du salarié lorsque l'examen l'oblige à se déplacer à plus de cinquante (50) kilomètres du Collège, sont à la charge du Collège.

Le Collège doit traiter les certificats médicaux ou les résultats d'examens médicaux de façon confidentielle.

Dans l'éventualité où l'avis du médecin choisi par le Collège est contraire à celui du médecin consulté par le salarié, ce dernier a droit à un examen fait par un médecin désigné conjointement par les deux (2) médecins consultés. Les conclusions de ce troisième médecin sont finales. Cet examen de même que les frais de transport prévus au paragraphe précédent sont aux frais du Collège.

7-14.41

S'il y a refus de paiement en raison de l'inexistence ou de la cessation présumée de l'invalidité, le salarié peut en appeler de la décision selon la procédure normale de grief et d'arbitrage.

7-14.42

a) Le cas échéant, le 1er juillet de chaque année, le Collège crédite à tout salarié à temps complet à son emploi et

couvert par le présent article, sept (7) jours de congés-maladie. Les jours ainsi accordés sont non cumulatifs mais monnayables au 30 juin de chaque année, lorsque non utilisés au cours de l'année, en vertu de la convention collective et ce, à raison de un deux-cent-soixantième (1/260e) du salaire applicable à cette date par jour non utilisé, le prorata d'un deux-cent-soixantième (1/260e) du traitement s'appliquant pour la fraction de jour non utilisée.

- b) Cependant, dans le cas d'une première année de service d'un salarié, sauf dans le cas de celui qui est relocalisé dans le cadre de la sécurité d'emploi, le Collège ajoute un crédit de six (6) jours de congés-maladie non monnayables.
- c) Le salarié qui a treize (13) jours ou moins de congés-maladie accumulés à son crédit au 1er juin peut, en avisant par écrit le Collège avant cette date, choisir de ne pas monnayer le solde au 30 juin des sept (7) jours accordés en vertu du paragraphe a) de la présente clause et non utilisés en vertu du présent article. Le salarié ayant fait ce choix, ajoute au 30 juin le solde de ces sept (7) jours, qui deviennent non monnayables, à ses jours de congés-maladie déjà accumulés.

7-14.43

Si un salarié devient couvert par le présent article en cours d'année contractuelle, le nombre de jours monnayables crédités pour l'année en cause est réduit au prorata du nombre de mois complets de service depuis juillet jusqu'au moment où il devient couvert. De même, si un salarié quitte son emploi en cours d'année contractuelle, le nombre de jours monnayables qui lui sont remboursés est réduit au prorata du nombre de mois complets de service depuis juillet jusqu'au moment de son départ. Un mois complet de service signifie un mois au cours duquel le salarié a travaillé la moitié ou plus du nombre de jours ouvrables contenus dans ce mois.

Aux fins d'application de la présente clause seulement, le congé de maternité prévu à l'article 7-4.00 et la prolongation de ce congé, n'entraînent pas de réduction du nombre de jours crédités pour l'année en cause.

7-14.44

Dans le cas d'un salarié à temps partiel, le nombre de jours crédités est réduit au prorata de la semaine régulière de travail qu'il assume par rapport à celle du salarié à temps plein à l'emploi du Collège.

7-14.45

Les invalidités en cours de paiement à la date de signature de la convention collective demeurent couvertes selon le régime en vigueur au début de l'invalidité étant précisé que la présente clause n'a pas pour effet d'augmenter les bénéfices prévus au présent régime d'assurance-salaire, notamment en ce qui a trait au montant et à la durée des prestations.

7-14.46

Le salarié qui bénéficiait de jours de congés-maladie monnayables conserve le droit au remboursement de la valeur des jours remboursables accumulés au 1er janvier 1973, en conformité des dispositions de la convention collective antérieurement applicable étant précisé que, même si aucun nouveau jour n'est crédité, le pourcentage des jours monnayables est déterminé en tenant compte des années de service tant avant qu'après le 1er janvier 1973.

Cette valeur est déterminée selon le traitement au 1er janvier 1973 et porte intérêt aux taux de 5% composé annuellement. Ces dispositions n'ont toutefois pas pour effet de modifier la valeur déjà arrêtée pour des jours de congés-maladie monnayables dont la valeur a été déterminée en vertu d'une convention antérieure.

La valeur des jours monnayables au crédit d'un salarié peut être utilisée pour acquitter le coût du rachat d'années de service antérieures comme prévu dans les dispositions relatives aux régimes de retraite (RRE et RREGOP).

Les jours de congés-maladie monnayables au crédit d'un salarié au 1er janvier 1973 peuvent également être utilisés, à raison de un (1) jour par jour, pour d'autres fins que la maladie lorsque les conventions collectives antérieures prévoyaient une telle utilisation. De même, les jours de congés-maladie monnayables au crédit d'un salarié au 1er janvier 1973 peuvent également être utilisés, à raison de un (1) jour par jour, pour d'autres fins que la maladie à savoir: en cas de maternité (y compris les prolongations du congé de maternité) ou pour prolonger le congé pour invalidité du salarié après expiration des bénéfices prévus à l'alinéa c) de la clause 7-14.32. Le salarié peut également utiliser ses jours de congés-maladie non monnayables à son crédit, à raison de un (1) jour par jour, pour prolonger son congé pour invalidité après expiration des bénéfices prévus à l'alinéa c) de la clause 7-14.32.

Les jours de congés-maladie monnayables au crédit du salarié au 1er janvier 1973 sont réputés utilisés à cette date, lorsqu'utilisés tant en vertu de la présente clause qu'en vertu des autres clauses du présent article 7-14.00.

7-14.47

Le salarié qui, par application de la clause 38.00 de la convention collective 1972-75, a choisi de ne pas utiliser ses jours monnayables est réputé maintenir ce choix pour la durée de la présente convention.

7-14.48

Les jours de congés-maladie au crédit d'un salarié au 30 juin 1979 demeurent à son crédit et les jours utilisés sont soustraits du total accumulé. L'utilisation des jours de congés-maladie se fait dans l'ordre suivant:

1. Les jours monnayables crédités en vertu de la clause 7-14.42 de la convention.
2. Après épuisement des jours mentionnés en 1. les autres jours monnayables au crédit du salarié autres que ceux prévus à la clause 7-14.47.
3. Après épuisement des jours mentionnés en 1. et 2. les jours non monnayables au crédit du salarié.

Article 7-15.00 - Congé sans traitement

- 7-15.01 Le Collège peut accorder au salarié régulier qui en fait la demande par écrit un congé sans traitement, après consultation au Comité des Relations du Travail.
- 7-15.02 La durée d'un tel congé sans traitement n'excède pas douze (12) mois, et peut être prolongée par entente entre les parties.
- 7-15.03 A l'expiration du congé, le salarié reprend son poste, sous réserve des dispositions relatives à la sécurité d'emploi. Le salarié qui ne se présente pas au travail à l'expiration d'un tel congé est réputé avoir remis sa démission à moins qu'il ne s'agisse d'une absence autorisée en vertu de la convention, auquel cas le salarié informe immédiatement le Collège du motif de son absence.
- 7-15.04 Le salarié bénéficiant d'un tel congé peut se prévaloir des avantages des régimes d'assurances collectives et du régime de retraite, à la condition qu'il en assume le coût total et en autant que les polices maîtresses et la Loi le permettent.

CHAPITRE 8 - PERFECTIONNEMENT

Article 8-1.00 - Dispositions générales

8-1.01 En vue de répondre à ses besoins et de développer les compétences particulières des salariés, le Collège fournit à tous les salariés les possibilités réelles de perfectionnement dans les activités, études, stages ou travaux utiles à l'accomplissement de leur tâche.

A cet effet, le Collège fait profiter lesdits salariés de la politique de perfectionnement prévue au présent chapitre.

8-1.02 Le Collège respecte les engagements contractés antérieurement à la date de la signature de la convention vis-à-vis le salarié à son emploi et lui permet de compléter les activités de perfectionnement déjà entreprises.

8-1.03 Les sommes impliquées par les engagements mentionnés à la clause 8-1.02 sont prises à même le montant que peut affecter le Collège à la réalisation de sa politique de perfectionnement.

8-1.04 Le salarié qui, tel qu'autorisé par le Collège, poursuit une activité de perfectionnement pendant son horaire régulier de travail, reçoit le traitement qu'il recevrait s'il était au travail. L'horaire régulier de travail de ce salarié n'est pas modifié de ce fait sauf après entente entre le salarié et le Collège.

Article 8-2.00 - Perfectionnement local

- 8-2.01 Les parties reconnaissent l'importance d'assurer le perfectionnement des salariés et elles s'engagent à coopérer à cette fin au Comité local de perfectionnement.
- 8-2.02 Les activités de perfectionnement s'entendent de toute activité conduisant à l'acquisition de techniques et d'habilités propres à améliorer l'accomplissement des tâches du salarié.
- 8-2.03 Les activités de formation s'entendent de toute activité (à temps complet ou à temps partiel) conduisant à l'obtention d'un diplôme.
- 8-2.04 Les cours de formation dispensés par le Collège, sauf ceux d'éducation populaire, sont gratuits pour les salariés à condition toutefois qu'ils procurent à ceux qui les suivent une possibilité de perfectionnement professionnel ou une augmentation de leurs qualifications académiques, que les inscriptions venant du grand public aient priorité et qu'un tel avantage n'oblige pas le Collège à organiser les cours ou à engager du personnel enseignant supplémentaire.
- 8-2.05 Pour l'application de la politique de perfectionnement local, le Collège dispose, par année contractuelle, par salarié régulier à temps complet, d'un montant de vingt-quatre dollars (24\$), et ce pour la durée de la convention.

- 8-2.06 Le solde du montant prévu à la clause 8-2.05 est transféré à l'année contractuelle suivante s'il n'a pas été dépensé ou engagé au cours de l'année contractuelle. Cette disposition s'applique à compter de l'année contractuelle 1979-80.
- 8-2.07 Le Collège consulte obligatoirement le Comité local de perfectionnement avant d'établir une politique de perfectionnement applicable aux salariés à son emploi.
- 8-2.08 Dans les trente (30) jours suivant la signature de la convention, à la demande de l'une ou l'autre des parties, le Collège et le Syndicat forment un Comité local de perfectionnement.

Ce Comité est paritaire et composé de deux (2) représentants du Collège et de deux (2) représentants du Syndicat.

Ce Comité a pour fonction:

- a) de recevoir les demandes de perfectionnement des salariés, de les analyser, de les discuter et de transmettre au Collège ses recommandations;
 - b) de procéder à l'étude des besoins de perfectionnement des salariés;
 - c) d'entreprendre les démarches nécessaires pour que les salariés puissent bénéficier de toutes les facilités de perfectionnement qui leur sont accessibles.
- 8-2.09 Le Comité établit ses propres règles de procédure de fonctionnement.

CHAPITRE 9 - PROCEDURES DE REGLEMENT DES GRIEFS ET D'ARBITRAGE

Article 9-1.00 - Procédure de règlement des griefs

9-1.01 Tout grief est logé et réglé conformément aux dispositions du présent chapitre.

9-1.02 Tout salarié, seul ou accompagné du représentant autorisé du Syndicat, peut, avant de loger un grief tenter de régler son problème avec son supérieur immédiat. A défaut d'entente, les parties conviennent de se conformer à la procédure ci-après prévue afin d'en arriver à un règlement dans les plus brefs délais.

9-1.03 Le salarié ou le Syndicat qui veut loger un grief en relation avec les dispositions de la convention doit déposer par écrit son grief au Collège dans les trente (30) jours ouvrables suivant la connaissance du fait sans dépasser six (6) mois de l'occurrence du fait qui a donné lieu au grief.

Si plusieurs salariés pris collectivement ou si le Syndicat comme tel estime avoir un objet de grief, le Syndicat, par son représentant autorisé à cette fin, peut dans les trente (30) jours ouvrables de la connaissance du fait sans dépasser six (6) mois de l'occurrence du fait qui justifie le grief, loger ce grief au responsable du personnel du Collège à l'aide du formulaire prévu à 9-1-04.

9-1.04 Aux fins de la soumission écrite d'un grief, un formulaire approprié (ci-annexé) doit être rempli par le salarié ou le Syndicat établissant les faits à l'origine du grief, mentionnant autant que possible les clauses de la convention qui y sont impliquées et le correctif requis.

9-1.05 a) Dans les trente (30) jours de la signature de la convention, les parties conviennent de constituer le Comité des griefs.

b) Le Comité des griefs est un comité regroupant les parties. Il est paritaire et permanent. Il sert à discuter tout grief qui lui est soumis selon 9-1.06.

c) Le Comité des griefs est composé de six (6) personnes dont trois (3) salariés désignés par le Syndicat et de trois (3) personnes désignées par le Collège. Il sera loisible aux parties de s'adjoindre chacune un consultant extérieur.

Lorsque les parties désignent leurs représentants, elles doivent en même temps désigner un (1) ou deux (2) substituts. Ces derniers ne sont habilités à siéger que lorsqu'ils remplacent les délégués absents ou incapables d'agir ou encore s'il y a accord à l'effet contraire entre les parties.

d) Le salarié, dont le cas est discuté au Comité des griefs, en est préalablement averti par écrit par le Collège. A sa demande et pour autant qu'il se présente à l'heure convenue, le salarié est entendu par le Comité des griefs.

- 9-1.06 a) Suite à la soumission du grief logé selon 9-1.03, ou 9-1.04 selon le cas, le Collège doit convoquer le Comité des griefs dans un délai de cinq (5) jours ouvrables pour tout grief logé par un salarié ou par le Syndicat, à moins que le Collège ne fasse droit au grief.
- b) Lors de la présentation du grief au Comité des griefs, les parties doivent présenter un rapport écrit de leur enquête établissant les faits ou circonstances reliés au grief. Toutefois, les parties ne sont pas liées par le contenu de ces rapports au niveau de l'arbitrage et le rapport d'une des parties ne peut être utilisé contre elle lors de l'arbitrage.
- c) S'il y a entente au niveau du Comité des griefs, les parties sont liées par une telle entente. Le salarié visé par une telle entente ne peut se prévaloir des dispositions relatives à l'arbitrage et se trouve lié par ladite entente ou règlement.
- d) Il y a obligation pour les parties de tenir une séance du comité des griefs, dans le délai prévu au paragraphe a) de la présente clause pour tenter de régler tout grief soumis selon la procédure prévue au présent article.
- 9-1.07 Le Collège rend sa décision au salarié concerné avec copie au Syndicat dans les quinze (15) jours ouvrables qui suivent la soumission du grief. Dans le cas d'un

grief logé par le Syndicat, la décision du Collège est transmise dans le même délai au Syndicat. Le Syndicat peut soumettre le grief à l'arbitrage en tout temps à compter du dépôt du grief au Collège sans excéder les délais prévus à 9-2.01.

- 9-1.08 La formulation du grief peut, postérieurement à sa soumission, être amendée, mais à la condition que l'amendement n'ait pas pour effet d'en changer la nature. Si un tel amendement de forme est soumis dans les cinq (5) jours ouvrables précédant l'arbitrage, le Collège peut demander que l'audition procède à une date ultérieure.

Une erreur technique dans la formulation d'un grief, y compris la présentation par écrit autrement que sur les formules prévues au présent article, n'en affecte pas la validité.

- 9-1.09 Les délais prévus au présent article sont de rigueur et ne peuvent être prolongés que par entente écrite entre le Collège et le Syndicat.

Chacune des étapes de cette procédure doit être épuisée avant de passer à la suivante, sauf si les parties en conviennent autrement par écrit.

- 9-1.10 Le salarié qui a quitté son emploi conserve le droit de loger un grief relatif à toute somme due par le Collège et ce, conformément aux dispositions du présent article.

Article 9-2.00 - Procédure d'arbitrage

9-2.01 Suite au recours à la procédure de grief prévu à l'article 9-1.00, le Syndicat qui désire soumettre le grief à l'arbitrage doit, dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent le dépôt du grief, donner un avis écrit au Collège et au premier président dont le nom apparaît au présent article. Ce délai est de rigueur et ne peut être prolongé sans le consentement écrit des parties.

En même temps que l'avis d'arbitrage, le Syndicat fait parvenir au premier président, l'avis de grief. Cet avis, sauf en cas de force majeure, est présenté sur la formule prescrite à cette fin. La date de signature du récipissé du dépôt d'arbitrage sous pli recommandé constitue une preuve servant à calculer les délais.

9-2.02 Le premier président des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'Education assure la bonne marche des tribunaux d'arbitrage concernés par la présente en collaboration avec le greffier en chef.

Le greffier en chef voit à la bonne marche du greffe des tribunaux d'arbitrage du secteur de l'Education.

9-2.03 Sur réception de l'avis à l'effet qu'un grief est soumis à l'arbitrage, le greffe ouvre un dossier auquel il donne un numéro de cause, fait parvenir au Syndicat et au Collège, un accusé de réception indiquant le numéro de la cause et la date de réception. De plus, il fait parvenir à la Fédération des Cegeps, à la partie syndicale négociante concernée et au Ministère, une copie de l'avis d'arbitrage et de l'accusé de réception.

9-2.04 Les représentants des parties négociantes se rencontrent mensuellement afin d'acheminer les griefs reçus au cours du mois précédent à l'un ou l'autre des modes d'arbitrage qui suit, selon la nature des griefs:

- a) le tribunal d'arbitrage est normalement constitué d'un arbitre unique;
- b) seul un tribunal composé de trois (3) membres a juridiction pour disposer d'un grief portant sur l'un des sujets reliés directement ou indirectement aux chapitres ou articles suivants:

- Article 2-2.00 - Champs d'application;

- Chapitre 5 - Mouvement de personnel, à l'exclusion des articles 5-3.00 (ancienneté), 5-8.00 (mesures disciplinaires) et 5-7.00 (Bureau de placement);

- Chapitre 6 - Conditions de traitement, à l'exclusion des articles 6-5.00 (modifications de fonctions) et 6-6.00 (pouvoirs et responsabilité de l'arbitre).

9-2.05 Le premier président ou le greffier en chef, sous l'autorité du premier président, convoque par un avis écrit d'au moins dix (10) jours ouvrables, les représentants désignés de la Fédération des Cégeps, du Ministère et de la partie syndicale négociante concernée à une réunion. Lors de cette réunion, le premier président ou le greffier en chef, sous l'autorité du premier président:

- a) Dresse le rôle mensuel d'arbitrage et fixe l'heure, la date et le lieu des premières séances d'arbitrage. Les griefs sont fixés selon les disponibilités des arbitres et en accord avec les parties provinciales négociantes.
- b) Désigné à même la liste mentionnée à la clause 9-2.07 un président pour agir soit à titre d'arbitre unique ou soit à titre de président d'un conseil d'arbitrage composé de trois (3) membres conformément à la clause 9-2.04

Le greffe en avise le président, les parties concernées, la partie syndicale négociante, la Fédération des Cégeps et le Ministère.

- 9-2.06 Dans les dix (10) jours ouvrables qui suivent la réunion prévue à la clause 9-2.05, les parties habilitées à nommer un arbitre et un procureur, communiquent au greffe le nom de l'arbitre et du procureur de leur choix.
- 9-2.07 Les personnes suivantes sont habilitées, selon le cas, à agir soit à titre de président de tribunal, soit à titre d'arbitre unique:

Rodrigue Blouin, premier président
André Casgrain
Laurent Cossette
Jean-Guy Clément
Jean-Yves Durand
François Fortier
Raynald Fréchette
Harvey Frumkin

Hélène Lebel
André Montpetit
Jean Sexton

Toute autre personne nommée par les parties à l'entente provinciale pour agir comme président d'un tribunal d'arbitrage ou comme arbitre unique.

- 9-2.08 Dès sa nomination, chaque président prête serment ou s'engage sur l'honneur, devant un juge de la Cour Supérieure, pour la durée de la convention, à rendre sentence selon la loi et conformément aux dispositions de la convention.
Par la suite, dans le cas d'un tribunal composé de trois (3) membres, le président reçoit au début de chaque arbitrage les mêmes serments ou engagements sur l'honneur des deux (2) autres membres du tribunal d'arbitrage qu'il préside.
- 9-2.09 Toute vacance au tribunal d'arbitrage est comblée suivant la procédure établie pour la nomination originale.
- 9-2.10 Si un arbitre n'est pas désigné conformément à la procédure de nomination originale, ou si la vacance d'un arbitre n'est pas comblée avant la date fixée pour l'audition, le président du tribunal d'arbitrage le nomme d'office.

- 9-2.11 Le tribunal d'arbitrage procède en toute diligence à l'instruction du grief selon la procédure et la preuve qu'il juge appropriées.
- 9-2.12 Dans le cas d'un tribunal composé de trois (3) membres, le président, seul ou avec l'arbitre d'une seule partie, n'a pas le pouvoir de tenir des séances d'arbitrage, ou de rendre des décisions sauf si un arbitre, après avoir été dûment convoqué par écrit, ne se présente pas une première fois et qu'il récidive après un nouvel avis écrit d'au moins (7) jours à l'avance de la tenue d'une séance ou d'un délibéré, sauf pour des raisons de forces majeures.
- 9-2.13 Le tribunal décide des griefs conformément à la loi et aux dispositions de la convention; il ne peut ni la modifier, ni y ajouter ou y soustraire quoi que ce soit.
- 9-2.14 Dans le cas d'une mesure disciplinaire, le tribunal d'arbitrage peut se prononcer de la manière suivante:
- a) en maintenant la décision du Collège ou,
 - b) en réinstallant le plaignant avec tous ses droits et en lui remboursant le traitement dont l'a privé la suspension ou le congédiement, moins le salaire qu'il a pu gagner ailleurs ou toute compensation qu'il a pu recevoir pendant la période qu'a duré la suspension ou le congédiement ou,
 - c) de toute autre manière jugée juste et équitable.

9-2.15 Lorsque le grief comporte une réclamation monétaire, celui qui a posé le grief n'est pas tenu d'en établir le montant avant de faire décider par le tribunal du droit à cette somme d'argent.

S'il est décidé que le grief est bien fondé et que les parties ne s'entendent pas sur le montant à être payé, un simple avis adressé au même tribunal lui soumet le désaccord pour décision finale. Celui-ci peut ordonner que les sommes dues au plaignant portent intérêt au taux prévu à l'article 88 o) du Code du travail.

9-2.16 Le greffier en chef assigné les greffiers-audienciés aux différents tribunaux d'arbitrage.

9-2.17 Lorsqu'il doit y avoir d'autres séances d'arbitrage dans la même cause, le tribunal d'arbitrage fixe l'heure, la date et le lieu des séances subséquentes et en informe le greffe, lequel en avise les parties concernées, la partie syndicale négociante, la Fédération des Cégeps et le Ministère. Le tribunal fixe également l'heure, la date et le lieu des séances de délibéré.

9-2.18 Les séances du tribunal d'arbitrage sont publiques. Le tribunal d'arbitrage peut toutefois ordonner le huis clos.

9-2.19 a) Le tribunal d'arbitrage doit rendre sa sentence dans les soixante (60) jours de la fin de l'audition ou de la fin des plaidoiries écrites, à moins que les

représentants des parties ne consentent par écrit, avant l'expiration de ce délai, à accorder un délai supplémentaire d'un nombre de jours précis.

Toutefois, cette sentence n'est pas nulle pour la seule raison qu'elle est rendue après l'expiration des délais.

- b) Un président ne peut se voir confier l'instruction d'un grief s'il n'a pas rendu une sentence dans le délai imparti et ce, tant que la sentence n'est pas rendue.
- c) Le paragraphe b) de la présente clause ne s'applique pas dans le cas d'un président qui a déposé dans ce même délai le projet de sentence pour fins de signature auprès du greffe.

- 9-2.20
- a) La sentence du tribunal d'arbitrage est motivée et signée par chacun des membres.
Tout membre dissident sur la sentence ou partie de celle-ci peut faire un rapport distinct. La sentence du tribunal d'arbitrage est unanime ou majoritaire.
 - b) Le président dépose deux (2) copies signées du projet de sentence au greffe qui se charge, dans le cas d'un tribunal composé de trois (3) membres, de recueillir la signature des deux (2) autres membres du tribunal d'arbitrage.

Si un membre refuse ou néglige de signer un projet de sentence dans les trente (30) jours de son envoi par le greffe, le greffier en chef en informe le

président du tribunal d'arbitrage. Ce dernier doit alors en faire mention dans la sentence et celle-ci a le même effet que si elle avait été signée par tous.

- c) En tout temps, avant sa sentence finale, un tribunal d'arbitrage peut rendre toute décision intérimaire ou interlocutoire qu'il croit juste et utile.
- d) La sentence du tribunal lie les parties et doit être exécutée dans les plus brefs délais possibles et avant l'expiration du délai prévu à ladite sentence, s'il en est.
- e) Le greffe expédie aux Syndicats de personnel de soutien des Collèges affiliés à la C.S.N. les sentences qui portent sur la convention collective et qui s'appliquent au personnel de soutien des Collèges affiliés à la C.S.N.

9-2.21 En tout temps, avant que le président du tribunal d'arbitrage ne déclare avoir reçu de la part des représentants des parties, une affirmation à l'effet que leur preuve est close, la partie syndicale provinciale, la Fédération des Cégeps et le Ministère de l'Éducation peuvent intervenir et faire au tribunal d'arbitrage toute représentation qu'ils jugent appropriée ou pertinente.

9-2.22 A la demande d'une partie, le président du tribunal d'arbitrage peut assigner un témoin. Le bref d'assignation doit être signifié au moins cinq (5) jours francs avant l'audition.

Les frais de déplacement et de séjour d'un témoin, de même que la taxe prévue à l'article 88F du Code du Travail, s'il y a lieu, lui sont remboursés par la partie qui a proposé l'assignation.

9-2.23 Une partie peut exiger les services d'un sténographe officiel; elle peut exiger aussi l'enregistrement sur bande magnétique ou autrement, des auditions du tribunal. Les frais et honoraires qui découlent de cette demande sont à la charge de la partie qui l'a formulée.

Une copie de la transcription des notes sténographiques officielles et de l'enregistrement, selon le cas, est transmise au tribunal d'arbitrage et à l'autre partie aux frais de la partie qui a exigé tels services.

9-2.24 Les frais et honoraires des présidents sont à la charge du Ministère.

9-2.25 Les arbitres sont rémunérés et remboursés de leurs dépenses par la partie qu'ils représentent.

9-2.26 Les frais du greffe et les salaires du personnel du greffe sont à la charge du Ministère.

9-2.27 Les audiences et les délibérés des tribunaux d'arbitrage se tiennent dans les locaux fournis sans frais de location.

9-2.28 Toutes les dispositions du présent article s'appliquent mutatis mutandis à l'arbitre unique.

CHAPITRE 10 - DISPOSITIONS GENERALES

Article 10-1.00 - Travail à forfait

10-1.01 Le Collège pourra donner du travail à forfait en autant que cela n'aura pas pour effet de causer des mises à pied et mises en disponibilité parmi le personnel régulier à l'emploi du Collège, ni de réduire le nombre d'heures d'un salarié régulier travaillant dans le service concerné.

Article 10-2.00 - Durée de la convention

10-2.01 La présente convention entre en vigueur le jour de sa signature par les parties et le demeure jusqu'au 31 décembre 1982.

Elle n'a aucun effet rétroactif, sauf stipulation expresse à l'effet contraire.

10-2.02 Les conditions de travail contenues dans la convention collective vont continuer de s'appliquer jusqu'à la signature d'une nouvelle convention collective.

Article 10-3.00 - Publication

10-3.01 L'employeur s'engage à publier en français, à ses frais, sous forme de fascicule, le texte conforme de la convention et des annexes et lettres d'entente pour distribution à tous les membres du Syndicat. Dans le cas des Collèges ou Campus anglophones, l'employeur s'engage à fournir une version anglaise du texte légal français de la convention collective pour distribution à tous les membres du Syndicat.

Article 10-4.00 - Non-discrimination

10-4.01 Il est convenu qu'il n'y aura aucune menace, contrainte ou discrimination par l'employeur, le Syndicat ou leurs représentants respectifs contre un salarié, à cause de sa race, ses croyances religieuses ou leur absence, son sexe, son orientation sexuelle, sa langue, son ascendance nationale, son origine sociale, ses opinions politiques ou l'exercice d'un droit que lui reconnaît la convention ou loi.

Article 10-5.00 - Argent à récupérer

10-5.01 Au cas où le Collège, pour quelque raison que ce soit, a versé des montants en trop à un salarié, il ne peut fixer les modalités de remboursement qu'après entente avec le Syndicat et le salarié concerné. Le salarié doit payer l'intérêt normalement exigé à une caisse populaire locale pour un emprunt du même montant pour la durée du remboursement, et ce, à compter du trentième jour de la réclamation.

10-5.02 Au cas où le Collège, pour quelque raison que ce soit, n'a pas versé des montants dus à un salarié, il doit, quand il paie cette somme, payer également l'intérêt normalement exigé à une caisse populaire locale pour un emprunt du même montant à compter du trentième jour de la date où la somme est due.

Article 10-6 00 - Annexes

10-6.01 Les annexes font partie intégrante de la convention collective.

ANNEXE A

FRAIS DE DEMENAGEMENT

1.01 Les dispositions de la présente annexe visent tout salarié qui, en vertu des stipulations relatives à la sécurité d'emploi, est l'objet d'une relocalisation impliquant un changement de domicile.

Lorsque la distance entre le lieu de travail antérieur et le nouveau lieu de travail est supérieure à 50 kilomètres, les frais de déménagement prévus à la présente annexe s'appliquent si le salarié déménage. Après étude du dossier particulier, le bureau de placement peut aussi autoriser le remboursement des frais de déménagement dans d'autres cas.

1.02 Les allocations prévues ci-après sont autorisées par le bureau de placement prévu à l'article 5-7.00 de la convention et elles sont payées par le Collège qui engage le salarié sur présentation de pièces justificatives. Le Collège s'engage à verser les montants autorisés dans les trente (30) jours.

1.03 Tout salarié à qui une offre d'emploi est faite et qui en acceptant cette offre doit déménager, a droit de s'absenter:

a) sans perte de salaire, pour une durée maximum de trois (3) jours ouvrables, excluant la durée du trajet aller-retour pour se chercher un nouveau domicile. A cette occasion, le nouveau Collège rembourse au salarié les frais de déplacement pour lui-même ainsi que pour son conjoint pour un voyage aller-retour et les frais de séjour pour une période n'excédant pas trois (3) jours et ce, conformément au régime de frais de déplacement en vigueur au nouveau Collège;

b) sans perte de salaire pour une durée de trois (3) jours ouvrables, pour déménager et emménager. A cette occasion, les frais de déplacement et de séjour du salarié et de ses dépendants lui sont remboursés selon le régime de frais de déplacement en vigueur au nouveau Collège.

- 1.04 Le nouveau Collège s'engage à assumer, sur production de pièces justificatives, les frais encourus pour le transport des meubles meublants et effets personnels du salarié visé, y compris l'emballage, le déballage et le coût de la prime d'assurance, ou les frais de remorquage d'une maison mobile à condition qu'il fournisse à l'avance au moins deux (2) soumissions détaillées des frais à encourir.
- 1.05 Le nouveau Collège ne paie toutefois pas le coût du transport du véhicule personnel du salarié à moins que l'endroit de sa nouvelle résidence ne soit accessible par la route. De même, les frais de transport d'une embarcation, canot, etc., ne sont pas remboursés.
- 1.06 Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, autres que la construction d'une nouvelle résidence, le nouveau Collège paie les frais d'entreposage des meubles meublants et effets personnels du salarié et de ses dépendants pour une période ne dépassant pas deux (2) mois.
- 1.07 Le nouveau Collège paie une allocation de déplacement de sept cent cinquante dollars (750 \$) à tout salarié marié déplacé, ou de deux cents dollars (200 \$) s'il est célibataire, en compensation des dépenses concomitantes de déplacement (tapis, draperies, débranchement et raccordement d'appareils électriques, nettoyage, frais de gardienne, etc.) à moins que ledit salarié n'emménage dans un lieu où des commodités complètes sont mises à sa disposition par le nouveau Collège.

Toutefois, l'allocation de déplacement de sept cent cinquante dollars (750 \$) payable au salarié marié déplacé est payable également au salarié célibataire tenant logement.

- 1.08 Le nouveau Collège paie au salarié qui doit abandonner un logis sans bail écrit, la valeur d'un (1) mois de loyer. S'il y a un bail, le nouveau Collège dédommage, pour une période maximum de trois (3) mois de loyer; le salarié qui doit résilier son bail et dont le propriétaire exige une compensation. Dans les deux (2) cas, le salarié doit attester le bien-fondé de la requête du propriétaire et produire les pièces justificatives.
- 1.09 Si le salarié choisit de sous-louer lui-même son logement, les frais normaux d'annonce pour la sous-location sont à la charge du nouveau Collège.
- 1.10 a) Le nouveau Collège paie au salarié qui doit vendre sa maison (résidence principale) les honoraires d'un agent d'immeubles, à un taux ne dépassant pas 6% et jusqu'à un montant maximum de deux mille quatre cents dollars (2,400 \$) sur production des documents suivants:
- le contrat avec l'agent d'immeuble, et ce immédiatement après sa passation;
 - le contrat de vente;
 - le compte d'honoraires de l'agent d'immeubles.
- b) Le nouveau Collège paie au salarié qui a vendu sa maison à cause de sa relocalisation et qui en achète une autre pour fins de résidence à l'endroit de sa relocalisation, un pour cent (1%) du prix d'achat jusqu'à un montant maximum de quatre cents dollars (400\$) pour couvrir les frais d'actes notariés que le salarié doit payer.

1.11

Lorsque la maison du salarié, quoique mise en vente à un prix raisonnable, n'est pas vendue au moment où le salarié doit assumer les obligations relatives à son nouveau lieu de résidence, les frais relatifs à la garde de la maison non vendue, ne sont pas remboursés, mais le cas échéant, pour une période allant jusqu'à trois (3) mois, le nouveau Collège rembourse au salarié les dépenses suivantes à condition qu'il produise les pièces justificatives:

- a) les taxes municipales et scolaires;
- b) l'intérêt sur l'hypothèque;
- c) le coût de la prime d'assurance.

1.12

Lorsqu'un déménagement d'un domicile à un autre ne peut s'effectuer directement pour des raisons de force majeure, autre que la construction d'une nouvelle résidence, le nouveau Collège paie les frais de séjour pour le salarié et sa famille, conformément au régime de frais de déplacement du Collège, normalement pour une période n'excédant pas deux (2) semaines.

1.13

A la condition que le déménagement soit retardé avec l'autorisation du bureau de placement et que la famille du salarié marié ne soit pas relocalisée immédiatement, le nouveau Collège assume les frais de transport du salarié pour visiter sa famille, à toutes les deux (2) semaines, si la distance à parcourir est égale ou inférieure à cinq cents (500) kilomètres aller-retour; si la distance à parcourir est supérieure à cinq cents (500) kilomètres aller-retour, ses frais de transport ne sont assumés qu'une fois par mois, et ce, jusqu'à un maximum de mille six cents (1 600) kilomètres aller-retour.

1.14

Dans le cas où le salarié relocalisé choisit de ne pas vendre sa maison (résidence principale), il peut bénéficier des dispositions de la présente clause. Afin d'éviter au salarié propriétaire une double charge financière due au fait que sa résidence principale ne serait pas louée au moment où il doit assumer de nouvelles obligations pour se loger dans la localité où il est relocalisé, le nouveau Collège lui paie, pour la période pendant laquelle sa maison ne serait pas louée, le montant de son nouveau loyer jusqu'à concurrence d'une période de trois (3) mois, sur présentation de pièces justificatives. De plus, le Collège rembourse les frais raisonnables d'annonce et les frais d'au plus deux (2) voyages encourus pour la location de sa maison, sur présentation de pièces justificatives et conformément au régime de frais de déplacement en vigueur au nouveau Collège.

1.15

Le remboursement des frais de déménagement prévus à la présente annexe se fait dans les soixante (60) jours de la présentation par le salarié des pièces justificatives.

ANNEXE "B"

PLAN DE CLASSIFICATION

EDITION D'AVRIL 1980

ANNEXE "C"

PERSONNEL DE SOUTIEN ADMINISTRATIF
ET TECHNIQUE

(ECHELLES DE TRAITEMENT)

ECHELLES DE TRAITEMENT

1- CATEGORIE DES EMPLOIS DE SOUTIEN TECHNIQUE

1-1 Sous-catégorie des emplois de soutien technique

CLASSES Technicien en documentation
Technicien en audio-visuel
Technicien en loisirs

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,75	(4,04)	7,34	(3,72)	8,05	(4,72)	8,77	(3,99)
02	7,06	(3,90)	7,67	(3,57)	8,42	(4,72)	9,17	(3,89)
03	7,36	(3,78)	7,98	(3,43)	8,76	(4,72)	9,53	(3,80)
04	7,67	(3,65)	8,31	(3,28)	9,12	(4,72)	9,92	(3,72)
05	8,00	(3,52)	8,65	(3,14)	9,49	(4,72)	10,31	(3,65)
06	8,33	(3,40)	9,00	(3,00)	9,87	(4,72)	10,72	(3,57)
07	8,68	(3,27)	9,36	(2,86)	10,27	(4,72)	11,14	(3,50)
08	9,08	(3,13)	9,78	(2,71)	10,73	(4,72)	11,63	(3,43)
09	9,45	(3,01)	10,17	(2,58)	11,16	(4,72)	12,09	(3,36)
10	9,86	(2,87)	10,59	(2,44)	11,62	(4,72)	12,58	(3,30)
11	10,26	(2,75)	11,01	(2,30)	12,08	(4,72)	13,08	(3,24)
12	10,70	(2,62)	11,47	(2,17)	12,58	(4,72)	13,61	(3,18)

CLASSE Technicien en informatique

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	7,68	(3,65)	8,32	(3,28)	9,13	(4,72)	9,93	(3,72)
02	8,00	(3,52)	8,65	(3,14)	9,49	(4,72)	10,31	(3,65)
03	8,32	(3,40)	8,99	(3,00)	9,86	(4,72)	10,71	(3,58)
04	8,66	(3,27)	9,34	(2,87)	10,25	(4,72)	11,12	(3,51)
05	9,02	(3,15)	9,72	(2,73)	10,66	(4,72)	11,56	(3,44)
06	9,40	(3,02)	10,11	(2,59)	11,09	(4,72)	12,02	(3,37)
07	9,77	(2,90)	10,50	(2,46)	11,52	(4,72)	12,48	(3,31)
08	10,18	(2,77)	10,93	(2,33)	11,99	(4,72)	12,98	(3,25)
09	10,59	(2,65)	11,35	(2,20)	12,45	(4,72)	13,47	(3,20)
10	11,02	(2,53)	11,80	(2,08)	12,95	(4,72)	14,00	(3,14)
11	11,48	(2,40)	12,28	(1,95)	13,47	(4,72)	14,56	(3,09)
12	11,95	(2,28)	12,77	(1,83)	14,01	(4,72)	15,14	(3,03)

CLASSE Technicien en informatique classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	9,81	(2,89)	10,54	(2,45)	11,56	(4,72)	12,52	(3,31)
02	10,18	(2,77)	10,93	(2,33)	11,99	(4,72)	12,98	(3,25)
03	10,57	(2,65)	11,33	(2,21)	12,43	(4,72)	13,45	(3,20)
04	10,99	(2,53)	11,77	(2,08)	12,91	(4,72)	13,96	(3,14)
05	11,42	(2,42)	12,22	(1,97)	13,41	(4,72)	14,50	(3,09)
06	11,86	(2,30)	12,67	(1,85)	13,90	(4,72)	15,02	(3,04)
07	12,34	(2,18)	13,17	(1,73)	14,45	(4,72)	15,61	(3,00)
08	12,82	(2,07)	13,67	(1,62)	15,00	(4,72)	16,19	(2,95)
09	13,33	(1,96)	14,20	(1,52)	15,58	(4,72)	16,81	(2,91)

CLASSES

- Technicien de travaux pratiques
- Technicien en génie civil
- Technicien en chauffage et réfrigération
- Technicien en administration
- Technicien en arts graphiques

- Technicien en électronique

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,89	(3,97)	7,49	(3,65)	8,22	(4,72)	8,95	(3,94)
02	7,19	(3,85)	7,80	(3,51)	8,56	(4,72)	9,32	(3,85)
03	7,51	(3,72)	8,14	(3,35)	8,93	(4,72)	9,71	(3,77)
04	7,84	(3,58)	8,48	(3,21)	9,30	(4,72)	10,11	(3,69)
05	8,18	(3,45)	8,84	(3,06)	9,70	(4,72)	10,53	(3,61)
06	8,53	(3,32)	9,21	(2,92)	10,11	(4,72)	10,97	(3,53)
07	8,92	(3,19)	9,61	(2,77)	10,54	(4,72)	11,43	(3,46)
08	9,31	(3,05)	10,02	(2,62)	10,99	(4,72)	11,91	(3,39)
09	9,72	(2,92)	10,45	(2,48)	11,47	(4,72)	12,42	(3,32)
10	10,13	(2,79)	10,87	(2,35)	11,93	(4,72)	12,92	(3,26)
11	10,57	(2,65)	11,33	(2,21)	12,43	(4,72)	13,45	(3,20)
12	11,03	(2,52)	11,81	(2,07)	12,96	(4,72)	14,01	(3,14)

1-2 Sous-catégorie des emplois de soutien para-technique

CLASSE Appariteur

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	X	\$	X	\$	X	\$	X
01	5,78	(4,49)	6,31	(4,25)	6,92	(4,72)	7,57	(4,35)
02	5,95	(4,40)	6,49	(4,15)	7,12	(4,72)	7,78	(4,28)
03	6,12	(4,32)	6,67	(4,05)	7,32	(4,72)	7,99	(4,21)
04	6,32	(4,23)	6,89	(3,95)	7,56	(4,72)	8,25	(4,13)
05	6,52	(4,14)	7,10	(3,84)	7,79	(4,72)	8,50	(4,06)
06	6,71	(4,05)	7,30	(3,74)	8,01	(4,72)	8,73	(4,00)
07	6,89	(3,97)	7,49	(3,65)	8,22	(4,72)	8,95	(3,94)

CLASSE Relieur (Rouyn)

(Le taux de cette classe est majoré d'un pourcentage additionnel de 3,226% au 1er juillet 1981)

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 80-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	X	\$	X	\$	X	\$	X
	7,48	(3,73)	8,11	(3,37)	9,19	(4,72)	9,99	(3,71)

CLASSES Surveillant

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	X	\$	X	\$	X	\$	X
01	5,85	(4,45)	6,39	(4,21)	7,01	(4,72)	7,66	(4,32)
02	6,04	(4,36)	6,59	(4,10)	7,23	(4,72)	7,90	(4,24)
03	6,25	(4,26)	6,81	(3,99)	7,47	(4,72)	8,15	(4,16)
04	6,45	(4,17)	7,02	(3,88)	7,70	(4,72)	8,40	(4,09)
05	6,68	(4,07)	7,27	(3,76)	7,98	(4,72)	8,70	(4,01)
06	6,89	(3,97)	7,49	(3,65)	8,22	(4,72)	8,95	(3,94)

CLASSE: Surveillant-sauveteur

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
01	5,85	(4,45)	6,39	(4,21)	7,01	(4,72)	7,66	(4,32)
02	6,04	(4,36)	6,59	(4,10)	7,23	(4,72)	7,90	(4,24)
03	6,25	(4,26)	6,81	(3,99)	7,47	(4,72)	8,15	(4,16)
04	6,45	(4,17)	7,02	(3,88)	7,70	(4,72)	8,40	(4,09)
05	6,68	(4,07)	7,27	(3,76)	7,98	(4,72)	8,70	(4,01)
06	6,89	(3,97)	7,49	(3,65)	8,22	(4,72)	8,95	(3,94)

CLASSE Opérateur de duplicateur offset

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	5,87	(4,44)	6,41	(4,20)	7,03	(4,72)	7,68	(4,31)
02	6,08	(4,34)	6,63	(4,08)	7,27	(4,72)	7,94	(4,23)
03	6,30	(4,24)	6,86	(3,96)	7,53	(4,72)	8,22	(4,14)
04	6,54	(4,13)	7,12	(3,83)	7,81	(4,72)	8,52	(4,05)
05	6,77	(4,03)	7,36	(3,71)	8,08	(4,72)	8,81	(3,98)
06	7,05	(3,91)	7,65	(3,58)	8,39	(4,72)	9,14	(3,90)
07	7,29	(3,81)	7,91	(3,46)	8,68	(4,72)	9,45	(3,82)
08	7,57	(3,69)	8,20	(3,33)	9,00	(4,72)	9,79	(3,75)
09	7,84	(3,58)	8,48	(3,21)	9,30	(4,72)	10,11	(3,69)

CLASSE Opérateur de duplicateur offset classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	7,05	(3,91)	7,65	(3,58)	8,39	(4,72)	9,14	(3,90)
02	7,31	(3,80)	7,93	(3,45)	8,70	(4,72)	9,47	(3,82)
03	7,57	(3,69)	8,20	(3,33)	9,00	(4,72)	9,79	(3,75)
04	7,85	(3,58)	8,49	(3,20)	9,32	(4,72)	10,13	(3,68)
05	8,13	(3,47)	8,79	(3,08)	9,64	(4,72)	10,47	(3,62)
06	8,43	(3,36)	9,10	(2,96)	9,98	(4,72)	10,83	(3,55)
07	8,75	(3,25)	9,44	(2,83)	10,36	(4,72)	11,24	(3,49)

CLASSE Opérateur en informatique classe II

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	5,87	(4,44)	6,41	(4,20)	7,03	(4,72)	7,68	(4,31)
02	6,06	(4,35)	6,61	(4,09)	7,25	(4,72)	7,92	(4,23)
03	6,25	(4,26)	6,81	(3,99)	7,47	(4,72)	8,15	(4,16)
04	6,45	(4,17)	7,02	(3,88)	7,70	(4,72)	8,40	(4,09)
05	6,67	(4,07)	7,25	(3,76)	7,95	(4,72)	8,67	(4,01)
06	6,86	(3,99)	7,45	(3,66)	8,17	(4,72)	8,90	(3,95)
07	7,09	(3,89)	7,70	(3,55)	8,45	(4,72)	9,20	(3,88)

CLASSE

Opérateur en informatique classe I

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,56	(4,12)	7,14	(3,82)	7,83	(4,72)	8,54	(4,05)
02	6,86	(3,99)	7,45	(3,66)	8,17	(4,72)	8,90	(3,95)
03	7,12	(3,88)	7,73	(3,54)	8,48	(4,72)	9,23	(3,87)
04	7,44	(3,75)	8,06	(3,39)	8,84	(4,72)	9,62	(3,79)
05	7,75	(3,62)	8,39	(3,25)	9,21	(4,72)	10,01	(3,70)
06	8,10	(3,48)	8,76	(3,09)	9,61	(4,72)	10,44	(3,62)
07	8,44	(3,35)	9,11	(2,95)	10,00	(4,72)	10,86	(3,55)
08	8,81	(3,22)	9,50	(2,81)	10,42	(4,72)	11,30	(3,48)

CLASSE

Opérateur en informatique classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	8,81	(3,22)	9,50	(2,81)	10,42	(4,72)	11,30	(3,48)
02	9,14	(3,11)	9,84	(2,69)	10,80	(4,72)	11,71	(3,42)
03	9,50	(2,99)	10,22	(2,56)	11,21	(4,72)	12,15	(3,36)
04	9,87	(2,87)	10,60	(2,43)	11,63	(4,72)	12,60	(3,30)
05	10,25	(2,75)	11,00	(2,31)	12,07	(4,72)	13,06	(3,24)
06	10,65	(2,63)	11,41	(2,18)	12,52	(4,72)	13,55	(3,19)
07	11,05	(2,52)	11,83	(2,07)	12,98	(4,72)	14,04	(3,14)

CLASSLS - Acheteur
 - Agent de bureau classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	8.18	(3.45)	8.84	(3.06)	9.70	(4.72)	10.53	(3.61)
02	8.48	(3.34)	9.15	(2.94)	10.04	(4.72)	10.90	(3.54)
03	8.80	(3.23)	9.49	(2.81)	10.41	(4.72)	11.29	(3.48)
04	9.12	(3.12)	9.82	(2.69)	10.77	(4.72)	11.68	(3.42)
05	9.45	(3.01)	10.17	(2.58)	11.16	(4.72)	12.09	(3.36)
06	9.78	(2.90)	10.51	(2.46)	11.53	(4.72)	12.49	(3.31)

CLASSE Agent de bureau classe II

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	5,76	(4,50)	6,29	(4,26)	6,90	(4,72)	7,55	(4,36)
02	5,92	(4,42)	6,46	(4,17)	7,09	(4,72)	7,75	(4,29)
03	6,10	(4,33)	6,65	(4,06)	7,30	(4,72)	7,97	(4,22)

CLASSE Agent de bureau classe I

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,19	(4,29)	6,75	(4,01)	7,41	(4,72)	8,09	(4,18)
02	6,45	(4,17)	7,02	(3,88)	7,70	(4,72)	8,40	(4,09)
03	6,72	(4,05)	7,31	(3,74)	8,02	(4,72)	8,74	(3,99)
04	6,96	(3,94)	7,56	(3,61)	8,29	(4,72)	9,03	(3,92)
05	7,26	(3,82)	7,87	(3,47)	8,63	(4,72)	9,39	(3,84)
06	7,56	(3,70)	8,19	(3,33)	8,99	(4,72)	9,78	(3,75)
07	7,89	(3,56)	8,54	(3,18)	9,37	(4,72)	10,18	(3,67)

CLASSE Auxiliaire de bureau

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
	5,69	(4,53)	6,22	(4,30)	6,82	(4,72)	7,46	(4,39)

CLASSE Auxiliaire en informatique

Semaine. 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	5,76	(4,50)	6,29	(4,26)	6,90	(4,72)	7,55	(4,36)
02	5,93	(4,41)	6,47	(4,16)	7,10	(4,72)	7,76	(4,29)
03	6,12	(4,32)	6,67	(4,05)	7,32	(4,72)	7,99	(4,21)
04	6,33	(4,23)	6,90	(3,94)	7,57	(4,72)	8,26	(4,13)

CLASSE Auxiliaire en informatique classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,77	(4,03)	7,36	(3,71)	8,08	(4,72)	8,81	(3,98)
02	7,06	(3,90)	7,67	(3,57)	8,42	(4,72)	9,17	(3,89)
03	7,32	(3,79)	7,94	(3,44)	8,71	(4,72)	9,48	(3,82)
04	7,61	(3,68)	8,24	(3,31)	9,04	(4,72)	9,83	(3,74)
05	7,90	(3,56)	8,55	(3,18)	9,38	(4,72)	10,19	(3,67)

CLASSE Magasinier, classe II

- 200 -

Semaine. 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	5,76	(4,50)	6,29	(4,26)	6,90	(4,72)	7,55	(4,36)
02	5,93	(4,41)	6,47	(4,16)	7,10	(4,72)	7,76	(4,29)
03	6,11	(4,33)	6,66	(4,06)	7,31	(4,72)	7,98	(4,21)
04	6,30	(4,24)	6,86	(3,96)	7,53	(4,72)	8,22	(4,14)
05	6,51	(4,14)	7,09	(3,85)	7,78	(4,72)	8,49	(4,06)

CLASSE Magasinier, classe I

Semaine. 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,46	(4,17)	7,03	(3,87)	7,71	(4,72)	8,41	(4,06)
02	6,72	(4,05)	7,31	(3,74)	8,02	(4,72)	8,74	(3,99)
03	6,97	(3,94)	7,57	(3,61)	8,31	(4,72)	9,05	(3,92)
04	7,26	(3,82)	7,87	(3,47)	8,63	(4,72)	9,39	(3,84)
05	7,54	(3,70)	8,17	(3,34)	8,96	(4,72)	9,74	(3,76)
06	7,84	(3,58)	8,48	(3,21)	9,30	(4,72)	10,11	(3,69)
07	8,14	(3,47)	8,80	(3,07)	9,66	(4,72)	10,49	(3,61)

CLASSE Magasinier, classe principale

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	8,13	(3,47)	8,79	(3,08)	9,64	(4,72)	10,47	(3,62)
02	8,46	(3,35)	9,13	(2,95)	10,02	(4,72)	10,88	(3,55)
03	8,80	(3,23)	9,49	(2,81)	10,41	(4,72)	11,29	(3,48)
04	9,12	(3,12)	9,82	(2,69)	10,77	(4,72)	11,68	(3,42)
05	9,46	(3,00)	10,18	(2,57)	11,17	(4,72)	12,10	(3,36)
06	9,83	(2,88)	10,56	(2,45)	11,59	(4,72)	12,55	(3,30)
07	10,20	(2,76)	10,95	(2,32)	12,01	(4,72)	13,00	(3,25)

CLASSE Secrétaire

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
01	5,76	(4,50)	6,29	(4,26)	6,90	(4,72)	7,55	(4,36)
02	5,93	(4,41)	6,47	(4,16)	7,10	(4,72)	7,76	(4,29)
03	6,12	(4,32)	6,67	(4,05)	7,32	(4,72)	7,99	(4,21)
04	6,33	(4,23)	6,90	(3,94)	7,57	(4,72)	8,26	(4,13)
05	6,54	(4,13)	7,12	(3,83)	7,81	(4,72)	8,52	(4,05)
06	6,74	(4,04)	7,33	(3,72)	8,04	(4,72)	8,76	(3,99)
07	6,94	(3,95)	7,54	(3,62)	8,27	(4,72)	9,01	(3,93)
08	7,17	(3,86)	7,78	(3,52)	8,54	(4,72)	9,30	(3,86)

CLASSE Secrétaire de direction

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
01	6,86	(3,99)	7,45	(3,66)	8,17	(4,72)	8,90	(3,95)
02	7,14	(3,87)	7,75	(3,53)	8,50	(4,72)	9,25	(3,87)
03	7,43	(3,75)	8,05	(3,39)	8,83	(4,72)	9,61	(3,79)
04	7,72	(3,63)	8,36	(3,26)	9,17	(4,72)	9,97	(3,71)
05	8,04	(3,51)	8,69	(3,12)	9,53	(4,72)	10,35	(3,64)

CLASSE Téléphoniste

Semaine: 35 heures

ECHELON	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
01	5,78	(4,49)	6,31	(4,25)	6,92	(4,72)	7,57	(4,35)
02	5,99	(4,38)	6,54	(4,12)	7,18	(4,72)	7,84	(4,26)
03	6,22	(4,28)	6,78	(4,00)	7,44	(4,72)	8,12	(4,17)
04	6,43	(4,18)	7,00	(3,89)	7,68	(4,72)	8,38	(4,09)

ANNEXE "D"

PERSONNEL OUVRIER

TAUX DE SALAIRE

* A compter du 1er juillet 1981, la durée de la semaine régulière de travail des employés de soutien manuel est ajustée conformément aux dispositions de la clause 7-1.01.

111-1 Sous-catégorie des emplois d'ouvrier qualifié

	79-07-01 au 80-06-30		80-07-01 au 81-06-30		81-07-01 au 82-06-30		82-07-01 au 82-12-31	
	\$	X	\$	X	\$	X	\$	X
Electricien								
	8,49	(3,34)	9,16	(2,93)	10,37	(4,72)	11,25	(3,49)
Maître-électricien								
	9,11	(3,12)	9,81	(2,70)	11,11	(4,72)	12,04	(3,37)
Mécanicien de machines fixes classe VI								
	6,54	(4,13)	7,12	(3,83)	8,06	(4,72)	8,78	(3,98)
Mécanicien de machines fixes classe V								
	6,67	(4,07)	7,25	(3,76)	8,21	(4,72)	8,94	(3,94)
Mécanicien de machines fixes classe IV								
	6,83	(4,00)	7,42	(3,68)	8,40	(4,72)	9,15	(3,89)
Mécanicien de machines fixes classe III								
	7,61	(3,68)	8,24	(3,31)	9,33	(4,72)	10,14	(3,68)
Mécanicien de machines fixes classe II								
	8,58	(3,30)	9,26	(2,90)	10,49	(4,72)	11,38	(3,47)
Mécanicien de machines fixes classe I								
	8,93	(3,18)	9,62	(2,76)	10,90	(4,72)	11,82	(3,40)
Mécanicien en tuyauterie								
	8,49	(3,34)	9,16	(2,93)	10,37	(4,72)	11,25	(3,49)
Maître-mécanicien en tuyauterie								
	9,11	(3,12)	9,81	(2,70)	11,11	(4,72)	12,04	(3,37)
Menuisier								
	7,61	(3,68)	8,24	(3,31)	9,33	(4,72)	10,14	(3,68)

	<u>79-07-01 au</u> <u>80-06-30</u>		<u>80-07-01 au</u> <u>81-06-30</u>		<u>81-07-01 au</u> <u>82-06-30</u>		<u>82-07-01 au</u> <u>82-12-31</u>	
	\$	X	\$	X	\$	X	\$	X
Aide de métiers	6,42	(4,19)	6,99	(3,89)	7,92	(4,72)	8,63	(4,02)
Aide général de cuisine	5,69	(4,53)	6,22	(4,30)	7,04	(4,72)	7,70	(4,31)
Buandier	5,92	(4,42)	6,46	(4,17)	7,32	(4,72)	7,99	(4,21)
Conducteur de véhicules légers	6,24	(4,27)	6,80	(3,99)	7,70	(4,72)	8,40	(4,09)
Conducteur de véhicules lourds	7,05	(3,91)	7,65	(3,58)	8,66	(4,72)	9,42	(3,83)
Cuisinier classe III	6,85	(3,99)	7,44	(3,67)	8,43	(4,72)	9,18	(3,89)
Cuisinier classe II	7,38	(3,77)	8,00	(3,42)	9,06	(4,72)	9,85	(3,74)
Cuisinier classe I	7,73	(3,63)	8,37	(3,26)	9,48	(4,72)	10,30	(3,65)
Gardien	5,89	(4,43)	6,43	(4,18)	7,28	(4,72)	7,95	(4,22)
Jardinier	6,78	(4,02)	7,37	(3,70)	8,35	(4,72)	9,09	(3,91)
Opérateur de chaudières et d'appareils frigorifiques	6,42	(4,19)	6,99	(3,89)	7,92	(4,72)	8,63	(4,02)
Aide-domestique	5,69	(4,53)	6,22	(4,30)	7,04	(4,72)	7,70	(4,31)
Mahoeuvre	6,07	(4,34)	6,62	(4,08)	7,50	(4,72)	8,19	(4,15)
Pâtissier	7,38	(3,77)	8,00	(3,42)	9,06	(4,72)	9,85	(3,74)

	<u>79-07-01 au</u> <u>80-06-30</u>	<u>80-07-01 au</u> <u>81-06-30</u>	<u>81-07-01 au</u> <u>82-06-30</u>	<u>82-07-01 au</u> <u>82-12-31</u>
	\$ X	\$ X	\$ X	\$ X
Serrurier (Maisonneuve)	7,61 (3,68)	8,24 (3,31)	9,33 (4,72)	10,14 (3,68)
Ouvrier certifié d'entretien	7,97 (3,53)	8,62 (3,15)	9,76 (4,72)	10,60 (3,59)
Peintre	7,38 (3,77)	8,00 (3,42)	9,06 (4,72)	9,85 (3,74)
Ebéniste (Collège St-Jean sur le Richelieu)	8,12 (3,48)	8,78 (3,08)	9,94 (4,72)	10,79 (3,56)

ANNEXE "E"

PERSONNEL DE SOUTIEN ADMINISTRATIF, TECHNIQUE ET OUVRIER

(lignes de correspondance)

PERSONNEL ADMINISTRATIF ET PARA-TECHNIQUE

1- Auxiliaire de bureau / auxiliaire de bureau

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1

2- Agent de bureau classe 2 / agent de bureau classe 2

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3

3- Agent de bureau classe 1 / agent de bureau classe 1

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

4- Agent de bureau classe principale / agent de bureau classe principale

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	6
8	6

5- Acheteur / acheteur

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	6
8	6

6- Téléphoniste / téléphoniste

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4

7- Secrétaire / secrétaire

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8

8- Secrétaire de direction / secrétaire de direction

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	5

9- Magasinier classe 2 / magasinier classe 2

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5

10- Magasinier classe 1 / magasinier classe 1

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

11- Magasinier classe principale / magasinier classe principale

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	7
9	7

12- Surveillant / surveillant

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6

13- Auxiliaire en informatique / auxiliaire en informatique

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4

14- Auxiliaire en informatique / auxiliaire en informatique
classe principale classe principale

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5

15- Appariteur / appariteur

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

16- Opérateur en informatique / opérateur en informatique
classe 2

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

17- Opérateur en informatique / opérateur en informatique
classe 1

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8

18- Opérateur en informatique / opérateur en informatique
classe principale classe principale

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

19- Opérateur de duplicateur / opérateur de duplicateur
offset offset

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9

PERSONNEL TECHNIQUE

- 1- Bibliotechnicien / Technicien en documentation
Technicien en audio-visuel, Technicien en loisirs

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12

2- Technicien en chauffage et réfrigération, technicien en travaux pratiques, technicien en génie civil, technicien en administration, technicien en arts graphiques, technicien en électronique

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12

3- Technicien en informatique / technicien en informatique

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12

4- Technicien en psychométrie / Technicien en psychométrie (Jon-
quière)

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	10
11	11
12	12

- 5- Technicien d'entretien aéro- / technicien d'entretien aéro-
nautique, classe 1 nautique, classe 1 (Chicouti-
mi)
-

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle 1</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9

- 6- Technicien d'entretien aéro- / technicien d'entretien aéro-
nautique, classe 2 nautique, classe 2 (Chicouti-
mi)
-

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4

- 7- Aide-technicien d'entretien / aide-technicien d'entretien
aéronautique aéronautique (Chicoutimi)
-

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1

8- Technicien d'entretien aéronau- / technicien d'entretien
tique breveté aéronautique breveté (Chi-
coutimi)

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4

9- Officier de formation / officier de formation (Rimouski)

<u>Ancienne échelle</u>	<u>Nouvelle échelle</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7

PERSONNEL OUVRIER

1-	<u>Ancienne classe</u>	<u>Nouvelle classe</u>
	Aspirant cuisinier	Cuisinier classe 3
2-	<u>Ancienne classe</u>	<u>Nouvelle classe</u>
	Ouvrier d'entretien classe II (aide-électricien)	Aide de métier
3-	<u>Ancienne classe</u>	<u>Nouvelle classe</u>
	Ouvrier d'entretien classe II (opérateur de chaudières et d'appareils frigorifiques)	Opérateur de chaudières et d'appareils frigorifiques
4-	<u>Ancienne classe</u>	<u>Nouvelle classe</u>
	Ouvrier d'entretien classe III	Manoeuvre

ANNEXE "F"

CEGEP DE JONQUIERE

TECHNICIÉN EN PSYCHOMETRIE - (Echelle de traitement)

CLASSE: Technicien en psychométrie

Semaine: 35 heures

ECHELON	<u>79-07-01 au</u> <u>80-06-30</u>		<u>80-07-01 au</u> <u>81-06-30</u>		<u>81-07-01 au</u> <u>82-06-30</u>		<u>82-07-01 au</u> <u>82-12-31</u>	
	\$	Z	\$	Z	\$	Z	\$	Z
01	6,75	(4,04)	7,34	(3,72)	8,05	(4,72)	8,77	(3,99)
02	7,06	(3,90)	7,67	(3,57)	8,42	(4,72)	9,17	(3,89)
03	7,36	(3,78)	7,98	(3,43)	8,76	(4,72)	9,53	(3,80)
04	7,67	(3,65)	8,31	(3,28)	9,12	(4,72)	9,92	(3,72)
05	8,00	(3,52)	8,65	(3,14)	9,49	(4,72)	10,31	(3,65)
06	8,33	(3,40)	9,00	(3,00)	9,87	(4,72)	10,72	(3,57)
07	8,68	(3,27)	9,36	(2,86)	10,27	(4,72)	11,14	(3,50)
08	9,08	(3,13)	9,78	(2,71)	10,73	(4,72)	11,63	(3,43)
09	9,45	(3,01)	10,17	(2,58)	11,16	(4,72)	12,09	(3,36)
10	9,86	(2,87)	10,59	(2,44)	11,62	(4,72)	12,58	(3,30)
11	10,26	(2,75)	11,01	(2,30)	12,08	(4,72)	13,08	(3,24)
12	10,70	(2,62)	11,47	(2,17)	12,58	(4,72)	13,61	(3,18)

ANNEXE "G"

CEGEP DE CHICOUTIMI

EMPLOIS DE L'AERONAUTIQUE (Echelles de traitement)

CLASSE: - Technicien d'entretien aéronautique (Coll. de Chicoutimi)

Semaine: 35 heures

CLASSE	ECHELON	01-07-79 au 30-06-80		01-07-80 au 30-06-81		01-07-81 au 30-06-82		01-07-82 au 31-12-82	
		\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Aide-technicien		5.69	(4,53)	6.22	(4,30)	6.82	(4,72)	7.46	(4,39)
II	01	5.83	(4,46)	6.37	(4,22)	6.99	(4,72)	7.64	(4,33)
	02	6.07	(4,34)	6.62	(4,08)	7.26	(4,72)	7.93	(4,23)
	03	6.30	(4,24)	6.86	(3,96)	7.53	(4,72)	8.22	(4,14)
	04	6.55	(4,13)	7.13	(3,83)	7.82	(4,72)	8.53	(4,05)
I	01	7.06	(3,90)	7.67	(3,57)	8.42	(4,72)	9.17	(3,89)
	02	7.32	(3,79)	7.94	(3,44)	8.71	(4,72)	9.48	(3,82)
	03	7.61	(3,68)	8.24	(3,31)	9.04	(4,72)	9.83	(3,74)
	04	7.91	(3,56)	8.56	(3,18)	9.39	(4,72)	10.20	(3,67)
	05	8.22	(3,44)	8.88	(3,04)	9.74	(4,72)	10.58	(3,60)
	06	8.52	(3,33)	9.19	(2,92)	10.08	(4,72)	10.94	(3,54)
	07	8.86	(3,21)	9.55	(2,79)	10.49	(4,72)	11.37	(3,47)
	08	9.22	(3,08)	9.93	(2,66)	10.90	(4,72)	11.82	(3,40)
	09	9.57	(2,97)	10.29	(2,53)	11.29	(4,72)	12.23	(3,34)
Breveté	01	9.91	(2,86)	10.65	(2,42)	11.69	(4,72)	12.66	(3,29)
	02	10.28	(2,74)	11.03	(2,30)	12.10	(4,72)	13.10	(3,24)
	03	10.68	(2,62)	11.45	(2,18)	12.56	(4,72)	13.59	(3,18)
	04	11.12	(2,50)	11.90	(2,05)	13.06	(4,72)	14.12	(3,13)

CLASSE: - Technicien d'entretien aéronautique (Coll. de Chicoutimi)

Semaine: 35 heures

CLASSE	ECHELON	01-07-79 au		01-07-80 au		01-07-81 au		01-07-82 au	
		30-06-80		30-06-81		30-06-82		31-12-82	
		\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
Aide-technicien		5.69	(4,53)	6.22	(4,30)	6.82	(4,72)	7.46	(4,39)
II	01	5.83	(4,46)	6.37	(4,22)	6.99	(4,72)	7.64	(4,33)
	02	6.07	(4,34)	6.62	(4,08)	7.26	(4,72)	7.93	(4,23)
	03	6.30	(4,24)	6.86	(3,96)	7.53	(4,72)	8.22	(4,14)
	04	6.55	(4,13)	7.13	(3,83)	7.82	(4,72)	8.53	(4,05)
I	01	7.06	(3,90)	7.67	(3,57)	8.42	(4,72)	9.17	(3,89)
	02	7.32	(3,79)	7.94	(3,44)	8.71	(4,72)	9.48	(3,82)
	03	7.61	(3,68)	8.24	(3,31)	9.04	(4,72)	9.83	(3,74)
	04	7.91	(3,56)	8.56	(3,18)	9.39	(4,72)	10.20	(3,67)
	05	8.22	(3,44)	8.88	(3,04)	9.74	(4,72)	10.58	(3,60)
	06	8.52	(3,33)	9.19	(2,92)	10.08	(4,72)	10.94	(3,54)
	07	8.86	(3,21)	9.55	(2,79)	10.48	(4,72)	11.37	(3,47)
	08	9.22	(3,08)	9.93	(2,66)	10.90	(4,72)	11.82	(3,40)
	09	9.57	(2,97)	10.29	(2,53)	11.29	(4,72)	12.23	(3,34)
Breveté	01	9.91	(2,86)	10.65	(2,42)	11.69	(4,72)	12.66	(3,29)
	02	10.28	(2,74)	11.03	(2,30)	12.10	(4,72)	13.10	(3,24)
	03	10.68	(2,62)	11.45	(2,18)	12.56	(4,72)	13.59	(3,18)
	04	11.12	(2,50)	11.90	(2,05)	13.06	(4,72)	14.12	(3,13)

ANNEXE "H"

CEGEP DE RIMOUSKI

INSTITUT MARITIME (Echelle de traitement de l'officier de
formation)

CLASSE: Officier de formation (Institut Maritime de Rimouski)

Semaine: 35 heures

ECHELON

	<u>01-07-79 au</u>		<u>01-07-80 au</u>		<u>01-07-81 au</u>		<u>01-07-82 au</u>	
	<u>30-06-80</u>		<u>30-06-81</u>		<u>30-06-82</u>		<u>31-12-82</u>	
	\$	%	\$	%	\$	%	\$	%
01	7.58	(3,69)	8.21	(3,32)	9.01	(4,72)	9.80	(3,75)
02	7.89	(3,56)	8.54	(3,18)	9.37	(4,72)	10.18	(3,67)
03	8.19	(3,45)	8.85	(3,05)	9.71	(4,72)	10.55	(3,60)
04	8.52	(3,33)	9.19	(2,92)	10.08	(4,72)	10.94	(3,54)
05	8.87	(3,20)	9.56	(2,79)	10.49	(4,72)	11.38	(3,47)
06	9.23	(3,08)	9.94	(2,65)	10.91	(4,72)	11.83	(3,40)
07	9.61	(2,95)	10.33	(2,52)	11.33	(4,72)	12.27	(3,34)

ANNEXE "I"

FORMULE D'ADHESION SYNDICALE
(remplir en caractère d'imprimerie)

Nom:.....

Adresse:.....

Tél.:..... Date de naissance:.....

1. En conformité avec l'article 3-1.00 (Sécurité syndicale) de la convention, je, soussigné(e), donne mon adhésion au:

.....
.....

Je m'engage à en observer les statuts, règlements et décisions, ainsi qu'à payer la contribution mensuelle fixée par le Syndicat.

Signature du salarié:.....

Signature du témoin:.....

Date:.....

ANNEXE "J"

LISTE DE LA ZONE À LAQUELLE EST RATTACHE CHAQUE
COLLEGE AUX FINS DE L'APPLICATION DE LA PRIORITE D'EMPLOI ET DE
LA SECURITE D'EMPLOI

<u>COLLEGES</u>	<u>AUTRES COLLEGES DE LA ZONE</u>
AHUNTSIC	St-Jérôme, Montmorency, Ile de Montréal*, Lionel-Groulx, Edouard-Montpetit, St.Lambert
ALMA	Jonquièrre
ARVIDA	Jonquièrre, Chicoutimi.
ANDRE-LAURENDEAU	St-Jean-sur-Richelieu, Valleyfield, Ile de Montréal*, Edouard-Montpetit, St.Lambert, Montmorency, Lionel-Groulx
BOIS-DE-BOULOGNE	St-Jérôme, Montmorency; Lionel-Groulx, Ile de Montréal*, Edouard-Montpetit, St.Lambert
DRUMMONDVILLE	-
ST-HYACINTHE	Edouard-Montpetit, St.Lambert
SOREL/TRACY	-
LENNOXVILLE	Sherbrooke
ST.LAMBERT	Ile de Montréal*, Montmorency, Edouard-Montpetit, St-Hyacinthe, St-Jean-sur-Richelieu
ST.LAWRENCE	Région de Québec**
CHICOUTIMI	Jonquièrre, Arvida.
MINGAN	-
MANICOUAGAN	-
DAWSON	Ile de Montréal*, St-Jean-sur-Richelieu, St.Lambert, Montmorency, Edouard-Montpetit, Lionel-Groulx
EDOUARD-MONTPETIT	Ile de Montréal*, Montmorency, St-Hyacinthe, St.Lambert, St-Jean-sur-Richelieu.
F.-X.-GARNEAU	Région de Québec**.

GASPESIE	-
JOHN ABBOTT	Valleyfield, St.Lambert, Ile de Montréal*, Edouard-Montpetit, Montmorency, Lionel-Groulx
JOLIETTE	-
JONQUIERE	Chicoutimi, Arvida
LA-POCATIERE	-
LEVIS-LAUZON	Région de Québec**
LIMOILOU	Région de Québec**
LIONEL-GROULX	Montmorency, St-Jérôme, Ile de Montréal*
MAISONNEUVE	Ile de Montréal*, Montmorency, Edouard-Montpetit, St-Jean-sur-Richelieu, St.Lambert, Lionel-Groulx
MATANE	-
MONTMORENCY	Ile de Montréal*, Lionel-Groulx, St-Jérôme, Edouard-Montpetit, St.Lambert
NORD-OUEST	-
OUTAOUAIS	-
RIMOUSKI	-
RIVIERE-DU-LOUP	-
ROSEMONT	Ile de Montréal*. St.Lambert, St-Jean-sur-Richelieu, Edouard-Montpetit, Montmorency, Lionel-Groulx
ST-FELICIEN	-
SAINTE-FOY	Région de Québec**
ST-JEAN-SUR-RICHELIEU	St.Lambert, Edouard-Montpetit, André-Laurendeau, Dawson, Rosemont, Vieux-Montréal, Maisonneuve
ST-JEROME	Lionel-Groulx, Montmorency, Bois-de-Boulogne, Ahuntsic, St-Laurent, Vanier
ST-LAURENT	Ile de Montréal*, Montmorency, St.Lambert, Edouard-Montpetit, St-Jérôme, Lionel-Groulx
SHAWINIGAN	Trois-Rivières

SHERBROOKE	Lennoxville
GRANBY	-
REGION DE L'AMIANTE	-
TROIS-RIVIERES	Shawinigan
VALLEYFIELD	John Abbott, André-Laurendeau
VANIER	Ile de Montréal*, Lionel-Groulx, St-Jérôme, Edouard-Montpetit, St.Lambert, Montmorency
VICTORIAVILLE	-
VIEUX-MONTREAL	Ile de Montréal*, St.Lambert, St-Jean-sur-Richelieu, Edouard-Montpetit, Lionel-Groulx, Montmorency

* Ile de Montréal: Les Collèges Ahuntsic, André-Laurendeau, Bois-de-Boulogne, Dawson, John Abbott, Maisonneuve, Rosemont, St-Laurent, Vanier, Vieux-Montréal.

** Région de Québec: Les Collèges F.-X.-Garneau, Limoilou, Ste-Foy, Lévis-Lauzon, St. Lawrence.

ANNEXE "K"

LETTRES D'ENTENTE

LETRE D'ENTENTE CONCERNANT LE VIDE JURIDIQUE

Les parties renoncent à invoquer le vide juridique au sujet de tout grief logé entre le 30 juin 1979 et la date de la signature par les parties de la convention collective actuelle. La convention collective 1975-79 s'applique à un tel grief et les arbitres nommés en vertu de cette dernière convention collective ont juridiction pour en disposer.

Toutefois, si le tribunal d'arbitrage n'est pas encore désigné à la date de la signature par les parties de la convention collective actuelle, c'est l'article 9-2.00 de la convention collective actuelle qui s'applique à compter du jour de la signature et en conséquence, les arbitres qui y sont désignés ont juridiction.

LETTE D'ENTENTE RELATIVE A LA NOMINATION DU PRESIDENT DU
TRIBUNAL D'ARBITRAGE SPECIAL (CLAUSE 5-4.14)

Les parties provinciales conviennent de nommer Me Raynald Fréchette, président du tribunal d'arbitrage spécial prévu à la clause 5-4.14.

LETTRE D'ENTENTE RELATIVE AU DELAI POUR DEPOSER UN GRIEF A
COMPTER DE LA SIGNATURE DE LA CONVENTION COLLECTIVE PAR LES
PARTIES

Les parties conviennent que les délais prévus à l'article 9-1.00 pour le dépôt d'un grief au Collège en vertu de la présente convention collective commencent à courir le jour de la remise au Syndicat par le Collège d'un nombre d'exemplaires de la convention collective équivalant au nombre des salariés.

ANNEXE "L"

FORMULE DE CALCUL DE LA PROTECTION DE BASE EN P-1 ET P-2

$$\begin{array}{l} \text{En P-1 } Y_1 = 0,0453 \text{ e} \quad -0,0011 \left[\frac{(y_1 - 5,44) \times 100}{100} \right] \\ \text{En P-2 } Y_2 = 0,0430 \text{ e} \quad -0,0013 \left[\frac{(y_2 - 5,96) \times 100}{100} \right] \end{array}$$

où les symboles employés ont la signification suivante:

Y_1 : le pourcentage applicable à titre de protection de base en P-1

Y_2 : le pourcentage applicable à titre de protection de base en P-2

y_1 : le taux réel de traitement d'un salarié au 30 juin 1979 exprimé sur une base horaire.

y_2 : chaque taux de traitement exprimé sur une base horaire et déterminé de la façon suivante aux fins du calcul du pourcentage de protection de base applicable aux divers taux de traitement en P-2:

$$\begin{array}{l} \text{taux de traitement} \\ \text{en vigueur le 1er} \\ \text{juillet 1979 exprimé} \\ \text{sur une base horaire} \end{array} \times \left[\frac{1 + \left(\overset{(1)}{\Delta \text{IPC du 79-07-01 au 80-06-30} - 3,5\% + \text{protection de base}} \right)}{1 + \text{protection de base déterminée selon } Y_1} \right] \begin{array}{l} \text{détérminé selon } Y_1 \end{array}$$

N.B.: Dans l'éventualité où une révision des échelles ou des taux uniques serait nécessaire en P-2 afin de tenir compte de l'accroissement réel de l'IPC au cours de la période du 1er juillet 1979 au 30 juin 1980, dans le calcul de y_2 on utilise la protection de base en vigueur le 1er juillet 1979 exprimée à six (6) chiffres après la virgule suivant l'unité.

(1) La méthode de calcul du pourcentage d'accroissement (Δ) de l'IPC est décrite à l'annexe "M".

ANNEXE "M"

Le pourcentage d'accroissement des prix pour une période de douze (12) mois se terminant le 30 juin est égal au pourcentage d'accroissement de l'indice des prix à la consommation pour le Canada publié par Statistique Canada, calculé comme suit:

$$\left(\frac{\text{IPC juin année en cours} - \text{IPC juin année précédente}}{\text{IPC juin année précédente}} \right) \times 100^*$$

*Lorsque, dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de cinq chiffres, le cinquième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore si le cinquième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le quatrième est porté à l'unité supérieure et le cinquième est retranché.

ANNEXE "N"

Le pourcentage d'accroissement des prix pour la période de vingt-quatre (24) mois se terminant le 30 juin 1981 est égal au pourcentage d'accroissement de l'indice des prix à la consommation (n) pour le Canada publié par Statistique Canada, calculé comme suit:

$$n = \left(\frac{\text{IPC juin 1981} - \text{IPC juin 1979}}{\text{IPC juin 1979}} \right) \times 100$$

* Lorsque, dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de cinq chiffres, le cinquième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le cinquième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le quatrième est porté à l'unité supérieure et le cinquième est retranché.

ANNEXE "0"

Le pourcentage d'accroissement des prix pour la période de six (6) mois se terminant le 31 décembre 1982 est égal au pourcentage d'accroissement de l'indice des prix à la consommation pour le Canada publié par Statistique Canada, calculé comme suit:

$$\left(\frac{\text{IPC décembre 1982} - \text{IPC juin 1982}}{\text{IPC juin 1982}} \right) \times 100^*$$

- * Lorsque, dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de cinq chiffres, le cinquième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le cinquième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le quatrième est porté à l'unité supérieure et le cinquième est retranché.

ANNEXE "P"

Le calcul de la moyenne, exprimée en pourcentage, des variations mensuelles de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, publié par Statistique Canada, s'effectue comme suit:

- a) On fait d'abord la somme des douze (12) indices mensuels de l'IPC du mois de juillet au mois de juin de la période en cause.
- b) La somme obtenue en a) est ensuite divisée par 12. Lorsque dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de deux chiffres, le deuxième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le deuxième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le premier chiffre est porté à l'unité supérieure et le deuxième chiffre est retranché.
- c) On applique ensuite la formule suivante:

$$\left(\frac{\text{Résultat du (b) - IPC du mois de juin de la période précédente}}{\text{IPC du mois de juin de la période précédente}} \right) \times 100$$

- * Lorsque, dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de cinq chiffres, le cinquième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le cinquième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le quatrième chiffre est porté à l'unité supérieure et le cinquième est retranché.

ANNEXE "Q"

Le calcul de la moyenne, exprimée en pourcentage, des variations mensuelles de l'indice des prix à la consommation pour le Canada, publié par Statistique Canada, pour la période du 1er juillet 1982 au 31 décembre 1982, s'effectue comme suit:

- a) On fait d'abord la somme des six (6) indices mensuels de l'IPC, du mois de juillet au mois de décembre de la période en cause.
- b) La somme obtenue en a) est ensuite divisée par 6. Lorsque dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de deux chiffres, le deuxième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le deuxième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le premier chiffre est porté à l'unité supérieure et le deuxième chiffre est retranché.
- c) On applique ensuite la formule suivante:

$$\left(\frac{\text{Résultat du (b) - IPC du mois de juin de la période précédente}^*}{\text{IPC du mois de juin de la période précédente}} \right) \times 100$$

* Lorsque, dans le quotient obtenu, la virgule décimale est suivie de cinq chiffres, le cinquième chiffre est retranché s'il est inférieur à cinq, ou encore, si le cinquième chiffre est égal ou supérieur à cinq, le quatrième chiffre est porté à l'unité supérieure et le cinquième est retranché.

EN FOI DE QUOI, les parties à la présente entente ont signé à Québec,
ce 23^{ème} jour du mois de AVRIL 1980.

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC



Jacques-Yvan Morin
Ministre de l'Éducation

POUR LA FEDERATION DES EMPLOYES
DES SERVICES PUBLICS INC. (C.S.N.)

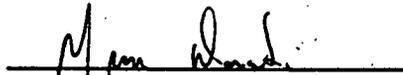


Françoise Morneau, Présidente
Secteur soutien Cégeps (F.E.S.P.)

POUR LA FEDERATION DES CEGEPS



Benoit Lauzière
Président



Yvon Doucet, porte parole syndical

POUR LE COMITE PATRONAL DE
NEGOCIATION DES COLLEGES



Jean-Guy Farrier
Président



Léonce Beaupré
Vice-Président

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART André Laurendeau
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des Employés de soutien du cégep André Laurendeau
(C.S.N.)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: M-30934-3 MR-059-03-75

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 14 jour
du mois de mai 1980.

[Signature]
[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
[Signature]
Pour le Syndicat

Lionel Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE REGIONAL BOURGCHEMIN

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

SYNDICAT DES EMPLOYES DE SOUTIEN DU CENTRE ADMINISTRATIF

DU CEGEP BOURGCHEMIN (CSN)

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: M-17180-13

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 2 ième jour
du mois de mai 1980.

Paul G. L...
Rue St-Joseph
Pour le Collège

Claude Bouchard
Fédération des employés des services publics
Pour le Syndicat

Liane Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE CHICOUTIMI

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Syndicat des employés de service du Collège de Chicoutimi

du Collège Régional du Saguenay Lac Saint-Jean

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 00-048-01-78

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30 ième jour
du mois de avril 1980.

Robert Lavoie
Claude Lavoie
Pour le Collège

Lucienne Gauthier
Léonide C. LeBlond
Pour le Syndicat

Liane Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART CEGEP REGIONAL DE LA COTE-NORD (Campus Manicouagan)
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Le syndicat des employés du Cégep régional de la Côte-
Nord (C.S.N.)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 7260-3

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 7 ième jour du mois de juin 1980.

[Signature]
Pour le Collège

Réjean Lemblay Prés.
Jacques Luc Pélletier Secrétaire
Pour le Syndicat

Lionel Beaudet
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Collège Régional Bourgchemin
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des employés de soutien du Campus de Drummondville(CSN)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: M-17180-10

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 6 ième jour du mois de mai 1980.

[Signature]
[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
[Signature]
Pour le Syndicat

[Signature]
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Le Collège d'enseignement général et professionnel de la Gaspésie
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Le Syndicat des employés de soutien du Collège d'enseignement
général et professionnel de la Gaspésie
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Q-13307-2
QD-132-05-75

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce premier jour
du mois de mai 1980.

[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
Pour le Syndicat

Liane Beaulieu
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE JOLIETTE
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des employés de soutien du CEGEP de Joliette
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 14126-2 (no dossier)

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967; chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 29 ième jour du mois de avril 1980.

Serges Labrecque
Raymond Lapierre
Pour le Collège

Micheline G. Houde
Léane Beaulieu
Pour le Syndicat

Léane Beaulieu
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

CEGEP de Jonquière

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Syndicat des employés du CEGEP de Jonquière

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Q-12556-02

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, S.Q. 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 1 ième jour
du mois de mai 1980.

Claude Sicily AG

Ashley Proie D.R.
Pour le Collège

Denis Simard Pres

Everett Damour Vice Pres
Pour le Syndicat

Léane Beaudet

Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART CEGEP DE LEVIS-LAUZON
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des employés du CEGEP de Lévis-Lauzon
C.S.N.
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 13872-2

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 29 ième jour du mois de avril 1980.

Charles Pelletier
Pour le Collège

Marie Falbot
Pour le Syndicat

Liane Beaudin
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

CEGEP REGIONAL DE LA COTE-NORD (Campus Mingan)

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Syndicat des employés de soutien du Campus Mingan (C.S.N.)

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Q-7268-03

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 9 ième jour
du mois de mai 1980.

J. L. Lavoie
J. L. Lavoie
Pour le Collège

René G. Gauthier
René G. Gauthier
Pour le Syndicat

Léonie Beaudin
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE LIMOILOU

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

LE SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN DU COLLEGE DE LIMOILOU

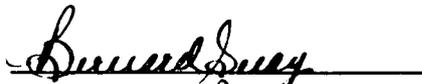
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 12555-2909-1773

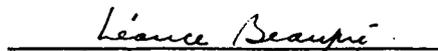
Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce vingt-neuvièmeième jour du mois de avril 1980.


Pour le Collège



Pour le Syndicat


Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL LIONEL-GROULX
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART SYNDICAT DES EMPLOYES DU C.E.G.E.P. LIONEL-GROULX (CSN)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 13409-2

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce vingt-troisième 30 ième jour du mois de avril 1980.

Nicolas Brodeur
[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
[Signature]
Pour le Syndicat

Léance Beaupré
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Collège d'enseignement général et professionnel de Matane
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des employés du Cégep de Matane, CSN
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 11042-3

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 6 ième jour du mois de mai 1980.

George E. Dandaneau
Pour le Collège

Stilles Lacrise
Pour le Syndicat

Liane Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL MONTMORENCY
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART SYNDICAT DES EMPLOYES DU CEGEP MONTMORENCY
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: MR 2591 (72)

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30 ième jour du mois de avril 1980.

[Signature]
[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
[Signature]
Pour le Syndicat

Léonice Bouchard
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

Le Cegep de l'Outaouais

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Le syndicat du personnel de soutien du Cegep de l'Outaouais

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro:

M-12554-02

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 29 ième jour
du mois de avril 1980.

Bernard G. Stanger

Robert Morneau

Pour le Collège

Michel G. Lussier

Henriette Legault

Pour le Syndicat

Liane Beaudé

Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE LA REGION DE L'AMIANTE
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART SYNDICAT DES EMPLOYES DE SOUTIEN DU COLLEGE DE THETFORD MINES (C.S.N.)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Q-20028-02

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce premier 18^{ème} jour du mois de juin 1980.

Marcel Lefebvre
Jean Dagenault
Pour le Collège

W. M. J. Héroux
Francine Roy
Pour le Syndicat

Léane Beaudin
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE.

D'UNE
PART

Le Collège de Rimouski

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Le Syndicat des employés de soutien du Cégep de Rimouski

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Dos: Q-1721-2 Cas: QD 129-05-75

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce deuxième ième jour du mois de MAT 1980.

Léance Beaupré

[Signature]
Pour le Collège

[Signature]

[Signature]
Pour le Syndicat

Léance Beaupré
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

C.E.G.E.P. de Rivière-du-Loup

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Syndicat national des employés du Cegep de Rivière-du-Loup

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 13829 Cas R-4430

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980, entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics, Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30 ième jour
du mois de avril 1980.

Raimond Boivin

Pour le Collège

Serge Mon

Pour le Syndicat

Léon Beauséjour

Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE ROSEMONT

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

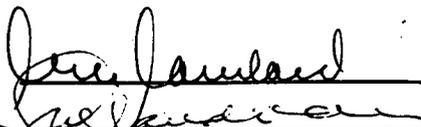
LE SYNDICAT DES EMPLOYES DU CEGEP ROSEMONT (C.S.N.)

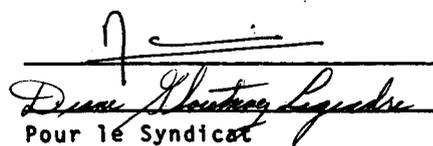
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 14127-2

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 AVRIL 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30 ième jour
du mois de avril 1980.


Pour le Collège


Pour le Syndicat


Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE REGIONAL DU SAGUENAY-LAC-ST-JEAN

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

SYNDICAT DES EMPLOYES DU SIEGE SOCIAL DU

COLLEGE REGIONAL DU SAGUENAY-LAC-ST JEAN (C.S.N.)

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Dossier: 14652 5
Cas: QR-2156(72)

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 25 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 28 ième jour
du mois de avril 1980.

Nadavuer

Sauve-terre

Pour le Collège

Jocelyne Blais

Antoine J. J. J.

Pour le Syndicat

Léaume Beaudet

Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE SAINT-FELICIEN

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

Syndicat des employés de soutien du Campus de Saint-Félicien (C.S.N.)

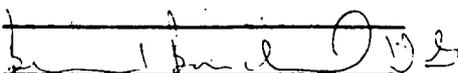
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: DOSSIER: Q-14632-2

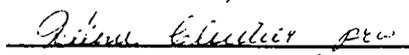
CAS: QD-184-05-76

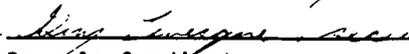
Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce _____ ième jour
du mois de _____ 1980.

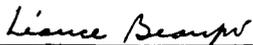


Pour le Collège





Pour le Syndicat



Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Le Collège d'Enseignement général et professionnel de Sainte-Foy
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Le Syndicat du Personnel de soutien
du Cégep de Sainte-Foy
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: Q-12853-02

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 29 ième jour
du mois de avril 1980.

Pour le Collège

Jules Bélair
François Lambert
Pour le Syndicat

Léonée Beaulieu
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Collège régional Bourchemin, Campus de Saint-Hyacinthe
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Le syndicat des employés de soutien du Cégep Bourchemin,
Campus de Saint-Hyacinthe (C.S.N.)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: MD-029-01-76

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 2 ième jour du mois de juin 1980.

[Signature]
[Signature]
Pour le Collège

[Signature]
[Signature]
Pour le Syndicat

Liane Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Collège Saint-Jean-sur-Richelieu
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Syndicat des employés du C.E.G.E.P. St-Jean-sur-Richelieu (CSN)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: R-4751-1968

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 28 ième jour du mois de avril 1980.

Lucie Nadeau
Jean Tremblay
Pour le Collège

André Fouché
Louis Roby
Pour le Syndicat

Liane Beaulieu
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART CEGEP DE SAINT-JEROME
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART SYNDICAT DES EMPLOYES DE SOUTIEN DU CEGEP DE SAINT-JEROME
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: M-15267-02

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30e jour
du mois de avril 1980.

[Signature]
[Signature]
Pour le Collège

Johanne Desjardins
[Signature]
Pour le Syndicat

Liane Beaudry
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART Collège d'enseignement général et professionnel de Saint-Laurent
PART Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART Le Syndicat des employés du CEGEP de Saint-Laurent
PART _____

Nom du Syndicat
N° de cas: MD-118-06-75 M 5650-08
Certificat d'accréditation numéro: MD-117-06-75 M 5650-10

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 30 ième jour du mois de avril 1980.

Paul Martineau s.d.
Leclercq s.d.
Pour le Collège

Charles Lee
Pour le Syndicat

Léane Beaupré
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE DE SHAWINIGAN

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

SYNDICAT DU PERSONNEL DE SOUTIEN DU

COLLEGE DE SHAWINIGAN

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 13324-3

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 28e ième jour
du mois de avril 1980.

Mr. Allard

Charles B...

Pour le Collège

J. P. ...

Madame Cloutier

Pour le Syndicat

Liane Brault

Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE
PART

COLLEGE REGIONAL BOURGHEMIN, Campus de Sorel-Tracy

Nom du Collège

ET

D'AUTRE
PART

LE SYNDICAT DES EMPLOYES DE SOUTIEN DU CAMPUS

DE SOREL-TRACY. (CSN)

Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: M.- 17180 - 04

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 29 ième jour
du mois de avril 1980.

Roger G. L...
Roland Tardieu
Pour le Collège

André Thibault
Suzanne P...
Pour le Syndicat

Liane Beaupré
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART LE COLLEGE D'ENSEIGNEMENT GENERAL ET PROFESSIONNEL DE TROIS-RIVIERES
PART Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART LE SYNDICAT DES EMPLOYES DE SOUTIEN
PART DU CEGEP DE TROIS-RIVIERES
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 13313-2

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 28 ième jour du mois de avril 1980.

[Signature]
[Signature]

Pour le Collège

[Signature]
[Signature]

Pour le Syndicat

Léane Beaud
Pour le Gouvernement du Québec

CONVENTION COLLECTIVE INTERVENUE ENTRE

D'UNE PART CEGEP DU VIEUX MONTREAL
Nom du Collège

ET

D'AUTRE PART LE SYNDICAT DES EMPLOYES DU CEGEP DU VIEUX MONTREAL (C.S.N.)
Nom du Syndicat

Certificat d'accréditation numéro: 14181-2 - R-5038(68)

Les parties, selon la loi des Collèges d'enseignement général et professionnel (Loi 21, SQ 1966-1967, chapitre 71 et amendements ou en vertu de la loi 91 sanctionnée le 19 juin 1975) conviennent d'appliquer l'entente intervenue le 23 avril 1980 entre le Comité patronal de négociation des Collèges et le Gouvernement du Québec d'une part, et la Fédération des Employés des Services publics Inc. (C.S.N.) d'autre part.

EN FOI DE QUOI, les parties ont signé ce 21 ième jour du mois de mai 1980.

Robert Sylvestre
Pour le Collège

Lucille Poirier
Pour le Syndicat

Léane Beaudin
Pour le Gouvernement du Québec